



L'OBSERVATOIRE DE
L'ADMINISTRATION
PUBLIQUE
E N A P

Décentralisation et processus de décentralisation vers les paliers locaux ou municipaux

(Californie, Floride, Massachusetts, New York, Bavière, Finlande,
Irlande)

**DANS LE CADRE DES TRAVAUX EFFECTUÉS POUR LE
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS**

21 MARS 2005

AVANT-PROPOS

À la demande du ministère des Affaires municipales et Régions, L'Observatoire de l'administration publique de l'ENAP a reçu le mandat de dresser le portrait de l'état de la décentralisation dans certains territoires de l'Amérique du Nord, soit les États de la Californie, de la Floride, du Massachusetts et de New York, ainsi que de l'Europe, soit la Bavière, l'Irlande et la Finlande.

Le rapport est constitué de fiches, une par territoire, qui présentent l'information recueillie pour chacun d'eux. Il est complété par un second document intitulé : *Décentralisation et processus de décentralisation vers les paliers locaux ou municipaux (Californie, Floride, Irlande, Massachusetts et New York) Annexe 1 : Tableaux, 10 mars 2005* qui dresse un portrait détaillé des compétences assumées par les différents paliers locaux.

Le rapport a été réalisé sous la supervision de M. Jacques Auger, coordonnateur à la recherche commanditée à L'Observatoire de l'administration publique de l'ENAP, assisté de M^{mes} Marie-Helen Brisebois et Dolorès Grossemey, agentes de recherche. Ont participé à la recherche M^{mes} Martina Allaire, Sarah Keating, assistantes de recherche et M. Christian Lepage, urbaniste et assistant de recherche. M^{me} Francine Sylvain a effectué la révision linguistique du rapport et M^{me} Chantal Lafrenière en a fait la mise en page.

Jacques Auger, Ph. D.
Professeur associé
Coordonnateur à la recherche commanditée
L'Observatoire de l'administration publique – ENAP
jacques.auger@enap.ca

CONSIDÉRATIONS MÉTHODOLOGIQUES

Deux sources d'information ont été utilisées dans le cadre de cette étude. La première comprend l'information contenue sur les sites Web des différents organismes gouvernementaux consultés. Cette information a permis de comprendre la réalité et les formes d'organisation que prennent les acteurs possédant les compétences dans la prestation de services au palier local. Elle complète l'information tirée du cadre législatif et lui apporte des précisions pertinentes. L'ensemble des lois de chacune des juridictions analysées dans lesquelles sont décrits les rôles et fonctions des organismes constitue la seconde et la plus importante source d'information.

Une analyse fine et structurée de chacune des lois habilitantes qui concernent le monde municipal a été effectuée pour chacune des juridictions à l'étude, à l'exception de la Finlande et de la Bavière en raison de la barrière linguistique. Pour contrer cette lacune, des renseignements secondaires tirés d'autres études sur le sujet ont permis néanmoins de dresser un portrait du partage des compétences pour ces deux États.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	I
CONSIDÉRATIONS MÉTHODOLOGIQUES.....	III
TABLE DES TABLEAUX ET FIGURES.....	VII
AMÉRIQUE DU NORD.....	1
VUE D'ENSEMBLE – ÉTATS-UNIS.....	3
1 DESCRIPTION GÉNÉRALE DES INSTITUTIONS EXISTANTES DANS LES DIVERS PALIERS POLITICO-ADMINISTRATIFS.....	5
1.1 TOUR D'HORIZON.....	5
1.2 PALIER LOCAL.....	6
1.3 PALIER RÉGIONAL.....	7
1.4 PALIER NATIONAL.....	8
2 DESCRIPTION DU CADRE DE FINANCEMENT DES INSTANCES LOCALES.....	8
CALIFORNIE.....	11
1 DESCRIPTION GÉNÉRALE DES INSTITUTIONS EXISTANTES DANS LES DIVERS PALIERS POLITICO-ADMINISTRATIFS.....	13
2 PORTRAIT DÉTAILLÉ DES COMPÉTENCES ASSUMÉES PAR CHACUN DES PALIERS.....	18
3 DESCRIPTION DU CADRE DE FINANCEMENT DES INSTANCES LOCALES.....	18
3.1 REVENUS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX.....	18
3.2 DÉTAIL DES SOURCES DE REVENUS DE CHAQUE PALIER LOCAL.....	19
3.3 DÉPENSES DES GOUVERNEMENTS LOCAUX.....	21
FLORIDE.....	25
1 DESCRIPTION GÉNÉRALE DES INSTITUTIONS EXISTANTES DANS LES DIVERS PALIERS POLITICO-ADMINISTRATIFS.....	27
2 PORTRAIT DÉTAILLÉ DES COMPÉTENCES ASSUMÉES PAR CHACUN DES PALIERS.....	32
3 DESCRIPTION DU CADRE DE FINANCEMENT DES INSTANCES LOCALES.....	33
3.1 REVENUS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX.....	33
3.2 DÉTAIL DES SOURCES DE REVENUS POUR CHAQUE PALIER LOCAL.....	34
3.3 DÉPENSES DES GOUVERNEMENTS LOCAUX.....	35
MASSACHUSETTS.....	39
1 DESCRIPTION GÉNÉRALE DES INSTITUTIONS EXISTANTES DANS LES DIVERS PALIERS POLITICO-ADMINISTRATIFS.....	41
2 PORTRAIT DÉTAILLÉ DES COMPÉTENCES ASSUMÉES PAR CHACUN DES PALIERS.....	44
3 DESCRIPTION DU CADRE DE FINANCEMENT DES INSTANCES LOCALES.....	45
3.1 REVENUS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX.....	45
3.2 DÉTAIL DES SOURCES DE REVENUS POUR CHAQUE PALIER LOCAL.....	45
3.3 DÉPENSES DES GOUVERNEMENTS LOCAUX.....	48
NEW YORK.....	53
1 DESCRIPTION GÉNÉRALE DES INSTITUTIONS EXISTANTES DANS LES DIVERS PALIERS POLITICO-ADMINISTRATIFS.....	55
2 PORTRAIT DÉTAILLÉ DES COMPÉTENCES ASSUMÉES PAR CHACUN DES PALIERS.....	58
3 DESCRIPTION DU CADRE DE FINANCEMENT DES INSTANCES LOCALES.....	59

TABLE DES MATIÈRES

3.1 REVENUS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX	59
3.2 DÉTAIL DES SOURCES DE REVENUS POUR CHAQUE PALIER LOCAL	59
3.3 DÉPENSES DES GOUVERNEMENTS LOCAUX.....	60
EUROPE	65
BAVIÈRE	67
1 DESCRIPTION GÉNÉRALE DES INSTITUTIONS EXISTANTES DANS LES DIVERS PALIERS POLITICO-ADMINISTRATIFS	69
1.1 TOUR D’HORIZON	69
1.2 PALIER LOCAL	70
1.3 PALIER RÉGIONAL	71
1.4 PALIER NATIONAL	73
2 PORTRAIT DÉTAILLÉ DES COMPÉTENCES ASSUMÉES PAR CHACUN DES PALIERS	74
3 DESCRIPTION DU CADRE DE FINANCEMENT DES INSTANCES LOCALES	78
3.1 REVENUS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX	78
3.2 DÉTAILS DES SOURCES DE REVENU DE CHAQUE PALIER LOCAL	79
3.3 DÉPENSES DES GOUVERNEMENTS LOCAUX.....	80
FINLANDE	85
1 DESCRIPTION GÉNÉRALE DES INSTITUTIONS EXISTANTES DANS LES DIVERS PALIERS POLITICO-ADMINISTRATIFS	87
1.1 TOUR D’HORIZON	87
1.2 PALIER LOCAL	87
1.3 PALIER RÉGIONAL	88
1.4 PALIER NATIONAL	91
2 PORTRAIT DÉTAILLÉ DES COMPÉTENCES ASSUMÉES PAR CHACUN DES PALIERS	91
3 DESCRIPTION DU CADRE DE FINANCEMENT DES INSTANCES LOCALES	93
IRLANDE	95
1 DESCRIPTION GÉNÉRALE DES INSTITUTIONS EXISTANTES DANS LES DIVERS PALIERS POLITICO-ADMINISTRATIFS	97
1.1 TOUR D’HORIZON	97
1.2 PALIER LOCAL	97
1.3 PALIER RÉGIONAL	98
1.4 PALIER NATIONAL	98
2 PORTRAIT DÉTAILLÉ DES COMPÉTENCES ASSUMÉES PAR CHACUN DES PALIERS	98
3 DESCRIPTION DU CADRE DE FINANCEMENT DES INSTANCES LOCALES	99
ANNEXES	103

TABLE DES TABLEAUX ET FIGURES

TABLEAU 1 : RÉPARTITION DES GOUVERNEMENTS LOCAUX DANS LES ÉTATS AMÉRICAINS À L'ÉTUDE PAR CATÉGORIES	5
TABLEAU 2 : RÉPARTITION DES REVENUS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX AUX ÉTATS-UNIS.....	8
TABLEAU 3 : RÉPARTITION DES DÉPENSES DES GOUVERNEMENTS LOCAUX MULTISECTORIELS AUX ÉTATS-UNIS.....	9
TABLEAU 4 : RÉPARTITION DES DÉPENSES DES GOUVERNEMENTS À VOCATION SPÉCIALISÉE AUX ÉTATS-UNIS ..	10
TABLEAU 5 : RÉPARTITION DE L'EMPLOI ENTRE LES PALIERS GOUVERNEMENTAUX AUX ÉTATS-UNIS	10
TABLEAU 6 : LES COUNTIES DE L'ÉTAT DE LA CALIFORNIE ET LE NOMBRE DE GOUVERNEMENTS LOCAUX	16
TABLEAU 7 : RÉPARTITION DES REVENUS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX DE LA CALIFORNIE	19
TABLEAU 8 : RÉPARTITION DES REVENUS DES COUNTIES DE LA CALIFORNIE	20
TABLEAU 9 : RÉPARTITION DES REVENUS DES MUNICIPALITÉS DE LA CALIFORNIE	20
TABLEAU 10 : RÉPARTITION DES REVENUS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX À VOCATION SPÉCIALISÉE DE LA CALIFORNIE	21
TABLEAU 11 : RÉPARTITION DES DÉPENSES DES GOUVERNEMENTS LOCAUX MULTISECTORIELS DE LA CALIFORNIE	22
TABLEAU 12 : RÉPARTITION DES DÉPENSES DES GOUVERNEMENTS LOCAUX À VOCATION SPÉCIALISÉE DE LA CALIFORNIE	22
TABLEAU 13 : RÉPARTITION DES DÉPENSES DES COUNTIES DE LA CALIFORNIE PAR ORDRE D'IMPORTANCE	23
TABLEAU 14 : RÉPARTITION DES DÉPENSES DES MUNICIPALITÉS DE LA CALIFORNIE PAR ORDRE D'IMPORTANCE (1996-1997).....	23
TABLEAU 15 : LES COUNTIES DE L'ÉTAT DE LA FLORIDE ET LE NOMBRE DE GOUVERNEMENT LOCAUX	30
TABLEAU 16 : RÉPARTITION DES REVENUS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX DE LA FLORIDE	34
TABLEAU 17 : RÉPARTITION DES DÉPENSES DES GOUVERNEMENTS LOCAUX MULTISECTORIELS DE LA FLORIDE ...	35
TABLEAU 18 : RÉPARTITION DES DÉPENSES DES GOUVERNEMENTS LOCAUX À VOCATION SPÉCIALISÉE DE LA FLORIDE	36
TABLEAU 19 : RÉPARTITION DES DÉPENSES DES COUNTIES DE LA FLORIDE PAR ORDRE D'IMPORTANCE.....	36
TABLEAU 20 : RÉPARTITION DES DÉPENSES DES MUNICIPALITÉS DE LA FLORIDE PAR ORDRE D'IMPORTANCE.....	37
TABLEAU 21 : LES COUNTIES DE L'ÉTAT DU MASSACHUSETTS ET LE NOMBRE DE GOUVERNEMENTS LOCAUX.....	44
TABLEAU 22 : RÉPARTITION DES REVENUS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX DU MASSACHUSETTS (2000).....	45
TABLEAU 23 : COMPARAISON DE LA RÉPARTITION DES REVENUS DE DEUX COUNTIES DU MASSACHUSETTS (1999-2000).....	46
TABLEAU 24 : RÉPARTITION DES REVENUS DES MUNICIPALITÉS DU MASSACHUSETTS PAR ORDRE D'IMPORTANCE	47
TABLEAU 25 : COMPARAISON DE LA RÉPARTITION DES REVENUS ENTRE UNE MUNICIPALITÉ PAUVRE ET UNE MUNICIPALITÉ RICHE AU MASSACHUSETTS	47
TABLEAU 26 : DÉPENSES DES GOUVERNEMENTS LOCAUX MULTISECTORIELS DU MASSACHUSETTS	48
TABLEAU 27 : RÉPARTITION DES DÉPENSES DES GOUVERNEMENTS LOCAUX À VOCATION SPÉCIALISÉE DU MASSACHUSETTS	49
TABLEAU 28 : RÉPARTITION DES DÉPENSES DES COUNTIES DU MASSACHUSETTS PAR ORDRE D'IMPORTANCE	49
TABLEAU 29 : DÉPENSES DES MUNICIPALITÉS ET TOWNSHIPS DU MASSACHUSETTS PAR ORDRE D'IMPORTANCE ..	50
TABLEAU 30 : LES COUNTIES DE L'ÉTAT DE NEW YORK ET LE NOMBRE DE GOUVERNEMENT LOCAUX	56
TABLEAU 31 : RÉPARTITION DES REVENUS DES GOUVERNEMENTS LOCAUX DE L'ÉTAT DE NEW YORK.....	59
TABLEAU 32 : COMPARAISON DE LA RÉPARTITION DES REVENUS DE DIFFÉRENTS GOUVERNEMENTS LOCAUX DE L'ÉTAT DE NEW YORK (1995)	60
TABLEAU 33 : RÉPARTITION DES DÉPENSES DES GOUVERNEMENTS LOCAUX MULTISECTORIELS DE L'ÉTAT DE NEW YORK.....	61
TABLEAU 34 : RÉPARTITION DES DÉPENSES DES GOUVERNEMENTS LOCAUX À VOCATION SPÉCIALISÉE DE L'ÉTAT DE NEW YORK.....	61
TABLEAU 35 : RÉPARTITION DES DÉPENSES DES COUNTIES DE L'ÉTAT DE NEW YORK PAR ORDRE D'IMPORTANCE	62
TABLEAU 36 : RÉPARTITION DES DÉPENSES DES MUNICIPALITÉS ET TOWNSHIPS DE L'ÉTAT DE NEW YORK PAR ORDRE D'IMPORTANCE	62
TABLEAU 37 : CONSEILS RÉGIONAUX DE LA FINLANDE	90
TABLEAU 38 : PRINCIPAUX SERVICES RENDUS PAR LES AUTORITÉS LOCALES IRLANDAISES EN 2001.....	98

TABLEAU 39 : RÉPARTITION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DES AUTORITÉS LOCALES DE L'IRLANDE EN 2001	100
FIGURE 1 : LES COUNTIES DE LA CALIFORNIE	15
FIGURE 2 : LES COUNTIES DE LA FLORIDE	29
FIGURE 3 : LES COUNTIES DE L'ÉTAT DE NEW YORK	56
FIGURE 4 : ADMINISTRATION CENTRALE ET ADMINISTRATION COMMUNALE AUTONOME	72
FIGURE 5 : RÉGIONS DE LA FINLANDE	90

AMÉRIQUE DU NORD

VUE D'ENSEMBLE – ÉTATS-UNIS

VUE D'ENSEMBLE – ÉTATS-UNIS

1 Description générale des institutions existantes dans les divers paliers politico-administratifs

1.1 Tour d'horizon

Les États-Unis d'Amérique sont une fédération établie en 1789 qui compte 50 États, un district fédéral, celui de Columbia, et plusieurs territoires dépendants. Depuis 1950, le gouvernement procède à une décentralisation de son pouvoir vers les gouvernements des États et les paliers locaux. Aux États-Unis, il existe cinq paliers de compétences, soit le niveau fédéral (le gouvernement des États-Unis), infranational (les États fédérés), régional (les *counties*), supramunicipal (les *school districts* et les *special districts*) et municipal (les villes - *cities* et *towns* et les villages - *townships*). Les gouvernements compris dans les niveaux régional, supramunicipal et municipal forment le palier local. Le Tableau 1 présente le nombre de gouvernements par catégories pour l'ensemble des États-Unis et pour chacun des États qui ont fait l'objet de la présente étude. Il est intéressant de constater le très faible niveau de fragmentation territoriale du Massachusetts comparativement aux autres États analysés.

Tableau 1 : Répartition des gouvernements locaux dans les États américains à l'étude par catégories^{1 2}

État	Total	Gouvernements locaux multisectoriels				Gouvernements locaux à vocation spécialisée			
		Nombre	Counties	Municipalités	Townships	Nombre	Special districts	School districts	Systèmes scolaires publics dépendants
États-Unis	87 525	38 967	3 034	19 429	16 504	48 558	35 052	13 506	1 508
Floride	1 191	470	66	404	-	721	626	95	-
New York	3 420	1 602	58	616	929	1 818	1 135	683	32
Californie	4 409	532	57	475	-	3 877	2 830	1 047	60
Massachusetts	841	356	5	45	306	485	403	82	248

L'organisation du partage des compétences entre les niveaux régional, supramunicipal et municipal relève directement des États. Chaque État peut, en principe, développer son propre modèle de partage des compétences. Par conséquent, chaque État possède une organisation particulière des paliers locaux avec des règles, un partage des responsabilités et un système fiscal qui peuvent varier de l'un à l'autre.

¹ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 24 février 2004). *2002 Census of Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

² L'Annexe 7 présente un tableau de l'évolution du nombre d'unités gouvernementales entre 1952 et 2002.

1.2 Palier local

➤ Counties

Les *counties* sont des structures occupant un palier intermédiaire entre l'État et les municipalités. Ils peuvent être de nature urbaine ou rurale. En effet, l'analyse du cadre législatif a permis de constater que les champs de compétence entre *counties* d'un même État peuvent varier en fonction du contexte territorial dans lequel elles se trouvent. Ainsi, certains *counties* en milieu rural ont, par exemple, des pouvoirs plus étendus en matière de protection contre les incendies (incendies de forêt) ou d'approvisionnement en eau.

Le nombre de *counties* varie grandement d'un État à l'autre. Gouvernements locaux à part entière, ils jouent aussi le rôle de liens administratifs entre l'État et les municipalités en ce qui a trait aux services gouvernementaux en région. En général, ce palier de gouvernement assume des responsabilités dans plusieurs domaines dont :

- l'administration judiciaire et les services de police;
- les licences et les permis de tous ordres;
- l'éducation;
- la santé;
- les travaux publics;
- les services de protection et de prévention contre les incendies;
- les bibliothèques;
- la protection environnementale.

L'analyse des structures régionales a permis de constater que les *counties* ont des champs de compétences et des responsabilités plus étendues que les municipalités en ce qui concerne notamment l'administration des services sociaux, des hôpitaux, de la santé et des prisons. Ces champs de compétences ne sont pas exclusifs aux *counties*. Plusieurs d'entre eux gèrent aussi des services qui, dans certains États, se trouvent sous la compétence des municipalités, tels les aéroports, la voirie locale, les parcs, les bibliothèques et la protection de l'environnement.

➤ Niveau municipal

Une municipalité est une subdivision politique à l'intérieur de laquelle une corporation municipale a été établie pour doter d'un gouvernement local une concentration spécifique de population occupant un territoire défini. Le champ des compétences varie d'un État à l'autre, les *cities* ayant plus de pouvoirs dans le nord-est (12 États) et les *counties*, dans le sud (17 États).

On distingue deux principales catégories de municipalités : les municipalités incorporées et les municipalités non incorporées. Ces deux catégories réfèrent à des régimes législatifs différents. Les municipalités sont désignées par les termes *city*, *town*, *village* et *township*.

Les municipalités incorporées (*cities, towns³ et villages*) : Leur nombre varie grandement d'un État à l'autre. Ces gouvernements municipaux offrent des services publics pour une population spécifique et un territoire donné.

Les municipalités non incorporées (*townships et towns*) : Ce type de gouvernement a des pouvoirs et des fonctions de même nature que ceux des *cities ou des towns*, quoique l'étendue de leurs compétences soit plus limitée. C'est une collectivité locale généralement rurale qui sert les habitants d'un territoire à faible concentration de la population. Dans certains États, cette forme de gouvernement est inexistante. Pour deux États de notre étude, Californie et Floride, il n'existe pas de *township* (village). Dans ce cas, ce sont les *counties* ou les *special districts* qui assurent habituellement la couverture de services locaux sur les territoires non municipalisés.

➤ Niveau supramunicipal

Les Regional Councils of Governments (CRG) sont apparus dans les années soixante. Leurs compétences ne découlent pas d'un pouvoir constitutionnel; ils sont généralement créés ou reconnus par une loi de l'État. Ils participent à la planification et aux interventions de développement socio-économique et sont composés d'élus municipaux. Leur mandat consiste en l'administration des programmes publics fédéraux ou d'État.

On trouve 13 506 districts scolaires (*school districts*), soit des entités locales ayant compétence en matière d'éducation élémentaire, secondaire et universitaire. Ils ont une autonomie fiscale et administrative.

Les divers districts à vocation spécialisée (*special districts*), au nombre de 35 052, sont des gouvernements qui assurent en général la fourniture des services dans certains domaines spécifiques, tels que la protection contre les incendies, la protection de l'environnement, le logement social, le développement communautaire, la gestion des égouts ou des aqueducs, la conservation des sols, l'intervention en cas d'inondations, les hôpitaux, les autoroutes, les cimetières, les bibliothèques, les parcs, les aéroports, le logement, etc. C'est la catégorie de gouvernement local la plus nombreuse. Ils sont créés soit par l'État ou par une volonté locale et ils sont autonomes au niveau fiscal et administratif. Plus de 90 % des *special districts* ont la charge d'une seule fonction.

1.3 Palier régional

Chaque État possède sa propre législature. Les relations des États et les paliers locaux ne suivent pas un modèle unique (conception traditionaliste, individualiste ou moraliste). En général, ce sont les constitutions de chaque État qui traitent la question du pouvoir et des compétences des instances locales, municipales ou de *county*. Lorsque la Constitution de l'État ne mentionne pas clairement ces compétences, les chartes municipales, élaborées par la législature des États ou rédigées par les paliers locaux, doivent les définir. L'État s'occupe principalement des questions qui touchent les affaires étatiques tels le commerce, les communications internes, la réglementation en ce qui concerne la propriété privée, les industries, les services d'utilité publique, le Code criminel de l'État, les conditions de travail, les hôpitaux psychiatriques, la vente d'alcool, le système correctionnel, l'aide sociale, etc.

³ Selon les États, la désignation de *town* réfère à l'un ou à l'autre des types de municipalités ci-haut mentionnés. Dans les États du Massachusetts et de New-York, un *town* constitue une municipalité non incorporée, alors que dans les États de la Floride et de la Californie, il s'agit plutôt de municipalités incorporées. US CENSUS BUREAU (Page consultée le 24 février 2004). *2002 Census of Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

1.4 Palier national

Les pouvoirs de l'État fédéral sont ceux que les États se sont réservés à l'origine. Il veille principalement à la défense de la nation, à la régulation de la devise, au maintien des bonnes relations internationales, à la recherche et à la technologie spatiales, au service postal, à l'assurance sociale, à l'assistance médicale aux personnes âgées (*medicare*), aux ressources naturelles et à la régulation de la circulation aérienne. De plus, le gouvernement fédéral coopère avec les États en matière de santé, d'éducation, de bien-être, de transport et de développement économique et les aide financièrement.

2 Description du cadre de financement des instances locales

➤ Revenus

En général, aux États-Unis, les *counties* tirent leur revenu principal d'abord des transferts d'État, ensuite de l'impôt foncier. Les municipalités se financent par l'impôt foncier et les transferts d'État. Les *special districts* se financent par des mandats du gouvernement fédéral, de l'État et des gouvernements locaux. La grande majorité de ces mandats résulte d'ententes avec le gouvernement fédéral. Le Tableau 2 présente la répartition des sources de revenus par types de gouvernements locaux (voir l'Annexe 6 pour les détails).

Tableau 2 : Répartition des revenus des gouvernements locaux aux États-Unis⁴

	County	Municipalité	Township	Special District	School District
Transferts gouvernementaux	38 %	25 %	22 %	25 %	57 %
Transferts fédéraux	3 %	5 %	1 %	13 %	1 %
Transferts de l'État	33 %	18 %	19 %	7 %	54 %
Transferts locaux	2 %	2 %	2 %	5 %	1 %
Revenus généraux	61 %	59 %	73 %	50 %	43 %
Taxes	35 %	36 %	58 %	12 %	36 %
Propriété	24 %	17 %	53 %	8 %	34 %
Vente	8 %	11 %	0 %	3 %	1 %
Autres taxes	3 %	8 %	4 %	1 %	1 %
Frais de services et autres	26 %	24 %	15 %	38 %	8 %
Autres revenus	1 %	15 %	5 %	25 %	0 %
Total des revenus	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

➤ Dépenses

Le Tableau 3 montre la répartition des dépenses de l'appareil gouvernemental des États-Unis entre les différents paliers de gouvernements supérieurs et locaux et le Tableau 4, la répartition des dépenses des gouvernements à vocation spécialisée. Le Tableau 5, qui présente la répartition des emplois entre les paliers de gouvernements, permet de cerner sous un autre point de vue l'implication des gouvernements locaux dans la prestation de services. Dans les dépenses, au palier local, on remarque que les gouvernements à voca-

⁴ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 24 février 2004). *2002 Census of Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

tion spécialisée occupent les niveaux de dépenses les moins élevés (*special districts*) et les plus élevés (*school districts*). Il est intéressant de constater par ailleurs que ce sont ces gouvernements qui emploient le plus de personnel parmi ceux du palier local.

Tableau 3 : Répartition des dépenses des gouvernements locaux multisectoriels aux États-Unis⁵

Description	County		Municipalité		Township	
	Répartition	Montant (M\$ US)	Répartition	Montant (M\$ US)	Répartition	Montant (M\$ US)
Transferts gouvernementaux	5 %	12 650 821	2 %	8 325 204	5 %	1 881 657
Éducation	14 %	38 242 259	11 %	38 621 489	27 %	9 788 106
Santé et services sociaux	27 %	72 765 601	7 %	25 470 704	2 %	628 400
Transport	7 %	19 345 862	9 %	31 508 962	11 %	4 101 333
Sécurité publique	13 %	35 749 777	16 %	59 366 613	13 %	4 869 227
Environnement et Habitation	7 %	18 953 940	15 %	56 464 951	12 %	4 254 445
Administration	11 %	28 511 381	6 %	21 362 221	8 %	3 003 904
Service de la dette	4 %	11 287 141	4 %	15 784 343	3 %	954 621
Utilités publiques	2 %	5 914 010	17 %	62 488 346	5 %	1 789 517
Vente d'alcool	0 %	331 449	0 %	353 348	-	-
Assurance en fiducie	2 %	4 419 045	4 %	16 044 051	1 %	323 022
Autres dépenses	7 %	18 433 587	8 %	31 173 898	13 %	4 628 846
Total	100 %	266 604 873	100 %	366 964 130	100 %	36 223 078

⁵ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 24 février 2004). *2002 Census of Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

Tableau 4 : Répartition des dépenses des gouvernements à vocation spécialisée aux États-Unis⁶

Description	Special District		School District	
	Répartition	Montant (M US)	Répartition	Montant (M US)
Transferts gouvernementaux	1 %	1 655 252	0 %	1 676 609
Éducation	2 %	2 283 864	97 %	351 439 000
Santé et services sociaux	17 %	20 416 639	0 %	0
Transport	7 %	8 302 412	0 %	0
Sécurité publique	2 %	3 047 672	0 %	0
Environnement et Habitation	21 %	25 208 831	0 %	0
Administration	0 %	0	0 %	0
Service de la dette	6 %	6 814 962	2 %	9 035 289
Utilités publiques	40 %	49 196 965	-	-
Vente d'alcool	-	-	-	-
Assurance en fiducie	0 %	595 594	0 %	1 004 202
Autres dépenses	4 %	4 550 639	0 %	
Total	100 %	122 072 830	100 %	363 155 100

Tableau 5 : Répartition de l'emploi entre les paliers gouvernementaux aux États-Unis⁷

Palier	Répartition
Palier supérieur	
Fédéral	20 %
États	22 %
Palier local	
Counties	12 %
Cities et townships	19 %
School districts et special districts	25 %
Total	100 %

Les tableaux présentés à l'Annexe 3 détaillent la répartition des employés par fonctions pour les États de la Californie, de la Floride, du Massachusetts, de New York et des gouvernements locaux de chacun de ces États.

⁶ *Ibid.*

⁷ RAMSAY, Meredith (2001). « California », dans Dale Krane, Platon N. Rigos et Melvin B. Hill Jr (dir.), *Home Rule in America – A Fifty-State Handbook*, Washington, CQ Press.

CALIFORNIE

CALIFORNIE

1 Description générale des institutions existantes dans les divers paliers politico-administratifs

Découverte en 1542 et colonisée par l'Espagne à la fin du 18^e siècle, la Californie est devenue mexicaine après l'indépendance du Mexique en 1822 pour devenir américaine en 1846, après quelques semaines d'indépendance (*Bear Flag Revolution*). Elle fut admise comme 31^e État de l'Union le 9 septembre 1850.

Ayant pour capitale politique Sacramento, l'État de la Californie est gouverné par des institutions mettant en œuvre, selon le modèle de la Constitution fédérale américaine, le principe de séparation des pouvoirs, avec toutefois une différence : le Parlement californien (Assemblée et Sénat), en tant que parlement étatique, est doté d'une compétence générale, sous réserve du respect des textes constitutionnels (alors que le Congrès des États-Unis dispose, lui, de compétences d'attribution strictement énumérées). Quant au gouverneur, chef de l'exécutif, il est élu pour quatre ans et son mandat n'est renouvelable qu'une fois, à l'image de celui du président des États-Unis.

La principale originalité de la Constitution californienne réside dans la place qu'elle réserve aux procédures de démocratie directe. Trois procédures sont possibles : par le mécanisme de *recall*, des élus peuvent être révoqués par un vote populaire, initié par une pétition signée par un nombre qualifié d'électeurs; « l'initiative » permet aux citoyens de légiférer, voire d'adopter des amendements constitutionnels, sans l'intervention des pouvoirs législatifs et exécutifs (le projet, ayant fait l'objet d'une pétition, est directement soumis au vote des électeurs); quant à la procédure de « referendum » proprement dite, il s'agit d'un vote de protestation, initié là encore par une pétition, qui permet aux électeurs d'approuver ou de rejeter des dispositions législatives déjà adoptées. C'est par le biais du référendum que fut adoptée la proposition 13. Cette proposition limite le taux de l'impôt foncier local et l'augmentation de la valeur imposable des propriétés, sauf lorsqu'elles sont vendues.

Premier État des États-Unis en ce qui a trait à sa population (34 millions d'habitants) et troisième par son étendue (424 002 km²), la Californie est également le premier État américain sur le plan économique.

➤ Une organisation territoriale complexe

La Californie compte 58 *counties* (voir le Tableau 6) et 475 municipalités. À la lumière de l'analyse du cadre législatif, l'organisation territoriale californienne est plus complexe que dans les autres États étudiés. C'est aussi l'État dont le territoire est le plus fragmenté. Les subdivisions territoriales de l'État sont établies en fonction de la Constitution, le comté (*county*) et la municipalité. Certaines zones n'étant pas incluses dans le territoire d'une municipalité relèvent directement de l'administration du *county* (*unincorporated areas*, territoires non municipalisés). Il existe également des districts à vocation spécialisée (*special districts*), dotés d'une ou de plusieurs compétences, qui peuvent être administrés par un conseil élu (ils sont alors dits indépendants) ou au contraire gérés par l'entremise d'une administration locale existante (ils sont alors dits dépendants). Ces *districts* peuvent être créés à l'initiative de citoyens, après approbation du projet par une commission du *county* appelée *Local Agency Formation Commission* (LAFCO).

- *Counties*

Il existe deux types de *counties* : les *general law counties* au nombre de 45 sont administrés selon des règles fixées par l'État et les *charter counties*, au nombre de 13, qui disposent de chartes qui leur sont propres, ce qui leur permet de décider eux-mêmes des modalités de leur organisation. Chaque *county* est administré par un conseil élu de cinq directeurs, selon une organisation dérogeant au principe de séparation des pouvoirs car ce conseil cumule des fonctions réglementaires, exécutives et quasi judiciaires.

En général, les *counties* ont des compétences en matière de santé et de services sociaux : à ce titre, ils peuvent gérer des hôpitaux et des centres médicaux.

Les *counties* ont également des compétences en matière de justice criminelle, de sécurité publique et de protection civile. Le shérif assure la protection des citoyens habitant dans les zones hors municipalités, ainsi que dans les municipalités ont passé des ententes pour l'utilisation de ses services. Le shérif peut gérer des prisons et coordonner les services d'urgence, auxquels les *counties* sont de plus en plus sensibles en raison des risques de tremblements de terre et, depuis le 11 septembre 2001, du terrorisme.

Les *counties* assurent la gestion de nombreux équipements récréatifs et culturels, tels que des parcs et plages.

Enfin, chaque *county* doit administrer des programmes mandatés par l'État. Les *counties* sont aussi chargés de fournir des services aux communautés non municipalisées. Plus précisément, il s'agit de veiller à l'application de la loi, à la planification et à la réglementation en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, de routes, de parcs et de collecte des déchets.

La Figure 1 présente la carte géographique des *counties* de la Californie.

- *School districts*

Ce type de gouvernement se concentre sur l'offre d'éducation publique. La majeure partie du financement de ces districts provient de l'État.

- Municipalités

Les municipalités se concentrent sur la fourniture des services locaux et sur la construction et le maintien des installations publiques. Les services fournis varient d'une ville à l'autre. Certaines municipalités offrent des services complets qui comprennent la police, la lutte contre l'incendie, l'éclairage des rues, l'assainissement des eaux, les égouts, les parcs et loisirs ainsi que la planification et l'aménagement du territoire. Certaines municipalités administrent elles-mêmes tous les services mais, dans certains cas, elles s'entendent par contrat avec les *counties* ou des agences pour des services tels que l'application de la loi, les travaux publics ou les programmes de loisir.

- *Special districts*

En Californie, deux tiers des *special districts* ont leur propre corps de gouvernance indépendant. Ils ont pour mission d'offrir un service spécifique aux citoyens. En général, ils offrent un service unique, ce qui leur permet de se concentrer sur une activité. À la différence des municipalités ou des *counties* qui doivent fournir certains services, les *special districts* n'offrent que les services que les citoyens souhaitent. Parmi les services les plus

souvent offerts par les *special districts*, il nous est loisible de citer : les bibliothèques, la santé, les égouts et les parcs.

Les *special districts* s'apparentent à une forme séparée de gouvernement permettant la livraison de services que les citoyens souhaitent recevoir et pour lesquels ils acceptent de payer. Ils ont des pouvoirs similaires à ceux des municipalités ou des *counties* et la majeure partie de leur financement provient de revenus locaux.

Figure 1 : Les counties de la Californie



Tableau 6 : Les counties de l'État de la Californie et le nombre de gouvernements locaux

N°	County	Population (recensement en 2000)	Superficie (mille ²)	Gouvernement local multisectoriel	Gouvernements locaux à vocation spécialisée		
				Municipalités	Special districts	School districts	Systèmes scolaires publics dépendants
1.	Alameda	1 443 741	738	14	50	21	1
2.	Alpine	1 208	739	-	4	1	1
3.	Amador	35 100	593	5	26	1	1
4.	Butte	203 171	1 639	5	51	15	1
5.	Calaveras	40 554	1 020	1	41	4	1
6.	Colusa	18 804	1 151	2	44	4	1
7.	Contra Costa	948 816	720	19	71	19	1
8.	Del Norte	27 507	1 008	1	21	1	1
9.	El Dorado	156 299	1 711	2	59	16	1
10.	Fresno	799 407	5 963	15	107	37	1
11.	Glenn	26 453	1 315	2	33	9	1
12.	Humboldt	126 518	3 572	7	57	33	1
13.	Imperial	142 361	4 175	7	25	17	2
14.	Inyo	17 945	10 203	1	26	7	1
15.	Kern	661 645	8 141	11	100	49	1
16.	Kings	129 461	1 391	4	45	14	1
17.	Lake	58 309	1 258	2	34	7	1
18.	Lassen	33 828	4 557	1	25	11	1
19.	Los Angeles	9 519 338	4 061	88	165	93	1
20.	Madera	123 109	2 136	2	20	10	1
21.	Marin	247 289	520	11	54	19	1
22.	Mariposa	17 130	1 451	-	6	1	1
23.	Mendocino	86 265	3 509	4	53	13	1
24.	Merced	210 554	1 929	6	56	21	1
25.	Modoc	9 449	3 944	1	38	3	1
26.	Mono	12 853	3 044	1	25	2	1
27.	Monterey	401 762	3 322	12	58	26	1
28.	Napa	124 279	754	5	13	6	1
29.	Nevada	92 033	958	3	33	10	1
30.	Orange	2 846 289	789	33	72	31	1
31.	Placer	248 399	1 404	6	46	19	1

CALIFORNIE

N°	County	Population (recensement en 2000)	Superficie (mille ²)	Gouvernement local multisectoriel	Gouvernements locaux à vocation spécialisée		
				Municipalités	Special districts	School districts	Systèmes scolaires publics dépendants
32.	Plumas	20 824	2 554	1	45	2	1
33.	Riverside	1 545 387	7 207	24	95	27	1
34.	Sacramento	1 223 499	966	6	110	17	1
35.	San Benito	53 234	1 389	2	11	11	1
36.	San Bernardino	1 709 434	20 052	24	94	37	1
37.	San Diego	2 813 833	4 200	18	103	47	1
38.	San Francisco	776 733	47	1	10	2	1
39.	San Joaquin	563 598	1 399	7	103	16	1
40.	San Luis Obispo	246 681	3 304	7	45	11	1
41.	San Mateo	707 161	449	20	40	24	2
42.	Santa Barbara	399 347	2 737	7	44	24	1
43.	Santa Clara	1 682 585	1 291	15	38	37	1
44.	Santa Cruz	255 602	445	4	34	11	1
45.	Shasta	163 256	3 785	3	41	26	1
46.	Sierra	3 555	953	1	13	1	1
47.	Siskiyou	44 301	6 287	9	45	29	1
48.	Solano	394 542	829	7	51	7	1
49.	Sonoma	458 614	1 576	9	55	39	1
50.	Stanislaus	446 997	1 494	9	65	26	1
51.	Sutter	78 930	603	2	29	12	1
52.	Tehama	56 039	2 951	3	28	18	1
53.	Trinity	13 022	3 179	-	18	11	1
54.	Tulare	368 021	4 824	8	108	48	1
55.	Tuolumne	54 501	2 235	1	21	12	1
56.	Ventura	753 197	1 845	10	46	21	1
57.	Yolo	158 660	1 013	4	44	5	1
58.	Yuba	60 219	631	2	36	6	1
TOTAL		33 871 648	155 959	475	2 830	1 047	60

2 Portrait détaillé des compétences assumées par chacun des paliers

(Voir le tableau à l'Annexe 1 qui détaille la prise en charge des compétences pour chaque palier.)

Les différentes lois habilitantes qui instituent le cadre législatif des gouvernements locaux prévoient diverses dispositions découlant du principe du *Home Rule*. Ainsi, les gouvernements peuvent déléguer la responsabilité de la prestation d'un service soit à un *county*, à un *special district* ou à une entreprise privée. Les gouvernements locaux ont également beaucoup de souplesse en ce qui concerne la négociation d'ententes intermunicipales pour la prestation de services. Par conséquent, les champs de compétences locales sont partagés entre une multitude d'organismes ou d'autorités locales qui ont pour effet de fractionner considérablement le territoire et de rendre impossible l'exercice d'une synthèse de ce partage de compétences.

Plusieurs services et compétences, qui relèvent principalement des gouvernements locaux en ce qui a trait à la prestation de services, sont sous la responsabilité de *special districts*. Ces compétences sont, entre autres, la police, la protection contre les incendies, l'alimentation en eau potable, le traitement des eaux usées et les espaces récréatifs et les loisirs. Les *special districts* responsables de l'une ou l'autre de ces compétences agissent par délégation, sous l'autorité soit d'un *county*, soit d'une municipalité.

3 Description du cadre de financement des instances locales

3.1 Revenus des gouvernements locaux

Les données disponibles concernant les revenus des divers niveaux de gouvernements locaux pour les États-Unis permettent de constater que l'État de la Californie diffère considérablement de la moyenne des autres États américains à l'étude.

Selon les données du Tableau 7, les gouvernements locaux de la Californie s'appuient surtout sur les transferts (47 %), ensuite sur les taxes (24 %, provenant majoritairement de l'impôt foncier et des taxes de vente) et sur les autres revenus et tarifs (21 %). Ces derniers incluent les revenus ou charges d'hôpitaux, de services sanitaires, d'éducation, d'aéroports, de parcs et loisirs, de logements et de développement communautaires, d'infrastructures portuaires, de ressources naturelles, de stationnement, etc.

Il est intéressant de remarquer que les gouvernements locaux de la Californie ne perçoivent pas l'impôt sur le revenu des particuliers comme dans l'État de New York. L'impôt foncier constitue la plus petite source parmi les trois États, soit 16 %. Ce faible pourcentage découle de la Proposition 13. La Californie est l'État pour lequel les transferts représentent la plus importante source de revenus parmi les trois États.

Tableau 7 : Répartition des revenus des gouvernements locaux de la Californie⁸

Description	Répartition	Montant (M\$ US)
Transferts gouvernementaux	47 %	83 326 722
Fédéral	4 %	7 406 307
État	40 %	71 639 333
Gouvernements locaux	2 %	4 281 082
Revenus généraux	45 %	80 774 173
Taxes	24 %	42 668 690
Propriété	16 %	28 291 016
Vente	6 %	10 857 809
Autres taxes	2 %	3 519 865
Tarifs et autres revenus généraux	21 %	38 105 483
Autres revenus	8 %	14 316 027
Total des revenus	100 %	178 416 922

(Voir l'Annexe 2 pour la comparaison de la répartition des revenus des gouvernements locaux des États de la Californie, de la Floride, du Massachusetts et de New York.)

3.2 Détail des sources de revenus de chaque palier local

➤ Counties

Les revenus des *counties* dépendent des transferts gouvernementaux (65 %) (voir le Tableau 8). Ensuite, viennent les revenus provenant des diverses tarifications et frais de services (21 %) et de l'impôt foncier (13 %).

⁸ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 24 février 2004). *2002 Census of Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

Tableau 8 : Répartition des revenus des comtés de la Californie⁹

Description	Répartition	Montant (M\$ US)
Transferts gouvernementaux	65 %	33 052 251
Fédéral	4 %	1 901 954
État	59 %	29 999 303
Gouvernements locaux	2 %	1 150 994
Revenus généraux	37 %	18 888 056
Taxes	17 %	8 419 842
Propriété	13 %	6 783 093
Vente	2 %	1 101 099
Autres taxes	1 %	535 650
Tarifs et autres revenus généraux	21 %	10 468 214
Autres revenus	(2 %)	(1 111 611)
Total des revenus	100 %	50 828 696

➤ Municipalités

Les municipalités se financent majoritairement par les taxes et les frais de services qui représentent 31 % de leur revenu. Il est intéressant de remarquer que l'impôt foncier constitue seulement 14 % du revenu des municipalités à la différence de la situation prévalant dans l'État de New York, où l'impôt foncier constitue le revenu le plus important (voir le Tableau 9).

Tableau 9 : Répartition des revenus des municipalités de la Californie¹⁰

Description	Répartition	Montant (M\$ US)
Transferts gouvernementaux	17 %	7 573 675
Fédéral	4 %	1 913 954
État	11 %	5 113 346
Gouvernements locaux	1 %	546 375
Revenus généraux	69 %	30 912 633
Taxes	37 %	16 869 262
Propriété	14 %	6 389 425
Vente	17 %	7 708 688
Autres taxes	6 %	2 771 149
Tarifs et autres revenus généraux	31 %	14 043 371
Autres revenus	14 %	6 500 382
Total des revenus	100 %	44 986 690

⁹ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 24 février 2004). *2002 Census of Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

¹⁰ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 24 février 2004). *2002 Census of Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

➤ Special districts et School districts

Les revenus des *special districts* sont principalement les taxes (14 %) et les tarifs et frais de services (32 %). Les *school districts* principalement reçoivent des transferts du gouvernement, surtout de l'État (64 %) et de l'impôt foncier (25 %) (voir le Tableau 10).

Tableau 10 : Répartition des revenus des gouvernements locaux à vocation spécialisée de la Californie¹¹

Description	Special District		School District	
	Répartition	Montant (M\$ US)	Répartition	Montant (M\$ US)
Transferts gouvernementaux	22 %	6 237 908	67 %	36 462 888
Fédéral	11 %	3 023 440	1 %	566 959
État	6 %	1 630 132	64 %	34 896 552
Gouvernements locaux	6 %	1 584 336	2 %	999 377
Revenus généraux	45 %	12 650 861	33 %	18 322 623
Taxes	14 %	3 787 093	25 %	13 592 493
Propriété	6 %	1 641 952	25 %	13 476 546
Vente	7 %	2 048 022	-	-
Autres taxes	0 %	97 119	0 %	115 947
Tarifs et autres revenus généraux	32 %	8 863 768	9 %	4 730 130
Autres revenus	32 %	8 927 256	-	-
Total des revenus	100 %	27 816 025	100 %	54 785 511

3.3 Dépenses des gouvernements locaux

Les *counties* sont obligés d'adopter des budgets équilibrés annuels et de suivre des procédures législatives détaillées. Les villes ne sont pas obligées de le faire, mais la majorité adopte un budget annuel équilibré. Les tableaux 11 à 14 présentent la répartition des dépenses des gouvernements locaux multisectoriels par fonctions administratives. On constate la part importante des dépenses des *counties* consacrées à la santé et aux services sociaux ainsi qu'à la sécurité publique. Quant aux municipalités, la répartition de leurs dépenses s'apparente de près à celle des municipalités du Québec. En effet, les dépenses en matière de sécurité publique et d'infrastructures occupent le premier rang dans les deux cas.

¹¹ *Ibid.*

Tableau 11 : Répartition des dépenses des gouvernements locaux multisectoriels de la Californie¹²

Fonction	County		Municipalité	
	Répartition	Montant (M\$ Us)	Répartition	Montant (M\$ US)
Transferts gouvernementaux	6 %	2 952 999	2 %	825 235
Éducation	6 %	3 362 854	1 %	705 657
Santé et services sociaux	42 %	22 243 584	4 %	1 846 258
Transport	4 %	2 070 644	14 %	6 735 572
Sécurité publique	15 %	7 925 383	19 %	9 305 505
Environnement et Habitation	4 %	2 369 532	19 %	9 424 225
Administration	11 %	5 766 805	6 %	3 057 295
Service de la dette	2 %	1 221 675	6 %	2 844 375
Utilités publiques	0 %	238 338	19 %	8 980 404
Vente d'alcool	-	-	-	-
Assurance en fiducie	5 %	2 755 801	4 %	2 040 422
Autres dépenses	5 %	2 538 511	6 %	2 690 167
Total	100 %	53 446 126	100 %	48 455 115

Tableau 12 : Répartition des dépenses des gouvernements locaux à vocation spécialisée de la Californie¹³

Fonction	Special District		School District	
	Répartition	Montant (M\$ US)	Répartition	Montant (M\$ US)
Transferts gouvernementaux	2 %	462 316	0 %	8 571
Éducation	0 %	66 496	99 %	56 404 384
Santé et services sociaux	10 %	2 581 143	0 %	0
Transport	2 %	395 697	0 %	0
Sécurité publique	3 %	658 160	0 %	0
Environnement et Habitation	16 %	4 198 795	0 %	0
Administration	0 %	0	0 %	0
Service de la dette	2 %	531 109	1 %	680 523
Utilités publiques	55 %	14 084 628	-	-
Vente d'alcool	-	-	-	-
Assurance en fiducie	1 %	129 763	-	-
Autres dépenses	10 %	2 454 282	0 %	-
Total	100 %	25 562 389	100 %	57 093 478

¹² US CENSUS BUREAU (Page consultée le 24 février 2004). *2002 Census of Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

¹³ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 24 février 2004). *2002 Census of Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

Tableau 13 : Répartition des dépenses des comtés de la Californie par ordre d'importance¹⁴

Fonctions	Répartition	Montant (M\$ US)
Santé et services sociaux	42 %	22 243 584
Sécurité publique	15 %	7 925 383
Administration	11 %	5 766 805
Éducation	6 %	3 362 854
Transferts gouvernementaux	6 %	2 952 999
Assurance en fiducie	5 %	2 755 801
Autres dépenses	5 %	2 538 511
Environnement et Habitation	4 %	2 369 532
Transport	4 %	2 070 644
Service de la dette	2 %	1 221 675
Utilités publiques	0 %	238 338
Vente d'alcool	-	-
Total	100 %	53 446 126

Tableau 14 : Répartition des dépenses des municipalités de la Californie par ordre d'importance (1996-1997)¹⁵

Fonction	Répartition	Montant (M\$ US)
Environnement et Habitation	19 %	9 424 225
Sécurité publique	19 %	9 305 505
Utilités publiques	19 %	8 980 404
Transport	14 %	6 735 572
Administration	6 %	3 057 295
Service de la dette	6 %	2 844 375
Autres dépenses	6 %	2 690 167
Assurance en fiducie	4 %	2 040 422
Santé et services sociaux	4 %	1 846 258
Transferts gouvernementaux	2 %	825 235
Éducation	1 %	705 657
Vente d'alcool	-	-
Total	100 %	48 455 115

¹⁴ *Ibid.*¹⁵ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 24 février 2004). *2002 Census of Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

BIBLIOGRAPHIE

CALIFORNIA (Page consultée en mai 2004). *Site du California Gouvernement*, [en ligne], http://www.ca.gov/state/portal/myca_homepage.jsp

CITY OF LOS ANGELES (Page consultée en mai 2004). *Site de la City of Los Angeles*, [en ligne], <http://www.lacity.org>

CITY OF SAN DIEGO (Page consultée en mai 2004). *Site de la City of San Diego*, [en ligne], <http://www.sandiego.gov>

COUNTY OF SAN DIEGO (Page consultée en mai 2004). *Site du County of San Diego*, [en ligne], <http://www.sdcounty.ca.gov>

LOS ANGELES COUNTY (Page consultée en mai 2004). *Site du Los Angeles County*, [en ligne], <http://lacounty.info>

RAMSAY, MEREDITH (2001). « California », dans Dale Krane, Platon N. Rigos et Melvin B. Hill Jr (dir.), *Home Rule in America – A Fifty-State Handbook*, Washington, CQ Press.

STATE AND LOCAL GOVERNMENT ON THE NET (Page consultée en mai 2004). *California State and Local Government*, [en ligne], <http://www.statelocalgov.net/state-ca.htm>

US CENSUS BUREAU (Page consultée en mai 2004). « 1997 Census of Governments », *Government Organization*, vol. 1, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/gc97/gc971-1.pdf>

US CENSUS BUREAU (Page consultée en mai 2004). « 2002 Census of Governments », *Government Organization*, vol. 1, n° 1, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

US CENSUS BUREAU (Page consultée en mai 2004). *Federal, State and Local Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/govs/www/index.html>

US CENSUS BUREAU (Page consultée en mai 2004). *State & County Quick Facts*, [en ligne], <http://quickfacts.census.gov/qfd/states/06000.html>

FLORIDE

FLORIDE

1 Description générale des institutions existantes dans les divers paliers politico-administratifs

Selon une estimation de 2002, la Floride couvre une superficie de 53 927 milles carrés et sa population compte 16 713 149 habitants. Elle est devenue un État en 1845 et elle est gouvernée par sa sixième constitution. La Floride est caractérisée par l'existence de petites municipalités et la très faible fragmentation territoriale de son administration. Elle se classe quatrième aux États-Unis sur le plan de sa population, qui a augmenté de façon significative depuis le début du vingtième siècle. Cette croissance ainsi qu'une urbanisation rapide furent encouragées par le faible taux de taxation (absence d'impôt sur le revenu et exemptions sur l'impôt foncier). Sa population augmente également, de novembre à avril, en raison de l'existence du tourisme saisonnier (*snow birds*). Ces facteurs ont joué un rôle sur l'organisation des services locaux. En juin 2002, la Floride se classait vingt-cinquième parmi les États américains en ce qui concerne le nombre de gouvernements locaux, soit 1 191. De ce nombre, la Floride compte 66 *County Governments*, 404 *Municipal Governments*, 95 *School District Governments* et 626 *Special Districts*.

En Floride, l'autonomie interne des municipalités et *counties* est restreinte par la loi de l'État, la pratique de *special legislations* et le pouvoir de taxation limité. Légalement, le terme « autonomie interne » (*home rule*) est défini comme la capacité du gouvernement local d'agir et d'appliquer des politiques dans tous les domaines dans lesquels l'État n'a pas d'intérêts constitutionnels. Cependant, en Floride, la *home rule* est limitée du fait de l'existence de *special legislations*. Ces dernières s'appliquent à une juridiction spécifique ou à une région spécifique et imposent le libre arbitre de la majorité de la législature sur cette région. Ce qui signifie, qu'en dépit de l'existence d'une autonomie interne octroyant le droit aux municipalités et aux *counties* d'élaborer leur propre charte, les municipalités doivent toujours demander au pouvoir législatif de ratifier ces dernières. Autrement dit, en Floride, l'autonomie interne signifie que même si les *counties* et les municipalités ont des zones de responsabilités, la législature peut intervenir et modifier la zone d'autonomie interne. Si la règle de l'autonomie interne est inscrite dans la constitution, elle n'est pas décrite. Parmi les *counties* de la Floride, seulement neuf ont adopté des règles d'autonomie interne.

Les *counties* consultés pour notre étude sont Miami-Dade et Broward. Les municipalités consultées sont Miami Beach, Miami et Fort Lauderdale.

➤ County Governments

Toute la superficie de l'État est couverte par des *counties* à l'exception de Duval County qui, depuis le 1^{er} octobre, a fusionné avec la ville de Jacksonville afin de former la nouvelle ville de Jacksonville, qui compte comme une municipalité pour des recensements. Dans l'État de la Floride, chaque *county* est gouverné par un conseil des commissaires de *county* (Board of County Commissioners). Selon la loi, le *county* peut adopter une charte d'autonomie interne, ce qui peut lui procurer un champ important de pouvoirs.

Le *county* de Miami-Dade présente une certaine singularité, puisque selon les statuts de l'État de la Floride, il est classé comme une municipalité car il intervient dans plusieurs services caractérisant ces dernières. Cependant, il est désigné et considéré comme un *county* aux fins de recensement. Tous les *villages*, les *cities* et les *towns* dans le *county* de *Miami-Dade* sont considérés comme des gouvernements municipaux.

La Figure 2 présente la carte géographique des *counties* de la Floride. Le Tableau 15 énumère la liste des *counties* et leur nombre respectif de gouvernements locaux.

➤ **Municipal Governments**

En Floride, les gouvernements municipaux comprennent les *cities*, les *towns* et les *villages*. Ils sont créés par une loi spéciale de la législature ou par la loi générale. Ces gouvernements ont obtenu les pouvoirs d'autonomie interne dès 1973 par la loi générale.

Selon la loi générale, les municipalités doivent avoir une population minimale pour être incorporées :

- dans les *counties* avec une population de 75 000 ou moins, il faut un minimum de 1 500 personnes;
- dans les *counties* avec une population de 75 000 ou plus, il faut un minimum de 5 000 personnes.

Il n'existe pas de *townships* en Floride.

➤ **School District Governments**

Il existe deux types de *school districts* en Floride. Ils sont considérés comme un gouvernement séparé :

- *County School Systems* (67) – chaque *county* est couvert par un district séparé pour la gestion des écoles publiques. Les *County School Systems* offrent l'éducation au niveau élémentaire et secondaire. Ils sont gérés par des *School Boards*. Ces *boards* ont le pouvoir d'imposer des taxes scolaires et peuvent émettre des obligations pour se financer;
- *Community College Districts* (28) – sont administrés par des conseils d'administrateurs, nommés par le gouverneur avec l'accord du Sénat. Ces districts peuvent se financer par l'imposition des frais aux étudiants ou par des emprunts. L'État leur distribue des fonds conformément à la loi.

Autres activités éducatives :

Deux ou plusieurs *school districts* peuvent former un accord pour la mise en place et la gestion d'un centre d'enseignement technique. Ces centres d'apprentissage technique sont incorporés aux *school districts* et non comme des gouvernements séparés.

➤ **Special districts**

En Floride, on trouve 626 *special districts*, reconnus par la Loi de la Floride. Ces districts constituent des gouvernements à part entière¹⁶. Les détails sont disponibles sur le site du gouvernement de la Floride. On peut trouver des informations dans le *Florida Special District Handbook*¹⁷. Les types de districts sont identifiés à l'Annexe 4.

¹⁶ Ces données sont disponibles sur le site de l'US Census Bureau :

<http://ftp2.census.gov/govs/cog/gc0212fl.pdf>

¹⁷ FLORIDA DEPARTMENT OF COMMUNITY AFFAIRS (Page consultée le 27 février 2005). *Special District Information Program*, [en ligne], <http://www.floridaspecialdistricts.org/index.cfm>

Figure 2 : Les comtés de la Floride

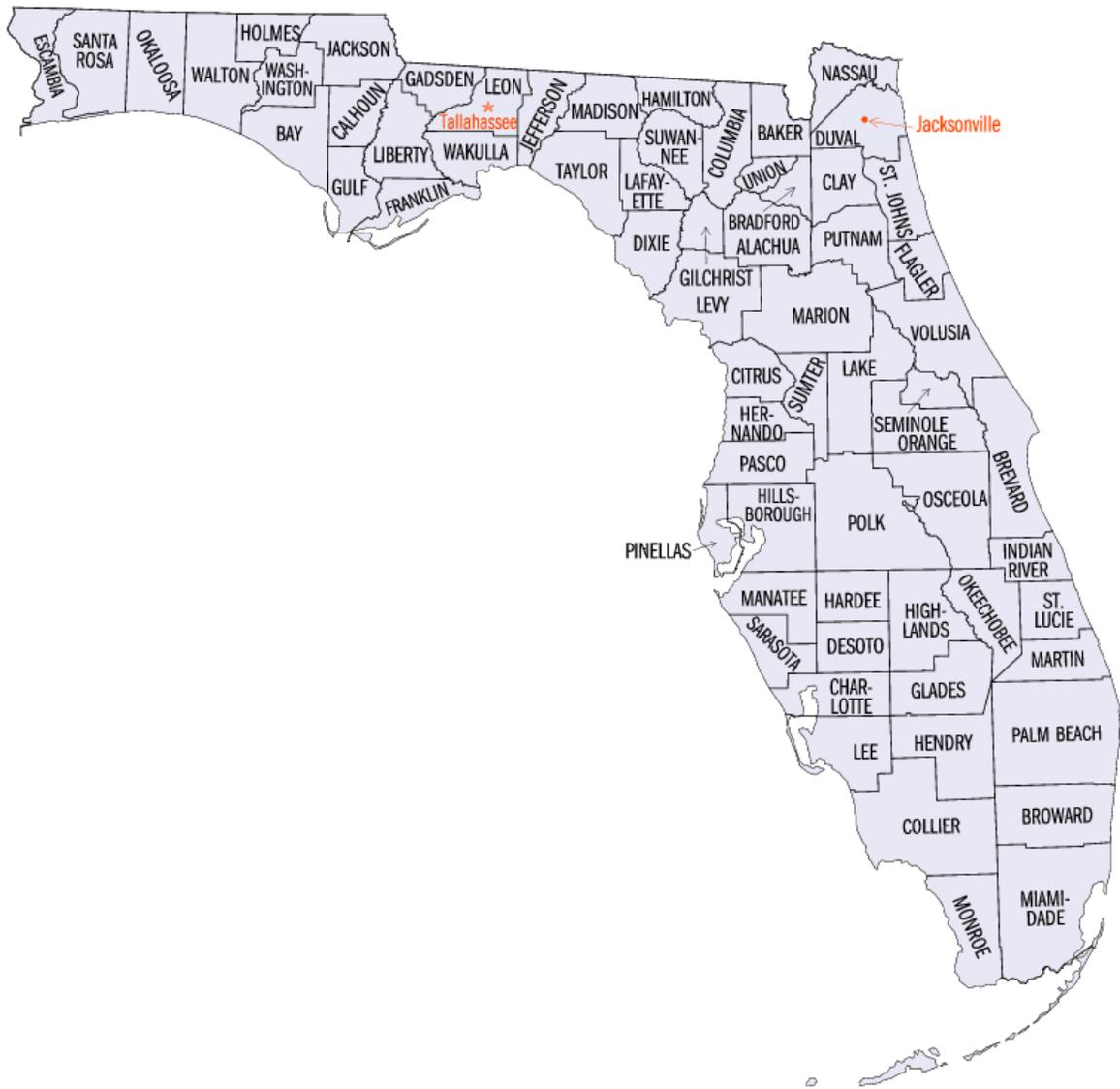


Tableau 15 : Les counties de l'État de la Floride et le nombre de gouvernement locaux¹⁸

No	County	Population (recensement en 2000)	Superficie (mille2)	Gouvernement local multisectoriel	Gouvernements locaux à vocation spécialisée	
				Municipalités	Special districts	School districts
1.	Alachua	217 955	874	9	6	2
2.	Baker	22 259	585	2	4	1
3.	Bay	148 217	764	8	8	2
4.	Bradford	26 088	293	4	1	1
5.	Brevard	476 230	1 018	15	18	2
6.	Broward	1 623 018	1 205	30	45	2
7.	Calhoun	13 017	567	2	1	1
8.	Charlotte	141 627	694	1	10	1
9.	Citrus	118 085	584	2	4	1
10.	Clay	140 814	601	4	7	1
11.	Collier	251 377	2 025	3	22	1
12.	Columbia	56 513	797	2	3	2
13.	De Soto	32 209	637	1	4	1
14.	Dixie	13 827	704	2	1	1
15.	Duval (Jacksonville)	778 879	774	5	2	2
16.	Escambia	294 410	662	2	4	2
17.	Flagler	49 832	485	5	4	1
18.	Franklin	11 057	544	2	7	1
19.	Gadsden	45 087	516	6	2	1
20.	Gilchrist	14 437	349	3	2	1
21.	Glades	10 576	774	1	3	1
22.	Gulf	13 332	555	2	1	1
23.	Hamilton	13 327	515	3	3	1
24.	Hardee	26 938	637	3	2	1
25.	Hendry	36 210	1 153	2	19	1
26.	Hernando	130 802	478	2	6	1
27.	Highlands	87 366	1 028	3	4	2
28.	Hillsborough	998 948	1 051	3	30	2
29.	Holmes	18 564	482	5	4	1
30.	Indian River	112 947	503	5	11	1
31.	Jackson	46 755	916	11	5	2
32.	Jefferson	12 902	598	1	1	1
33.	Lafayette	7 022	543	1	1	1

¹⁸ Il y a 66 *counties* dans l'État de la Floride, étant donné que *Duval County* est désigné en tant que *City of Jacksonville*.

FLORIDE

No	County	Population (recensement en 2000)	Superficie (mille2)	Gouvernement local multisectoriel	Gouvernements locaux à vocation spécialisée	
				Municipalités	Special districts	School districts
34.	Lake	210 528	953	14	11	2
35.	Lee	440 888	804	5	47	2
36.	Leon	239 452	667	1	10	2
37.	Levy	34 450	1 118	7	3	1
38.	Liberty	7 021	836	1	-	1
39.	Madison	18 733	692	3	3	2
40.	Manatee	264 002	741	6	30	2
41.	Marion	258 916	1 579	5	11	2
42.	Martin	126 731	556	4	5	1
43.	Miami-Dade	2 253 362	1 946	30	7	2
44.	Monroe	79 589	997	5	7	2
45.	Nassau	57 663	652	3	4	1
46.	Okaloosa	170 498	936	9	18	2
47.	Okeechobee	35 910	774	1	6	1
48.	Orange	896 344	907	13	22	2
49.	Osceola	172 493	1 322	2	12	1
50.	Palm Beach	1 131 184	1 974	37	45	2
51.	Pasco	344 765	745	6	19	2
52.	Pinellas	921 482	280	24	20	2
53.	Polk	483 924	1 874	17	15	2
54.	Putnam	70 423	722	5	4	2
55.	Santa Rosa	117 743	1 017	3	6	1
56.	Sarasota	325 957	572	3	11	1
57.	Seminole	365 196	308	7	4	2
58.	St. Johns	123 135	609	3	11	1
59.	St. Lucie	192 695	572	3	15	2
60.	Sumter	53 345	546	5	4	1
61.	Suwannee	34 844	688	2	4	1
62.	Taylor	19 256	1 042	1	1	1
63.	Union	13 442	240	3	2	1
64.	Volusia	443 343	1 103	16	12	2
65.	Wakulla	22 863	607	2	2	1
66.	Walton	40 601	1 058	3	8	1
67.	Washington	20 973	580	5	2	1
TOTAL		15 982 378	53 927	404	626	95

2 Portrait détaillé des compétences assumées par chacun des paliers

(Voir le tableau à l'Annexe 1 qui détaille la prise en charge des compétences pour chaque palier.)

➤ Fonctions de l'État

Le *Local Government Comprehensive Planning Act* de 1975 exige de tous les *counties* et villes de développer des plans qui seront révisés par les *Regional Planning Agencies* et le *Department of Community Affairs*. Ces plans doivent se conformer avec le plan étatique, ils doivent être approuvés par le *Department of Community Affairs*, et être compatibles avec ceux des gouvernements locaux voisins.

Traditionnellement, l'État a toujours autorisé les gouvernements locaux à poursuivre des objectifs du *développement économique*. Les *counties* sont autorisés à développer et à améliorer l'infrastructure, à émettre des obligations pour les projets industriels, à louer à bail les immeubles, à offrir des subventions aux commerces privés pour l'expansion des activités commerciales. Quant à elles, les municipalités et les agences de développement ont exclusivement le pouvoir de promouvoir la croissance économique. Cela étant, le pouvoir des *counties* demeure donc plus important.

Pour sa part, l'État vise à diriger les activités de développement des gouvernements locaux et à encourager la coopération publique – privée par le biais du *Florida Enterprise Zone Act*. État offre plusieurs incitatifs aux employeurs à l'intérieur des zones désignées. Ces incitatifs comprennent des crédits d'impôt et des exemptions de taxes de vente ou taxes corporatives.

➤ Fonctions des gouvernements locaux

• Municipalités

Les villes fournissent les services de police, de lutte contre l'incendie, d'éclairage et d'entretien. L'approvisionnement en eau, les systèmes d'égouts et le stationnement génèrent des revenus importants. Quelques villes sont propriétaires de leurs installations d'électricité. Les villes ou les *Housing Authorities* gèrent la disposition de logements sociaux. Plusieurs villes se sont lancées dans le développement d'arénas, de centres de congrès et de stades.

• Counties

Les *counties* ont un rôle important dans la distribution des services locaux. Ils sont actifs dans le développement des services de voirie, des services sociaux, du système sanitaire et de quelques services d'hôpitaux. Le département *Children and Family Services* de l'État de la Floride est responsable du bien-être (*welfare*) qui est géré par le biais des districts multicomtés. Les *counties* jouissent, cependant, d'une certaine discrétion dans l'administration de ces services. Certains *counties* s'occupent de l'approvisionnement en eau et des systèmes d'égouts. La lutte contre les incendies, la gestion des parcs et les activités de loisirs sont des responsabilités communes pour les *counties*. Ces derniers exercent des activités de planification des besoins en matière de transport et de respect de l'environnement. Par conséquent, il est loisible de déduire que les *counties* disposent de plus de pouvoirs que les villes.

La formation pour l'emploi est une compétence partagée entre l'État, les *counties* et plusieurs autres types d'unités spécialement créées à cette fin.

Les autoroutes et les routes principales dans les villes sont de la responsabilité du *county*, mais elles sont financées par l'État. Le département de voirie de l'État collabore avec les *Metropolitan Planning Organisations* sur tous les sujets relatifs aux transports, aux autoroutes et aux transits. Les villes y sont représentées.

Le *county* de Miami-Dade a des responsabilités plus larges que les autres *counties* en Floride. Beaucoup de compétences exercées par le *county* de Miami-Dade incombent normalement aux *special districts* ou à d'autres autorités. À titre d'exemple, l'aéroport, le port, le transport en commun et les hôpitaux relèvent de la responsabilité directe du *county* de Miami-Dade et non des autorités indépendantes comme c'est le cas dans les autres *counties*.

- *Special districts*

Les *special districts* en Floride sont nombreux. Ils peuvent gérer les systèmes de voirie, de lutte contre les moustiques, de protection contre l'incendie, d'approvisionnement en eau, de même que les hôpitaux. Il existe de grands districts qui s'occupent de fonctions telles que, le développement communautaire, les ports et les aéroports. Pour se financer, les *special districts* ont le pouvoir d'imposer des taxes ou des frais de charge.

Il existe différentes formes de coopération entre les paliers locaux de gouvernement. Par exemple, les *special districts*, villes et *counties* peuvent collaborer en matière du développement communautaire, de planification, de services d'urgence (incendie, police, ambulance). Il s'agit souvent d'ententes intermunicipales où un palier de gouvernement fournit des services à un autre et obtient paiement pour les services rendus.

3 Description du cadre de financement des instances locales

3.1 Revenus des gouvernements locaux

Les gouvernements locaux en Floride s'appuient sur les transferts, les taxes et les autres revenus et charges (voir le Tableau 16).

Les transferts constituent 29,13 % des revenus des gouvernements locaux. De ces transferts, ceux qui viennent de l'État et représentent la majorité.

Parmi les taxes (30,84 %), c'est surtout l'impôt foncier qui est la source principale de financement, soit 24,03 % des revenus totaux. Vient ensuite la taxe de vente avec 5,64 % des revenus totaux.

Les autres revenus et charges (28,17 %) proviennent des frais payés pour la plus grande partie par les utilisateurs de services, comme les revenus ou charges des hôpitaux, de l'éducation, des services sanitaires, de la gestion des matières résiduelles, des aéroports, des parcs et loisirs, des infrastructures portuaires, des logements et du développement communautaire, des stationnements et des ressources naturelles. De plus, les gouvernements locaux se financent en partie par les revenus de placements en fiducie et par les revenus de services d'utilité publique (9,11 %) provenant par exemple de la distribution de l'électricité, de l'eau, du gaz et du service de transit.

À l'instar de la Californie, on remarque que les gouvernements locaux de la Floride ne perçoivent pas l'impôt sur le revenu des particuliers ou des corporations, impôts qui sont

perçus par les instances locales dans l'État de New York. Parmi ces trois États, c'est dans l'État de la Floride que l'impôt foncier représente la plus grande source de revenus, soit 24,03 %. Cette part importante de l'impôt foncier s'explique, entre autres, par le caractère limité des transferts de l'État et par l'absence d'impôt sur le revenu dans cet État.

Tableau 16 : Répartition des revenus des gouvernements locaux de la Floride¹⁹

Description	Répartition
Revenu total	100,00 %
Transferts	29,13 %
Transferts fédéraux	3,27 %
Transferts de l'État	25,86 %
Taxes	30,84 %
Propriété	24,03 %
Vente	5,64 %
Impôt sur revenu	0,00 %
Impôt des corporations	0,00 %
Immatriculation des véhicules	0,05 %
Autres	1,12 %
Autres revenus et charges	28,17 %
Revenus de services d'utilité publique	9,11 %
Revenus de placements en fiducie	2,75 %

(Voir l'Annexe 2 pour la comparaison de la répartition des revenus des gouvernements locaux des États de la Californie, de la Floride, du Massachusetts et de New York.)

3.2 Détail des sources de revenus pour chaque palier local

➤ Counties

Les *counties* tirent leurs revenus surtout de l'impôt foncier, des taxes de ventes locales, des transferts de l'État, des permis professionnels et des taxes touristiques. L'État décrit les restrictions concernant l'impôt foncier pour chaque ville et *counties* dans la Constitution. Cependant, le *county* peut fixer son propre taux d'imposition.

Toute forme de taxe de vente doit être approuvée par la législature, qui peut demander un référendum local. Les *counties* ont le droit de taxer les installations touristiques comme les hôtels, les restaurants, et de partager cette taxe avec leurs municipalités. Les *counties* peuvent imposer une taxe aux gestionnaires de développement de centres de congrès. Ils ont le droit d'imposer une taxe d'infrastructures et des taxes de gaz. D'autres sources de revenus proviennent des frais chargés pour les services.

➤ Special districts

Selon le district, les *special districts* se financent par divers moyens. Les grands districts ou autorités sont créés à la demande des citoyens ou par la loi de l'État et ils gèrent des fonctions spécifiques établies par l'État. En général, les *special districts* puisent leurs

¹⁹ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 26 février 2005). *State and Local Government Finances by Level of Government and by State : 1999-2000*, [en ligne], <http://ftp2.census.gov/govs/estimate/00allpub.pdf>

revenus de l'impôt foncier, de frais qu'ils imposent, de transferts de l'État ainsi que de l'émission d'obligations.

➤ **School districts**

Les *school districts* de *county* se financent en grande partie par les transferts de l'État, par une taxe scolaire ou par l'émission d'obligations.

Les *school districts* de collèges peuvent imposer des frais aux étudiants et émettre des obligations pour se financer. Ils reçoivent des transferts de l'État, conformément à la loi.

➤ **Municipalités**

Les municipalités de la Floride tirent leurs revenus de l'impôt foncier, de la taxe de vente, des transferts de l'État et des frais imposés pour les services offerts. Comme c'est le cas pour les *counties*, les municipalités ont le droit de fixer leur propre taux d'imposition.

Les taxes de vente doivent être approuvées par la législature, qui peut demander la tenue d'un référendum local. Seulement les municipalités possédant une autonomie interne ont le droit d'obtenir une taxe de vente sur les services de téléphone, d'électricité et de consommation de l'eau. Les municipalités ont le droit de taxer le service de câble.

3.3 Dépenses des gouvernements locaux

Les tableaux 17 à 20 présentent la répartition des dépenses des gouvernements locaux par fonctions administratives. On constate la part importante des dépenses à la fois des *counties* et des municipalités consacrées à la sécurité publique (22 %), à l'environnement (15 %) et au transport (14 %).

Tableau 17 : Répartition des dépenses des gouvernements locaux multisectoriels de la Floride²⁰

Fonction	County		Municipalité	
	Répartition	Montant (M\$ US)	Répartition	Montant (M\$ US)
Transferts gouvernementaux	2 %	290 435	1 %	110 234
Éducation	2 %	294 633	1 %	80 024
Santé et services sociaux	10 %	1 938 943	1 %	154 399
Transport	14 %	2 598 820	7 %	1 001 111
Sécurité publique	22 %	4 166 765	22 %	3 000 146
Environnement et Habitation	15 %	2 884 439	22 %	3 026 028
Administration	11 %	2 013 370	7 %	958 280
Service de la dette	8 %	1 545 935	4 %	588 498
Utilités publiques	9 %	1 624 444	25 %	3 533 347
Vente d'alcool	-	-	-	-
Assurance en fiducie	-	-	4 %	575 096
Autres dépenses	9 %	1 655 079	6 %	864 389
Total	100 %	19 012 863	100 %	13 891 552

²⁰ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 24 février 2004). *2002 Census of Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

Tableau 18 : Répartition des dépenses des gouvernements locaux à vocation spécialisée de la Floride²¹

Fonction	Special District		School District	
	Répartition	Montant (M\$ US)	Répartition	Montant (M\$ US)
Transferts gouvernementaux	1 %	118 408	-	-
Éducation	0 %	11 701	98 %	20 688 636
Santé et services sociaux	40 %	3 185 567	0 %	0
Transport	5 %	428 647	0 %	0
Sécurité publique	2 %	149 671	0 %	0
Environnement et Habitation	15 %	1 195 158	0 %	0
Administration	0 %	0	0 %	0
Service de la dette	7 %	554 063	2 %	435 830
Utilités publiques	24 %	1 945 545	-	-
Vente d'alcool	-	-	-	-
Assurance en fiducie	-	-	-	-
Autres dépenses	5 %	428 583	0 %	-
Total	100 %	8 017 343	100 %	21 124 466

Tableau 19 : Répartition des dépenses des comtés de la Floride par ordre d'importance²²

Fonction	Répartition	Montant (M\$ US)
Sécurité publique	22 %	4 166 765
Environnement et Habitation	15 %	2 884 439
Transport	14 %	2 598 820
Administration	11 %	2 013 370
Santé et services sociaux	10 %	1 938 943
Autres dépenses	9 %	1 655 079
Utilités publiques	9 %	1 624 444
Service de la dette	8 %	1 545 935
Éducation	2 %	294 633
Transferts gouvernementaux	2 %	290 435
Vente d'alcool	-	-
Assurance en fiducie	-	-
Total	100 %	19 012 863

²¹ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 24 février 2004). 2002 Census of Governments, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

²² *Ibid.*

Tableau 20 : Répartition des dépenses des municipalités de la Floride par ordre d'importance²³

Fonction	Répartition	Montant (M\$ US)
Environnement et Habitation	25 %	3 533 347
Transport	22 %	3 026 028
Administration	22 %	3 000 146
Santé et services sociaux	7 %	1 001 111
Autres dépenses	7 %	958 280
Utilités publiques	6 %	864 389
Service de la dette	4 %	588 498
Éducation	4 %	575 096
Transferts gouvernementaux	1 %	154 399
Vente d'alcool	1 %	110 234
Assurance en fiducie	1 %	80 024
Sécurité publique	-	-
Total	100 %	13 891 552

²³ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 24 février 2004). *2002 Census of Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

BIBLIOGRAPHIE

BROWARD COUNTY (Page consultée en mai et juin 2004). *Site du Broward County*, [en ligne],

<http://www.broward.org>

CITY OF FORT LAUDERDALE (Page consultée le 27 février 2005). *Site de la City of Fort Lauderdale*, [en ligne], <http://info.ci.ftlaud.fl.us>

CITY OF MIAMI (Page consultée le 27 février 2005). *Site de la City of Miami*, [en ligne],

<http://www.ci.miami.fl.us>

CITY OF MIAMI BEACH (Page consultée le 27 février 2005). *Site de la City of Miami Beach*, [en ligne], <http://ci.miami-beach.fl.us>

FLORIDA (Page consultée en mai et juin 2004). *Site du Florida Government*, [en ligne],

<http://www.myflorida.com>

MIAMI-DADE COUNTY (Page consultée en mai et juin 2004). *Site du Miami-Dade County*, [en ligne], <http://miamidade.gov/wps/portal>

RAMSAY, MEREDITH (2001). « Floride », dans Dale Krane, Platon N. Rigos et Melvin B. Hill Jr (dir.) *Home Rule in America – A Fifty-State Handbook*, Washington, CQ Press.

STATE AND LOCAL GOVERNEMENT ON THE NET (Page consultée en mai et juin 2004). *Florida State and Local Government*, [en ligne], <http://www.statelocalgov.net/state-fl.htm>

US CENSUS BUREAU (Page consultée en mai et juin 2004). « 2002 Census of Governments », *Government Organization*, vol. 1, n° 1, [en ligne],

<http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

US CENSUS BUREAU (Page consultée en mai et juin 2004). *Federal, State and Local Government*, [en ligne], <http://www.census.gov/govs/www/index.html>

US CENSUS BUREAU (Page consultée en mai et juin 2004). *Florida Quick Facts*, [en ligne],

<http://quickfacts.census.gov/qfd/states/12000.html>

MASSACHUSETTS

MASSACHUSETTS

1 Description générale des institutions existantes dans les divers paliers politico-administratifs

Le Massachusetts est un État de la Nouvelle-Angleterre qui compte une population de plus de 6 millions de personnes. Plus de la moitié de la population réside dans la région métropolitaine de Boston. L'État couvre une superficie de 7 840 milles carrés.

Au Massachusetts, le principe de la gouvernance locale fait partie intégrante de la tradition politique de l'État. Le Massachusetts a été colonisé par les puritains dont l'objectif de l'immigration était de pouvoir organiser leur communauté autour de leur église.

En 1966, la Constitution de l'État fut amendée afin d'instaurer un véritable *Home Rule*. Cette expression signifie que la Constitution permet aux citoyens des municipalités de formuler, d'adopter et d'amender leur propre charte sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'approbation législative de l'État (Bardes, 1999). L'amendement du *Home Rule* réaffirme le principe de la gouvernance locale dans des domaines qui sont purement locaux.

En juin 2002, il existait au Massachusetts 841 gouvernements locaux. Le *U.S. Census Bureau* comptabilise de ce nombre les *counties* (5), les municipalités (351), les *school districts* (330), les *special districts* (413) et les agences et régions subordonnées.

Bien que les municipalités soient des composantes essentielles de la démocratie locale au Massachusetts, on observe dans cet État une tendance vers la centralisation.

➤ **Counties**

Contrairement aux autres États de la Nouvelle-Angleterre, la Constitution du Massachusetts ne fait pas mention explicitement des *counties*. Au même titre que les municipalités, les *counties* constituent des subdivisions de l'État et n'ont pas d'indépendance pour agir, exception faite de ce qui a été déterminé par la Cour générale (*General Court*) et par sa jurisprudence. Au sens strict du terme, les *counties* ne constituent pas véritablement des unités gouvernementales puisqu'ils n'ont pas de corps représentatifs. En raison du fait que leurs pouvoirs et responsabilités sont limités, l'État a aboli, entre 1997 et 2000, sept des quatorze *counties* dans l'objectif d'améliorer leur efficacité. Leurs fonctions ont été rapatriées vers le gouvernement de l'État. Selon Meredith Ramsay, ce n'est qu'une question de temps avant que les autres *counties* de l'État soient abolies et que leurs frontières soient dissoutes.

Les fonctions des *counties* sont généralement limitées à l'administration des prisons et des autres institutions correctionnelles et à l'enregistrement des actes des palais de justice régionaux. Quelques *counties* fournissent certains services limités, comme l'épandage d'insecticides. D'autres encore peuvent gérer des écoles d'agriculture et des hôpitaux.

Le Tableau 21 énumère la liste des *counties* du Massachusetts et le nombre de gouvernements locaux.

➤ **Municipalités**

On compte dans l'État du Massachusetts 351 municipalités. Les termes *city* et *town* sont ambigus. En effet, leur définition n'est pas formalisée par la loi et ils sont souvent utilisés

de façon interchangeable. Une *city* réfère à une forme de gouvernement qui présente un conseil de maire ou un conseil de ville-maire (*mayor-council-town manager form*). Les communautés de plus de 12 000 habitants sont autorisées à adopter un gouvernement sous forme de *city*. Certaines communautés de plus de 12 000 habitants se définissent encore comme des *towns*. En somme, les municipalités sont légalement définies comme *cities* ou comme *towns*.

Bien que les gouvernements locaux du Massachusetts bénéficient du *Home Rule*, le degré d'autonomie dont ils disposent dépend beaucoup des conditions économiques et politiques. Ainsi, depuis les années 1990, l'économie de l'État a connu une croissance importante, ce qui a eu comme conséquence d'accroître les capacités de dépenser et de planifier des municipalités. Elles ont pu de nouveau bénéficier des avantages du *Home Rule*. En période de récession, la limite de l'autonomie des municipalités ressort plus clairement.

Chaque conseil municipal doit ramasser des fonds, approuver les budgets d'opérations et d'investissements, décréter les arrêtés municipaux et voter pour accepter ou rejeter les règlements locaux adoptés par l'État. Les municipalités doivent établir et percevoir les taxes et tenir les registres financiers. Elles doivent réglementer l'utilisation du territoire, s'assurer que la construction des immeubles est faite en conformité avec le code du bâtiment de l'État et gérer la circulation locale et les stationnements. Ce sont aussi les municipalités qui réglementent la préparation et la vente de la nourriture. Les services offerts par le gouvernement local incluent l'entretien des routes, la collecte des ordures, l'aqueduc et l'égout, les services médicaux d'urgence, les bibliothèques, les cimetières, l'entretien des arbres publics et l'offre de services récréatifs et sociaux. Il incombe aux municipalités d'assurer la paix et la sécurité publique par l'action concertée de la police, du département des incendies, des inspecteurs en bâtiment, du département de la santé et du personnel de défense civile.

Les services offerts par les municipalités font l'objet d'une réglementation étatique.

Aucune législation n'est nécessaire pour permettre aux municipalités d'exercer leurs pouvoirs en commun. Par exemple, deux villes peuvent construire conjointement une bibliothèque ou quelques villes peuvent constituer un conseil régional de gouvernement spécialisé dans les questions de transport.

➤ **Special Districts**

Au Massachusetts, comme dans d'autres États américains, il existe depuis fort longtemps des gouvernements locaux à vocation spécialisée (*special districts* ou *improvement districts*). Ceux-ci sont créés sous l'autorité de l'État par un ensemble de gouvernements municipaux et concernent des sujets précis comme l'aqueduc ou l'égout. Ils peuvent même charger des frais à ceux qui bénéficient de leurs équipements. Les pressions pour la régionalisation s'exercent surtout par ce type d'association entre les municipalités et non pas par celui des *counties* qui seraient appelés à disparaître.

Les fonctions des *special districts* sont assez ciblées. Par exemple, citons le *Boston Metropolitan District* qui a pour mandat de planifier et de financer l'amélioration du transport dans la région métropolitaine de Boston. Il existe aussi plusieurs districts d'incendie ou d'eau qui sont établis de façon individuelle par des décrets spéciaux adoptés par les administrations municipales impliquées. Ils peuvent fournir une protection contre les incendies ou l'approvisionnement en eau, ou les deux. Les *Housing Authorities*, présentes dans nombre de municipalités, peuvent développer des projets de développement en plus

de fournir une aide au logement. Les *Improvement Districts* fournissent l'éclairage de rue, les bibliothèques, les trottoirs et la protection de la police. Ils sont en mesure de lever des taxes. La *Massachusetts Municipal Wholesale Electric Company* est une corporation publique qui peut être associée à un district et qui fournit et gère les installations pour la distribution de l'électricité (*U.S. Census Bureau*).

➤ **Système scolaire public**

Il existe, au Massachusetts, 82 *school districts* qui se divisent en trois types de districts qui sont comptabilisés comme des gouvernements locaux : les *school districts* régionaux, les districts régionaux des écoles à vocation technique et ceux des écoles à vocation générale. Chacun de ces *school districts* est créé par élection.

Par ailleurs, en juin 2002, sur le territoire des 82 *school districts*, se retrouvent 44 *city school systems* et 205 *town school systems*. Ces systèmes sont qualifiés de systèmes scolaires publics dépendants car, bien que leur comité d'école soit élu, leurs besoins fiscaux sont déterminés et leur financement est fourni par leur gouvernement de *city* ou de *town*. Parmi les 306 *towns* du Massachusetts, seules 205 *towns* ont leur propre *school system*, dont 199 sont en opération.

Généralement, les écoles sont contrôlées par des comités d'école indépendants et sont administrées non pas par les municipalités, mais par des gestionnaires engagés par le comité d'école.

Tableau 21 : Les counties de l'État du Massachusetts et le nombre de gouvernements locaux²⁴

N°	County	Population (recensement en 2000)	Superficie (milles ²)	Gouvernements locaux multisectoriels		Gouvernements locaux à vocation spécialisée		
				Municipalités	Townships	Special districts	School districts	Systèmes scolaires publics dépendants
1.	Barnstable	222 230	396	1	14	27	4	13
2.	Berkshire	134 953	931	2	30	24	7	11
3.	Bristol	534 678	556	4	16	32	6	18
4.	Dukes	14 987	104	-	7	5	2	4
5.	Essex	723 419	501	9	25	44	8	26
6.	Franklin	71 535	702	-	26	30	8	10
7.	Hampden	456 228	618	5	18	23	3	15
8.	Hampshire	152 251	529	2	18	15	5	12
9.	Middlesex	1 465 396	823	12	42	60	12	48
10.	Nantucket (town)	9 520	48	-	1	3	-	1
11.	Norfolk	650 308	400	2	26	30	4	29
12.	Plymouth	472 822	661	1	26	29	6	24
13.	Suffolk (ville de Boston)	689 807	59	3	1	7	-	4
14.	Worcester	750 963	1 513	4	56	74	17	32
TOTAL		6 349 097	7 841	44	306	403	82	248

2 Portrait détaillé des compétences assumées par chacun des paliers

(Voir le tableau à l'Annexe 1 qui détaille la prise en charge des compétences pour chaque palier.)

Tout le territoire du Massachusetts est occupé par le territoire de gouvernements locaux municipalisés. Il n'existe pas comme au Québec de territoire non organisé. Toutefois, les *townships* ont un champ de compétence beaucoup plus limité que les *towns* et encore plus que les *cities*. Ce sont par conséquent les *counties* et surtout les *special districts* qui offrent la couverture de services aux *townships*.

Quelques services et compétences sont organisés par l'entremise de *special districts* dont la responsabilité leur incombe. Ainsi, l'approvisionnement en eau, la protection contre les incendies, la protection et la mise en valeur des sites d'intérêt historique ou patrimonial, la mise en valeur et la protection des plages publiques et la revitalisation et la rénovation urbaines sont des compétences qui relèvent de *special districts*.

²⁴ Seules Barnstable, Bristol, Dukes, Norfolk et Plymouth ont des gouvernements de *county*.

3 Description du cadre de financement des instances locales

3.1 Revenus des gouvernements locaux

Les gouvernements locaux du Massachusetts s'appuient sur les transferts de l'État (37,26 %) et sur les taxes (36,83 %), ce dernier montant étant constitué en quasi-totalité de l'impôt foncier. Les autres revenus et charges représentent 10,90 % des diverses sources de financement. Ils incluent, par ordre d'importance, des revenus ou charges de services sanitaires, de logements et de développement communautaires, d'éducation, d'hôpitaux, de parcs et loisirs, de stationnements, d'aéroports, d'infrastructures portuaires, d'autoroutes, de ressources naturelles, etc. (voir le Tableau 22)

Comme dans le cas de la Californie ou de la Floride, les gouvernements locaux ne perçoivent aucun impôt sur le revenu des particuliers ou des corporations et ne perçoivent pas de frais pour l'immatriculation des véhicules. Parmi les quatre États étudiés, on remarque que l'impôt foncier constitue la plus grande source de revenus pour les gouvernements locaux au Massachusetts, soit 35,68 %.

Tableau 22 : Répartition des revenus des gouvernements locaux du Massachusetts (2000) ²⁵

Description	Répartition
Revenu total	100,00 %
Transferts	37,26 %
Transferts fédéraux	4,72 %
Transfert de l'État	32,54 %
Taxes	36,83 %
Propriété	35,68 %
Vente	0,45 %
Impôt sur le revenu	0,00 %
Impôt des corporations	0,00 %
Immatriculation des véhicules	0,00 %
Autres	0,70 %
Autres revenus et charges	10,90 %
Revenus de services d'utilité publique	8,92 %
Revenus de placements en fiducie	6,09 %

(Voir l'Annexe 2 pour le tableau comparatif de la répartition des revenus gouvernements locaux des États de la Californie, de la Floride, du Massachusetts et de New York.)

3.2 Détail des sources de revenus pour chaque palier local

➤ Counties

Les *counties* tirent leurs revenus des investissements de pension des employés qui représentent, pour les deux *counties* comparés, un peu plus de 50 % (voir le Tableau 23). Ensuite, les *counties* s'appuient sur les transferts de l'État. En ce qui concerne les frais et charges, les deux *counties* diffèrent considérablement, Norfolk tirant plus de revenus. On

²⁵ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 26 février 2005). *State and Local Government Finances by Level of Government and by State : 1999-2000*, [en ligne], <http://ftp2.census.gov/govs/estimate/00allpub.pdf>

remarque que l'impôt foncier n'est pas très important pour les *counties* comme source de revenus.

Tableau 23 : Comparaison de la répartition des revenus de deux counties du Massachusetts (1999-2000) ²⁶

Sources de revenus	Barnstable	Norfolk
Transferts de l'État	25,5 %	19,0 %
Impôt foncier	3,7 %	3,2 %
Taxe de vente sélective	8,0 %	2,0 %
Autres taxes	3,1 %	0,0 %
Frais et charges	7,5 %	20,7 %
Autres revenus	0,7 %	0,2 %
Revenus de pension d'employés	51,5 %	54,9 %

➤ **Special districts**

Les sources de financement des *special districts* sont diverses. Le financement peut provenir de frais chargés aux citoyens pour les services, d'une partie de l'impôt foncier, des taxes sur les propriétés, des transferts du gouvernement fédéral ou de l'État ou de l'émission d'obligations.

➤ **School districts**

Les *special districts* tirent leurs revenus, en majorité, de transferts de l'État pour l'éducation. Le montant de l'aide est déterminé grâce à une formule complexe de péréquation basée sur un *foundation budget*. Ce budget est préparé chaque année en considérant le profil démographique et économique de l'instance locale ou des *school districts* par rapport au reste de l'État. L'écart entre les deux indices et la capacité de la communauté à payer détermine le montant à recevoir de l'État.

- *School District Governments* (82)

Ces districts incluent les *school districts* régionaux, les districts régionaux des écoles à vocation technique et ceux des écoles à vocation générale. Ils peuvent émettre des obligations pour se financer et leurs besoins fiscaux sont déterminés par les *towns* participants, qui représentent les villes et municipalités qui composent le district.

- *Dependent Public School Systems* (248)

Les besoins fiscaux de ce type de *school district* sont déterminés et leur financement est octroyé par leur gouvernement respectif. Dans le cas du système dépendant du *county*, c'est celui-ci qui assure le financement des districts et dans le cas du système dépendant des municipalités, ce sont les gouvernements des *cities* ou des *towns* qui assurent leur financement.

➤ **Municipalités**

Les *cities* et les *towns* du Massachusetts se financent par l'impôt foncier, les transferts de l'État et les recettes locales (voir le Tableau 24). L'État se réserve le droit de percevoir

²⁶ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 26 février 2005). *State and Local Government Finances by Level of Government and by State : 1999-2000*, [en ligne], <http://ftp2.census.gov/govs/estimate/00allpub.pdf>

l'impôt sur le revenu et la taxe de vente. Les municipalités ne peuvent en aucun cas percevoir ce type d'impôt.

L'impôt foncier représente la plus grande source de revenus des municipalités. Le pourcentage qu'il représente varie d'une municipalité à l'autre. En général, il atteint 50 %. Les transferts de l'État représentent en moyenne 25 % du revenu. Par contre, dans les *cities* les plus pauvres, l'État accorde de plus grands transferts (voir la comparaison entre Chelsea et Wellesley). Les frais et charges représentent environ de 20 % des revenus locaux. Les municipalités décident quels programmes ou services feront l'objet de charges imposées aux usagers. Parmi les frais chargés, on retrouve la taxe d'accise sur les automobiles, les frais pour les services sanitaires, les pénalités et intérêts, les frais de service, les licences et permis, les amendes, les revenus d'investissements et la taxe d'hôtels/motels.

Jusqu'en 1980, le taux d'imposition était établi par le maire ou le conseil municipal. La Proposition 2,5 % a retiré cette discrétion. Cette loi oblige désormais les municipalités à ramener les taux de l'impôt foncier à 2,5 % de l'évaluation de la communauté (*community's assessed evaluation – levy limit*). De plus, le taux d'impôt foncier ne peut dépasser 2,5 %.

Le Massachusetts régleme strictement l'endettement des municipalités. En général, la dette ne peut dépasser 2,5 % de l'évaluation d'une *city* et 5 % de l'évaluation d'une *town*. De plus, l'État doit accepter l'objectif de l'endettement et le terme de maturité.

En ce qui concerne les dépenses, la plus grande partie est affectée à l'éducation.

Tableau 24 : Répartition des revenus des municipalités du Massachusetts par ordre d'importance²⁷

Sources de revenus	Répartition
Impôt foncier	50 %
Transferts de l'État	25 %
Frais et charges	20 %
Autres	5 %

Le Tableau 25 permet de comparer la répartition des revenus entre une municipalité pauvre et une municipalité riche.

Tableau 25 : Comparaison de la répartition des revenus entre une municipalité pauvre et une municipalité riche au Massachusetts²⁸

Sources de revenus	Chelsea (pauvre)	Wellesley (riche)
Impôt foncier	22 %	73 %
Transferts de l'État	60 %	9 %
Frais et charges	17 %	14 %
Autres	1 %	4 %

En conclusion, on constate que les sources de revenus des municipalités du Massachusetts varient largement par rapport à la moyenne des sources de revenus des municipalités aux États-Unis.

²⁷ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 26 février 2005). *State and Local Government Finances by Level of Government and by State : 1999-2000*, [en ligne], <http://ftp2.census.gov/govs/estimate/00alpub.pdf>

²⁸ *Ibid.*

3.3 Dépenses des gouvernements locaux

Les tableaux 26 à 29 présentent la répartition des dépenses des gouvernements locaux par fonctions administratives. Les *counties* et les municipalités jouent un rôle important en matière de sécurité publique puisqu'il s'agit de leurs principales dépenses.

Tableau 26 : Dépenses des gouvernements locaux multisectoriels du Massachusetts²⁹

Fonction	County		Municipalité		Township	
	Réparti-tion	Montant (M\$ US)	Réparti-tion	Montant (M\$ US)	Réparti-tion	Montant (M\$ US)
Transferts gouvernemen-taux	0 %	670	5 %	571 031	7 %	668 255
Éducation	4 %	12 512	41 %	4 565 377	46 %	4 411 197
Santé et services sociaux	7 %	25 547	7 %	725 887	1 %	90 502
Transport	2 %	6 966	2 %	269 424	4 %	390 173
Sécurité publique	35 %	119 242	12 %	1 341 361	9 %	858 262
Environnement et Habita-tion	1 %	2 731	6 %	694 824	6 %	569 262
Administration	8 %	25 814	3 %	294 252	5 %	464 828
Service de la dette	0 %	120	2 %	240 153	2 %	206 759
Utilités publiques	-	-	5 %	517 485	8 %	800 378
Vente d'alcool	-	-	-	-	-	-
Assurance en fiducie	35 %	119 846	6 %	696 734	2 %	164 781
Autres dépenses	9 %	29 669	11 %	1 187 244	11 %	1 023 423
Total	100 %	343 117	100 %	11 103 772	100 %	9 647 820

²⁹ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 24 février 2004). *2002 Census of Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

Tableau 27 : Répartition des dépenses des gouvernements locaux à vocation spécialisée du Massachusetts³⁰

Fonction	Special District		School District	
	Répartition	Montant (M\$ US)	Répartition	Montant (M\$ US)
Transferts gouvernementaux	0 %	11 052	#VALEUR!	-
Éducation	0 %	0	97 %	1 478 936
Santé et services sociaux	0 %	0	0 %	0
Transport	0 %	9	0 %	0
Sécurité publique	1 %	17 967	0 %	0
Environnement et Habitation	28 %	861 521	0 %	0
Administration	0 %	0	0 %	0
Service de la dette	2 %	53 837	3 %	48 295
Utilités publiques	61 %	1 844 268	-	-
Vente d'alcool	-	-	-	-
Assurance en fiducie	3 %	97 187	0 %	784
Autres dépenses	5 %	143 924	0 %	-
Total	100 %	3 029 765	100 %	1 528 015

Tableau 28 : Répartition des dépenses des comtés du Massachusetts par ordre d'importance³¹

Fonction	Répartition	Montant (M\$ US)
Assurance en fiducie	35 %	119 846
Sécurité publique	35 %	119 242
Autres dépenses	9 %	29 669
Administration	8 %	25 814
Santé et services sociaux	7 %	25 547
Éducation	4 %	12 512
Transport	2 %	6 966
Environnement et Habitation	1 %	2 731
Transferts gouvernementaux	0 %	670
Service de la dette	0 %	120
Utilités publiques	-	-
Vente d'alcool	-	-
Total	100 %	343 117

³⁰ *Ibid.*

³¹ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 24 février 2004). *2002 Census of Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

Tableau 29 : Dépenses des municipalités et townships du Massachusetts par ordre d'importance³²

Fonction	Répartition	Montant (M\$ US)
Sécurité publique	43 %	8 976 574
Autres dépenses	11 %	2 210 667
Administration	11 %	2 199 623
Santé et services sociaux	6 %	1 317 863
Éducation	6 %	1 264 086
Transport	6 %	1 239 286
Environnement et Habitation	4 %	861 515
Transferts gouvernementaux	4 %	816 389
Service de la dette	4 %	759 080
Utilités publiques	3 %	659 597
Vente d'alcool	2 %	446 912
Assurance en fiducie	-	-
Total	100 %	20 751 592

³² *Ibid.*

BIBLIOGRAPHIE

BARDES, Barbara A., Mack C. SHELLEY II et Steffen W. SCHMIDT (1998). *American Government and Politics Today : The Essentials*, Édition 1998-1999, Wadsworth Publishing Company, 619 p.

BARNSTABLE COUNTY (Page consultée en juin 2004). *Site du Barnstable County*, [en ligne], <http://www.barnstablecounty.org>

CITY OF BOSTON (Page consultée en juin 2004). *Site de la City of Boston*, [en ligne], <http://www.cityofboston.gov>

MASSACHUSETTS (Page consultée en juin 2004). *Site du Massachusetts Gouvernement*, [en ligne], <http://www.mass.gov/portal/index.jsp?pageID=mg2homepage&L=1&L0=Home&sid=massgov2>

NORFOLK COUNTY (Page consultée en juin 2004). *Site du Norfolk County*, [en ligne], <http://www.norfolkcounty.org>

RAMSAY, MEREDITH (2001). « Massachusetts », dans Dale Krane, Platon N. Rigos et Melvin B. Hill Jr. (éd.) *Home Rule in America – A Fifty-State Handbook*, Washington, CQ Press, p. 203-211.

SECRETARY OF THE COMMONWEALTH of MASSACHUSETTS (Page consultée le 11 juin 2004). *Site du Secretary of the Commonwealth of Massachusetts*, [en ligne], <http://www.sec.state.ma.us>

STATE AND LOCAL GOVERNMENT ON THE NET (Page consultée en juin 2004). *Massachusetts State and Local Government*, [en ligne], <http://www.statelocalgov.net/state-ma.htm>

TOWN OF NORFOLK (Page consultée en juin 2004). *Site de la Norfolk municipality*, [en ligne], <http://www.virtualnorfolk.org>

US CENSUS BUREAU (Page consultée en juin 2004). *Federal, State and, Local Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/govs/www/index.html>

US CENSUS BUREAU (Page consultée en mai et juin 2004). « 2002 Census of Governments », *Government Organization*, vol. 1, n° 1, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

US CENSUS BUREAU (Page consultée en mai et juin 2004). *2002 Census of Governments – Massachusetts*, [en ligne], <http://ftp2.census.gov/govs/cog/gc0212ma.pdf>

US CENSUS BUREAU (Page consultée en mai et juin 2004). *Massachusetts Quick Facts*, [en ligne], <http://quickfacts.census.gov/qfd/states/25000.html>

NEW YORK

NEW YORK

1 Description générale des institutions existantes dans les divers paliers politico-administratifs

Admis comme État de la fédération le 26 juillet 1788, avec sa capitale Albany, l'État de New York couvre une superficie de 54 475 milles carrés et compte environ 19 millions d'habitants. Le gouverneur George E. Pataki, au pouvoir depuis 1994, a procédé à plusieurs réformes comme la mise en place, en juillet 2002, d'un groupe de travail pour réformer le gouvernement local (*Task Force on Local Government Reform*) afin de le rendre plus efficace à chaque niveau.

On remarque une légère augmentation du nombre total de gouvernements locaux depuis 1997, soit de 3 413 à 3 420 en 2002. La plupart des données recueillies datent de 2002 (données statistiques sur l'organisation du gouvernement) ou de 2004 (sites Internet). Cependant, les données sur le financement des instances locales datent de 2000, 1997 ou 1995.

L'État de New York est subdivisé en 58 *counties*. La ville de New York est tellement grande qu'elle est divisée en cinq quartiers (Bronx, Kings, New York, Queens et Richmond). Chaque quartier étant un *county* séparé, on peut alors dire qu'il y a 62 *counties* dans l'État de New York. Ces *counties* entretiennent avec la ville des liens très serrés; leur fonctionnement administratif est en quelque sorte intégré à celui de la ville pour les fins gouvernementales.

On trouve dans l'État de New York 683 *school districts* et 1 135 *special districts*. La majorité des *special districts* existe pour la protection contre les incendies (911), les bibliothèques (146) et la santé (55).

Chaque *county* contient plusieurs municipalités, leur nombre dépendant de la grandeur du *county* et de sa population. Les deux *counties* choisis pour notre étude sont Erie et Suffolk. Les municipalités consultées sont la ville de Buffalo, le *village* d'Akron et le *village* de Riverhead. Les données financières sur les dépenses globales effectuées par chaque niveau dans l'État de New York datent de 2000.

En ce qui concerne la centralisation, en 1995, l'État de New York se caractérise par une grande délégation et dévolution des pouvoirs envers les administrations locales. Sur le plan de la prestation de services, on remarque que le gouvernement de l'État ne s'occupe pas des bibliothèques, de l'éducation élémentaire et secondaire, de la protection contre les incendies, de l'approvisionnement en eau, des égouts et des déchets solides (voir l'Annexe 1). En dépit d'un pouvoir partagé, l'implication des gouvernements locaux est nettement plus élevée dans le cas de la police, de l'entretien des routes, des aéroports, du bien-être social, des parcs et des loisirs, du développement communautaire, du logement et des transits. Par contre, l'État détient plus de responsabilités dans les domaines judiciaires, les prisons, les aqueducs, les ressources naturelles, la distribution de l'électricité et l'éducation supérieure. En ce qui concerne les hôpitaux, on retrouve un partage à peu près égalitaire entre l'État et les gouvernements locaux (voir l'Annexe 1).

La Figure 3 montre la carte géographique de l'État de New York. Le Tableau 30, quant à lui, présente les *counties* de l'État de New York. Ce dernier nous indique une assez grande diversité dans le nombre de *cities*, *townships* ou *districts* de chaque *county*.

Figure 3 : Les comtés de l'État de New York

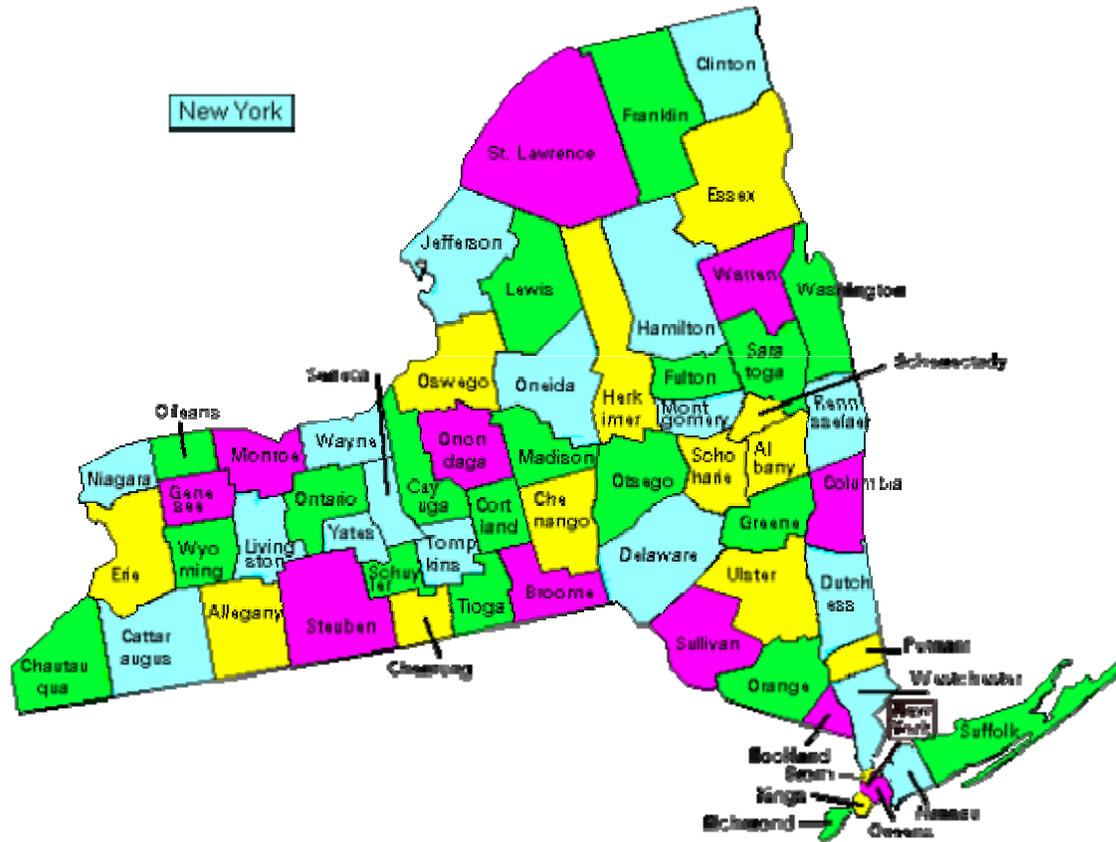


Tableau 30 : Les comtés de l'État de New York et le nombre de gouvernement locaux

N°	County	Population (recensement en 2000)	Superficie (milles ²)	Gouvernements locaux multisectoriels		Gouvernements locaux à vocation spécialisée	
				Municipalités	Townships	Special districts	School districts
1.	Albany	294 565	524	9	10	26	13
2.	Allghany	49 927	1 030	10	29	13	12
3.	Broome	200 536	707	8	16	11	13
4.	Cattaraugus	83 955	1 310	15	32	26	12
5.	Cayuga	81 963	693	10	23	13	7
6.	Chautauqua	139 750	1 062	17	27	19	18
7.	Chemung	91 070	408	6	11	10	3
8.	Chenango	51 401	894	8	21	25	8
9.	Clinton	79 894	1 039	5	14	16	8
10.	Columbia	63 094	636	5	18	18	6
11.	Cortland	48 599	500	4	15	10	5
12.	Delaware	48 055	1 446	10	19	29	12
13.	Dutchess	280 150	802	10	20	30	13
14.	Erie	950 265	1 044	18	25	35	27

NEW YORK

N°	County	Population (recensement en 2000)	Superficie (milles ²)	Gouvernements locaux multisectoriels		Gouvernements locaux à vocation spécialisée	
				Municipalités	Townships	Special districts	School districts
15.	Essex	38 851	1 797	2	18	20	11
16.	Franklin	51 134	1 631	6	19	4	7
17.	Fulton	55 073	496	5	10	5	7
18.	Genesee	60 370	494	7	13	6	8
19.	Greene	48 195	648	5	14	17	6
20.	Hamilton	5 379	1 720	1	9	6	7
21.	Herkimer	64 427	1 411	11	19	11	11
22.	Jefferson	111 738	1 272	21	22	27	11
23.	Lewis	26 944	1 275	9	17	3	5
24.	Livingston	64 328	632	9	17	8	8
25.	Madison	69 441	656	11	15	12	10
26.	Monroe	735 343	659	11	19	27	17
27.	Montgomery	49 708	405	11	10	8	5
28.	Nassau	1 334 544	287	66	3	76	56
29.	New York ³³ City	8 008 278	309	1	-	2	-
30.	Niagara	219 846	523	8	12	4	10
31.	Oneida	235 469	1 213	22	26	39	15
32.	Onondaga	458 336	780	16	19	25	17
33.	Ontario	100 224	644	9	16	9	9
34.	Orange	341 367	816	20	20	43	17
35.	Orleans	44 171	391	4	10	4	5
36.	Oswego	122 377	953	12	22	5	9
37.	Otsego	61 676	1 003	10	24	22	12
38.	Putnam	95 745	231	3	6	5	6
39.	Renssealer	152 538	654	8	14	33	12
40.	Rockland	286 753	174	19	5	25	8
41.	Saratoga	200 635	812	11	19	30	12
42.	Schenectady	146 555	206	3	5	19	6
43.	Schoharie	31 582	622	6	16	9	6
44.	Schuyler	19 224	329	4	8	4	2

³³ New York City comprend cinq quartiers : Bronx (1 332 650 habitants et 42 milles²); Kings (2 465 326 habitants et 71 milles²); New York (1 537 195 habitants et 23 milles²); Queens (2 229 379 habitants et 109 milles²); Richmond (443 728 habitants et 58 milles²).

N°	County	Population (recensement en 2000)	Superficie (milles ²)	Gouvernements locaux multisectoriels		Gouvernements locaux à vocation spécialisée	
				Municipalités	Townships	Special districts	School districts
45.	Seneca	33 342	325	5	10	3	4
46.	St. Lawrence	111 931	2686	14	32	22	17
47.	Steuben	98 726	1 393	15	32	18	14
48.	Suffolk	1 419 369	911	31	10	125	70
49.	Sullivan	73 966	970	6	15	36	8
50.	Tioga	51 784	519	6	9	9	6
51.	Tompkins	96 501	476	7	9	7	6
52.	Ulster	177 749	1 127	4	20	53	9
53.	Warren	63 303	870	2	11	9	9
54.	Washington	61 042	836	9	17	4	11
55.	Wayne	93 765	604	9	15	18	11
56.	Westchester	923 459	433	29	17	34	39
57.	Wyoming	43 424	593	9	16	4	5
58.	Yates	24 621	338	4	9	4	2

2 Portrait détaillé des compétences assumées par chacun des paliers

(Voir le tableau à l'Annexe 1 qui détaille la prise en charge des compétences pour chaque palier.)

➤ Remarques relatives aux compétences déléguées ou dévolues et aux compétences obligatoires ou facultatives

Le gouvernement de l'État de New York ne spécifie pas la responsabilité exacte de chaque gouvernement local. Cependant, tous les gouvernements locaux assument des responsabilités en matière de police, de contrôle de la circulation, de zonage, d'entretien des routes, de parcs et de loisirs.

Les *counties* agissent comme des agents de l'État. Si l'État considère qu'une responsabilité est obligatoire, il l'impose généralement aux *counties*. Les *counties* sont responsables des services de base, tels que le bien-être social (depuis 1930), la santé (depuis 1950), les bibliothèques (depuis 1960) et le transport.

Les *special districts* peuvent être créés seulement par les *counties* ou les municipalités. Si plus d'un *county* est couvert par le *district*, le *district* doit être créé par la législature de l'État. Ces autorités publiques sont créées par l'État (par exemple la *Metropolitan Transportation Authority*). Il existe plusieurs milliers d'autres agences, autorités et corporations qui agissent comme des agences de l'État, des *counties* ou des municipalités (des agences de développement urbain, des agences de développement industriel, des autorités de logement, des ponts, des aqueducs, etc.). Le *US Census Bureau* ne les compte pas parmi

les *special districts*, mais comme des agences subordonnées à l'entité qui les a créées. Si le *US Census Bureau* les comptait comme des *special districts*, il y en aurait environ 8 500 et non 1 135, d'où la difficulté d'établir exactement à quel palier ces agences et autorités se situent. Dans le cadre de la présente étude, seule la définition du *US Census Bureau* sera retenue.

Les gouvernements locaux ont la discrétion d'assumer des fonctions. Une fois qu'ils décident d'assumer un pouvoir, l'État intervient par son pouvoir de réglementation.

3 Description du cadre de financement des instances locales

3.1 Revenus des gouvernements locaux

Les revenus des gouvernements locaux proviennent en grande partie des transferts de l'État, mais aussi de l'impôt foncier des propriétaires d'immeubles et de terrains qui sont sur leur territoire (voir le Tableau 31).

Tableau 31 : Répartition des revenus des gouvernements locaux de l'État de New York³⁴

Description	Répartition
Revenu total	100,0 %
Transferts	29,9 %
Transferts fédéraux	2,6 %
Transferts de l'État	27,3 %
Taxes	39,1 %
Propriété	21,9 %
Vente	7,9 %
Impôt sur revenu	4,8 %
Impôt des corporations	2,8 %
Immatriculation des véhicules	0,1 %
Autres	1,6 %
Autres revenus et charges	15,0 %
Revenus de services d'utilité publique	5,2 %
Revenus de placements en fiducie	10,8 %

3.2 Détail des sources de revenus pour chaque palier local

➤ Special districts

Les *special districts* tirent leurs revenus de sources diverses et particulières à chacun. Cependant, la plupart d'entre eux se financent par des taxes particulières, l'impôt foncier *ad valorem*, l'émission d'obligations ou l'imposition de frais d'utilisation.

➤ School districts

Il existe six types de *school districts* indépendants dans l'État de New York. Tous imposent des taxes et émettent des obligations. Leur revenu principal est l'impôt foncier.

³⁴ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 26 février 2005). *State and Local Government Finances by Level of Government and by State : 1999-2000*, [en ligne], <http://ftp2.census.gov/govs/estimate/00allpub.pdf>

➤ **Counties**

Les *counties* se financent par le biais de l'impôt foncier et d'autres taxes imposées, ainsi que des transferts de l'État et du gouvernement fédéral.

➤ **Municipalités**

L'impôt foncier constitue la principale source de revenus pour les services fournis par une municipalité ou un *school district*.

Le Tableau 32 donne une comparaison de la répartition des revenus de différents gouvernements locaux de l'État de New York.

Tableau 32 : Comparaison de la répartition des revenus de différents gouvernements locaux de l'État de New York (1995)

Sources de revenus	Ville de New York	Counties	Cities	Towns	Townships	School Districts
Impôt foncier	18,8 %	25,5 %	28,3 %	56,1 %	47,8 %	52,2 %
Autres taxes	24,0 %	21,9 %	21,4 %	9,3 %	7,5 %	1,2 %
Aide de l'État	18,4 %	15,5 %	12,6 %	7,6 %	4,5 %	38,2 %
Aide fédérale	10,6 %	12,4 %	6,0 %	3,0 %	4,3 %	3,5 %
Autres	28,3 %	24,7 %	31,2 %	24,0 %	35,9 %	4,9 %

3.3 Dépenses des gouvernements locaux

Les tableaux 33 à 36 présentent la répartition des dépenses des gouvernements locaux par fonction administrative. Les principales dépenses des *counties* sont la Santé et services sociaux (30 %) et les Transferts gouvernementaux (17 %). Celles des municipalités sont les Transferts gouvernementaux (21 %) et la Sécurité publique (15 %).

Tableau 33 : Répartition des dépenses des gouvernements locaux multisectoriels de l'État de New York³⁵

Fonction	County		Municipalité		Township	
	Répartition	Montant (M\$ US)	Répartition	Montant (M\$ US)	Répartition	Montant (M\$ US)
Transferts gouvernementaux	17 %	3 155 457	5 %	3 988 987	0 %	4 702
Éducation	8 %	1 504 453	22 %	16 370 626	1 %	68 928
Santé et services sociaux	30 %	5 731 603	16 %	11 565 840	3 %	127 544
Transport	5 %	880 630	3 %	2 015 404	20 %	1 006 371
Sécurité publique	12 %	2 272 448	11 %	7 939 456	10 %	509 275
Environnement et Habitation	6 %	1 049 928	10 %	7 303 592	25 %	1 245 997
Administration	5 %	1 027 156	3 %	1 935 527	9 %	470 008
Service de la dette	4 %	738 873	4 %	2 694 291	5 %	239 516
Utilités publiques	3 %	572 277	9 %	6 654 120	7 %	3 686 12
Vente d'alcool	-	-	-	-	-	-
Assurance en fiducie	0 %	0	9 %	6 313 678	0 %	7
Autres dépenses	11 %	2 052 382	10 %	7 220 303	19 %	951 316
Total	100 %	18 985 207	100 %	74 001 824	100 %	4 992 276

Tableau 34 : Répartition des dépenses des gouvernements locaux à vocation spécialisée de l'État de New York

Fonction	Special District		School District	
	Répartition	Montant (M\$ US)	Répartition	Montant (M\$ US)
Transferts gouvernementaux	4 %	148 269	98 %	22 599 605
Éducation	7 %	283 187	-	-
Santé et services sociaux	0 %	2 003	-	-
Transport	56 %	2 188 168	-	-
Sécurité publique	11 %	426 213	-	-
Environnement et Habitation	1 %	38 915	-	-
Administration	0 %	0	-	-
Service de la dette	12 %	484 153	2 %	524 856
Utilités publiques	6 %	217 350	-	-
Vente d'alcool	0 %	0	-	-
Assurance en fiducie	0 %	0	-	-
Autres dépenses	3 %	114 476	-	-
Total	100 %	3 902 734	100 %	23 124 461

³⁵ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 24 février 2004). *2002 Census of Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

Tableau 35 : Répartition des dépenses des comtés de l'État de New York par ordre d'importance³⁶

Fonction	Répartition	Montant (M\$ US)
Santé et services sociaux	30 %	5 731 603
Transferts gouvernementaux	17 %	3 155 457
Sécurité publique	12 %	2 272 448
Autres dépenses	11 %	2 052 382
Éducation	8 %	1 504 453
Environnement et Habitation	6 %	1 049 928
Administration	5 %	1 027 156
Transport	5 %	880 630
Service de la dette	4 %	738 873
Utilités publiques	3 %	572 277
Vente d'alcool	0 %	0
Assurance en fiducie	0 %	0
Total	100 %	18 985 207

Tableau 36 : Répartition des dépenses des municipalités et townships de l'État de New York par ordre d'importance³⁷

Fonction	Répartition	Montant (M\$ US)
Transferts gouvernementaux	21 %	16 439 554
Sécurité publique	15 %	11 693 384
Environnement et Habitation	11 %	8 549 589
Éducation	11 %	8 448 731
Assurance en fiducie	10 %	8 171 619
Service de la dette	9 %	7022732
Utilités publiques	8 %	6313685
Santé et services sociaux	5 %	3 993 689
Autres dépenses	4 %	3 021 775
Transport	4 %	2 933 807
Administration	3 %	2 405 535
Vente d'alcool	0 %	0
Total	100 %	78 994 100

³⁶ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 24 février 2004). *2002 Census of Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

³⁷ US CENSUS BUREAU (Page consultée le 24 février 2004). *2002 Census of Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

BIBLIOGRAPHIE

ALBANY COUNTY (Page consultée en mai 2004). *Site du Albany County*, [en ligne], <http://www.albanycounty.com>

CITY OF BUFFALO (Page consultée en mai 2004). *Site de la City of Buffalo*, [en ligne], http://www.ci.buffalo.ny.us/document_3.html

ERIE COUNTY (Page consultée en mai 2004). *Site du Erie County Works*, [en ligne], <http://www.erie.gov>

NEW YORK STATE (Page consultée en mai 2004). *Site du New York State Gouvernement*, [en ligne], <http://www.state.ny.us>

RAMSAY, MEREDITH (2001). « New York », dans Dale Krane, Platon N. Rigos et Melvin B. Hill Jr. (éd.), *Home Rule in America – A Fifty-State Handbook*, Washington, CQ Press.

STATE AND LOCAL GOVERNEMENT ON THE NET (Page consultée en mai 2004). *California State and Local Government*, [en ligne], <http://www.statelocalgov.net/state-ny.html>

SUFFOLK COUNTY (Page consultée en mai 2004). *Site du Suffolk County*, [en ligne], <http://www.co.suffolk.ny.us>

TOWN OF RIVERHEAD (Page consultée en mai 2004). *Site de la Riverhead Town*, [en ligne], <http://www.riverheadli.com>

US CENSUS BUREAU (Page consultée en mai 2004). *1997 Census of Governments*, vol. 1, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/gc97/gc971-1.pdf>

US CENSUS BUREAU (Page consultée en mai 2004). *2002 Census of Governments*, vol. 1, n° 1, [en ligne], <http://www.census.gov/prod/2003pubs/gc021x1.pdf>

US CENSUS BUREAU (Page consultée en mai 2004). *Federal, State, and Local Governments*, [en ligne], <http://www.census.gov/govs/www/index.html>

US CENSUS BUREAU (Page consultée en mai 2004). *New York Quick Facts*, [en ligne], <http://quickfacts.census.gov/qfd/states/36000.html>

EUROPE

BAVIÈRE

BAVIÈRE

1 Description générale des institutions existantes dans les divers paliers politico-administratifs

1.1 Tour d'horizon

La situation de la Bavière n'est pas facile à décrire. Outre la barrière linguistique, la structure politique et administrative allemande est difficile à comprendre pour le néophyte. Cela s'explique par la structure fédérale de l'État allemand. Par ailleurs, l'histoire de l'Allemagne explique la diversité des structures que l'on retrouve tant dans l'organisation des *Länder*³⁸ que dans les arrondissements ou les municipalités. En somme, bien que l'objectif soit ici de présenter la situation particulière de la Bavière, celle-ci doit être considérée dans la perspective de la complexité de l'organisation locale en Allemagne.

L'union de l'Europe a engendré de réels changements pour les *Länder* allemands. Plus précisément, par le biais de leur projet Europe des régions, les *Länder* ont cherché à récupérer des compétences qu'ils avaient perdues au profit du gouvernement fédéral. Mais l'Europe constitue aussi un défi pour eux puisque leurs intérêts législatifs peuvent être directement menacés par l'expansion même du domaine législatif de l'Union européenne. Cette défense des intérêts quasi étatiques des *Länder* dissimule le fait que l'enjeu de la décentralisation peut se poser à l'intérieur même de leur structure (Welz, 2002)

La démocratie locale et régionale en Allemagne repose sur le principe de l'autonomie locale. Celui-ci est inscrit dans la Loi fondamentale du pays (Art. 28, paragr. 1 et 2) et dans les constitutions des *Länder*. Pour les municipalités, l'autorité étatique est le *Länder* et non pas le *Bund*, avec lequel elles n'ont aucun contact. L'autonomie des municipalités (*Gemeinden*) et des arrondissements (*Landkreise*) a une longue tradition en Allemagne. Le droit à la libre administration des collectivités locales est consacré dans la Constitution allemande et dans les constitutions des *Länder*.

À côté des municipalités, il existe des arrondissements (*Landkreise*) qui englobent plusieurs municipalités. Les arrondissements ont une personnalité morale propre et des organes directement élus par la population. Le statut des collectivités locales est réglé par les codes communaux des *Länder*.

À côté de ces deux types de collectivités locales, il existe des structures administratives déconcentrées de l'État. À l'intérieur de chaque arrondissement (*Landkreis*) se trouve une administration étatique déconcentrée, le *Landratsamt*, qui est l'administration qui représente le pouvoir du *Land* au palier local. Il appartient au *Land* d'exercer le contrôle sur les actes des collectivités locales. Par contre, l'État fédéral n'intervient pas en ce qui concerne les collectivités locales, il n'a d'ailleurs jamais de liens directs avec elles. Par conséquent, dans ce texte, l'utilisation du terme « État » réfère au *Land*.

Actuellement, la tendance en Allemagne est d'assigner davantage de fonctions au palier local et d'intégrer les organes existants du gouvernement des États à ceux des districts et des municipalités.

³⁸ Pour la traduction des termes allemands utilisés dans ce texte, voir le lexique présenté à l'Annexe 5.

1.2 Palier local

➤ Statut

Les municipalités (*Gemeinden*) sont les unités de base des collectivités locales décentralisées. En Bavière, il existe actuellement 2 056 municipalités au total, dont 25 constituent des districts urbains et 2 031 appartiennent à des districts. De ces dernières, 975 sont des municipalités unitaires (*Einheitsgemeinden*) et 1 056 sont membres de 337 associations administratives (*Verwaltungsgemeinschaften*). La Bavière compte 71 districts ruraux (*Landkreise*) et 7 comtés (*Bezirke*).

Les municipalités peuvent coopérer entre elles. Cette coopération peut prendre différentes formes : groupes de travail locaux, accords régis par le droit public, unions administratives, associations de planification ou associations scolaires, etc.

Leur statut et leur structure interne varient considérablement d'un *Land* à un autre. Le statut des municipalités est, comme mentionné précédemment, en grande partie régi par le principe de l'autonomie locale, c'est-à-dire par le droit de la municipalité à l'autogestion (ou autoadministration).

➤ Compétences

Les compétences qui incombent à chacun des paliers administratifs en Allemagne ne font pas l'objet d'une énumération systématique. Elles peuvent être déduites par l'étude de plusieurs lois et des postes de dépenses.

En vertu du principe de l'autonomie locale, la municipalité est responsable de toutes les affaires locales. Cette responsabilité communale s'accompagne de prérogatives dont les plus importantes sont les suivantes : le pouvoir territorial, le pouvoir financier, le pouvoir général de planifier son développement, le pouvoir de planifier l'aménagement de l'espace, le pouvoir d'édicter certaines règles de droit, le pouvoir de recruter et de gérer du personnel et le pouvoir en matière culturelle. Les municipalités sont habilitées à édicter des règlements en tant qu'unités décentralisées dans le domaine de leur libre administration.

Les compétences de la municipalité sont fondées sur le principe de la responsabilité qui concerne toutes les tâches de caractère public exécutées sur son territoire (universalité). En vertu du principe de la libre administration des affaires communales, les municipalités sont, dans une large mesure, libres de décider comment elles s'acquitteront de leurs responsabilités. Elles peuvent délivrer les services elles-mêmes ou charger des tiers de le faire.

Différentes sortes de compétences incombent aux municipalités. La plupart leur reviennent en vertu du même principe d'autonomie locale. Les compétences peuvent être obligatoires ou facultatives. Elles sont facultatives lorsqu'elles découlent du principe de compétence générale et qu'elles sont assumées à titre volontaire par les municipalités. Elles sont obligatoires lorsqu'elles sont déterminées par la loi. Elles bénéficient cependant d'une marge d'appréciation dans l'accomplissement de leurs tâches. En somme, il existe trois sortes de compétences : les compétences propres découlant du principe de compétence générale, les compétences propres mises à la charge des municipalités par la loi et les compétences étatiques assurées par les municipalités par délégation du *Land*.

C'est le ministère de l'Intérieur de la Bavière qui supervise les élections communales. En 2002, la quasi-totalité des 40 000 élus communaux de la Bavière a dû se présenter devant les électeurs pour un mandat de six ans. Au même moment, les citoyens des pays membres de l'Union européenne ont pu participer à l'élection du parlement européen pour une deuxième fois.

1.3 Palier régional

➤ Länder

Il y a 16 *Länder* en Allemagne. Pour des fins de comparaison avec les autres pays de l'Union européenne, les *Länder* sont désignés comme constituant le palier régional du pays. Les *Länder* sont des États fédérés qui partagent la souveraineté étatique avec l'État fédéral. La Constitution allemande prévoit que les *Länder* ont la qualité d'État dans les domaines que la Loi fondamentale (Constitution) n'attribue pas expressément au *Bund*, c'est-à-dire à la fédération. Les *Länder* ont leurs propres compétences en matière de législation, d'administration et de jurisprudence. Puisque les municipalités n'ont pas de contacts directs avec le *Bund*, le rôle étatique revient en fait au *Land*.

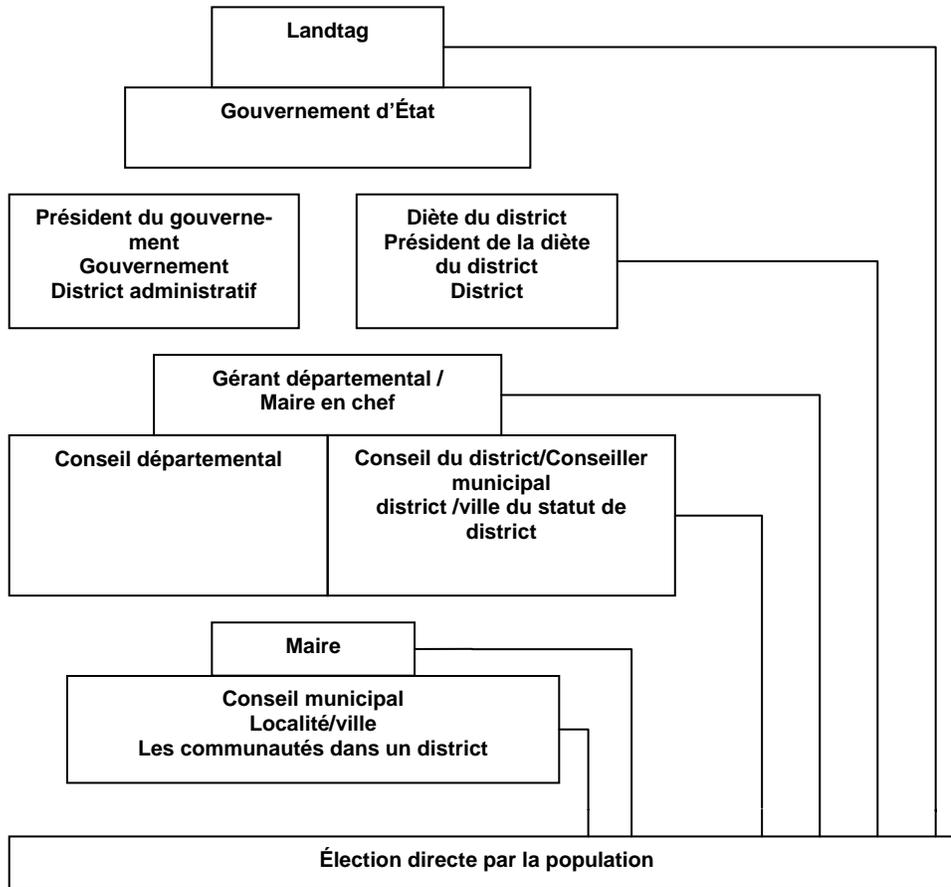
Le *Land* de la Bavière compte 12 millions d'habitants.

- Compétences

Les compétences de la Bavière sont détaillées dans la partie suivante. Elles s'assimilent à celles d'un État souverain, exception faite des domaines réservés à la fédération : la politique étrangère, la défense, la monnaie et les services publics.

La Figure 4 de la page suivante expose la structure de l'administration dans le *Land* de la Bavière.

Figure 4 : Administration centrale et administration communale autonome



➤ **Arrondissements**

• **Statut**

Les arrondissements constituent le niveau supracommunal dans le tissu administratif des collectivités en Allemagne. L'arrondissement (*Landkreis* ou *Kreis*) regroupe plusieurs municipalités de tailles variables, à l'exception des grandes métropoles qui ont un statut à part. L'arrondissement est une collectivité locale dotée d'une personnalité morale. Le statut particulier des arrondissements est arrêté dans les codes d'arrondissement des *Länder*. Outre leur statut de collectivité avec leurs compétences propres, les arrondissements constituent aussi des circonscriptions électorales. À cet effet, il existe parallèlement à l'administration propre à la municipalité, une administration du *Land* qui gère les compétences de ce dernier au niveau communal pour une population variant en général entre 100 000 et 300 000 habitants.

Les grandes métropoles ne font pas partie des arrondissements mais en exercent les compétences. En Bavière, pour qu'une ville puisse se voir accorder le statut de ville assimilée à un arrondissement, elle doit compter au moins 50 000 habitants.

La nature de l'arrondissement est tout à fait similaire à celle de la municipalité. Il en possède tous les éléments constitutifs. La différence de nature ne se pose que vis-à-vis du *Land*.

- Compétences

Les arrondissements ou districts (*Landkreise*) exercent des fonctions de caractère complémentaire couvrant plusieurs municipalités (fonctions intermunicipales). Les districts s'acquittent de toutes les tâches de caractère public qui dépassent les moyens financiers des municipalités qui les composent, à moins que la loi n'en dispose autrement.

Les arrondissements en tant que collectivités territoriales remplissent des compétences qui dépassent les moyens financiers et les capacités de gestion des municipalités, surtout des municipalités rurales, qui se trouvent sur leur territoire. Ils constituent donc une sorte de coopération intercommunale obligatoire. En effet, les municipalités qui se trouvent sur leur territoire doivent nécessairement faire place à l'arrondissement dans les domaines de sa compétence.

Les prérogatives les plus importantes des arrondissements sont : le pouvoir d'organisation, le pouvoir de recruter et de gérer du personnel, le pouvoir financier et budgétaire, et le pouvoir d'édicter des règles de droit. Leurs compétences figurent dans les codes d'arrondissements des *Länder*.

➤ **Associations de municipalités : les comtés**

Les comtés (*Bezirke*) constituent en Bavière un troisième échelon. Il se situe juste sous l'échelon suprême, celui du *Land*. Les comtés sont des associations municipales formées afin de renforcer l'efficacité de l'autonomie locale. Ils accomplissent aussi des tâches interrégionales.

Ces associations de municipalités exercent des fonctions pour le compte des communautés qui en sont membres, fonctions que les unités territoriales plus importantes peuvent exécuter de façon plus efficace. Dans les autres *Länder*, ces fonctions sont exécutées en partie par le *Land*.

Dans les comtés, l'organe compétent est l'assemblée de comté (*Bezirkstag*).

- Compétences

La coopération locale s'étend aux tâches qui dépassent les capacités administratives de chaque municipalité ou qui ne peuvent être exécutées d'une manière rentable et efficace qu'au sein de groupements plus vastes.

Habituellement, les compétences de ces associations de comtés sont l'approvisionnement en eau et l'évacuation des eaux usées, l'évacuation des déchets et des restes d'animaux, la construction et l'entretien des routes, l'installation et l'entretien des zones de loisirs, l'entretien des écoles d'enseignement pour adultes, la protection contre les incendies et les services de secours.

1.4 Palier national

Le palier fédéral (*Bund*) assume son autorité législative par rapport aux domaines qui lui sont attribués dans la Loi fondamentale : la politique étrangère, la défense, la monnaie et les services publics. Le fédéral assume aussi une autorité législative importante par rapport à des domaines gérés par les *Länder* et les collectivités locales (environnement, emploi, aide sociale, etc.).

2 Portrait détaillé des compétences assumées par chacun des paliers

(Voir le tableau à l'Annexe 1 qui détaille la prise en charge des compétences pour chaque palier.)

➤ Services publics généraux

Les municipalités contribuent à l'établissement des nombreuses statistiques nécessaires à l'adoption de décisions politiques au niveau de l'État ou au niveau fédéral. Les autorités municipales apportent leur concours pour :

- les élections aux parlements de l'État, fédéral et européen;
- l'inscription des enfants d'âge scolaire et des jeunes soumis à la conscription;
- certains services sociaux.

Le ministère de l'Intérieur bavarois assure l'entretien, la rénovation et les travaux divers afférents à un parc de bâtiments représentant deux fois la ville d'Augsbourg qui est une ville d'environ 250 000 habitants. Le département des bâtiments de l'État du ministère de l'Intérieur est l'un des plus gros clients pour le secteur bavarois de la construction. Les offices de la construction décident, en coopération avec des architectes indépendants, des ingénieurs et des artistes, d'environ 1,2 G€ d'investissements par an. Ces fonds, affectés à la construction ou à la conservation d'un parc immobilier de valeur, assurent en même temps des emplois dans toute la Bavière. En outre, le département des bâtiments de l'État exerce des activités de conseil dans le cadre de sa mission d'aide à des projets de construction communaux (écoles et hôpitaux, par exemple) pour un volume de plus de 2,1 G€ par an.

Le département des bâtiments de l'État distribue ses fonds sur la quasi-totalité du patrimoine immobilier de la Bavière englobant des universités et écoles supérieures aussi bien que les chantiers navals du lac Königssee ou la restauration et la conservation de nombreux châteaux, cathédrales et églises célèbres dans le monde comme la Wieskirche. La distribution des fonds du département des bâtiments de l'État s'étend désormais depuis sa fusion avec l'administration financière de la construction, à la majeure partie des bâtiments de la République fédérale d'Allemagne en Bavière, tels que les installations militaires de la *Bundeswehr* (forces armées fédérales) et de l'OTAN ou les bâtiments des administrations du travail et des finances.

Le département des bâtiments de l'État a aussi comme mission de conseiller les administrations et les organismes publics intervenant en qualité de maîtres d'ouvrage, d'entretenir des constructions aussi bien que de construire des bâtiments fournis clés en main. L'administration des bâtiments de l'État travaille à l'étude de questions techniques fondamentales comme la construction à prix modéré ou écologique, la réduction de l'émission de CO₂ par l'abaissement de la consommation d'énergie ou la rationalisation et la planification des besoins (Bavière, 2004).

➤ Police, incendie et protection civile

- Police bavaroise

Le ministère de l'Intérieur est l'autorité suprême de la police bavaroise. Ses effectifs sont composés d'environ 33 000 fonctionnaires, de 3 800 employés et de quelque

1 400 ouvriers. La principale mission de la police est de lutter contre la criminalité. La police bavaroise garantit la sécurité et l'ordre public. Après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, la Bavière a adopté un catalogue de mesures de sécurité doté de 200 M€, le plus important de tous les *Länder* de l'Allemagne, permettant ainsi de créer 650 nouveaux emplois dans la police bavaroise.

Les citoyens participent à l'effort de sécurité. Cet engagement des citoyens s'exprime, par exemple, par des rondes de sécurité qui ont été instaurées dans 50 villes bavaroises. Dans ce cadre, environ 514 citoyens se font les auxiliaires bénévoles de leur police locale.

La police bavaroise lutte aussi contre les principales causes d'accidents de la circulation, c'est-à-dire la conduite sous l'emprise de l'alcool ou de drogues. Elle mène des opérations d'information auprès des groupes à risque et procède aussi à des contrôles (Bavière, 2004).

- Service de protection de la Constitution

Le Service de protection de la Constitution est un « système d'alarme précoce » pour les dangers menaçant l'ordre fondamental, démocratique et libéral. Il a la responsabilité de détecter les dangers et d'informer les autorités et le public. La loi lui donne pour mission d'observer les courants contraires à la Constitution comme les groupements extrémistes de droite, de gauche et étrangers ou des organisations religieuses comme l'Église de scientologie.

Le Service est également chargé par la loi de remplir les fonctions du contre-espionnage et, jusqu'à ce jour, uniquement dans le *Land* de la Bavière, d'observer les mouvements et les activités de la criminalité organisée. Les prérogatives du Service de protection de la Constitution sont fixées par la loi avec précision. (Bavière, 2004).

- Services de secours

Afin d'assurer les services de secours les plus rapides possible dans les cas d'urgence (incendies, catastrophes), le ministère de l'Intérieur de la Bavière a alloué près de 42 M€ de subventions aux municipalités, aux organisations de secours et aux associations en 2002.

Quelque 330 000 pompiers bénévoles (dont près de 16 000 femmes) constituant plus de 7 800 corps de sapeurs-pompiers bénévoles assurent la protection contre les incendies dans les villes et les municipalités de la Bavière. En cas de nécessité, 280 corps de sapeurs-pompiers professionnels, d'usine et d'exploitation se tiennent également prêts à intervenir. En 2002, le ministère de l'Intérieur a affecté environ 17 M€ pour l'acquisition de véhicules et de matériel d'intervention. Les ramoneurs contrôlent la sécurité des installations de chauffage et d'aération. Les missions des services de ramonage sont définies par les règlements du ministère de l'Intérieur.

La gestion des catastrophes est essentiellement assurée par le recours aux forces d'intervention des sapeurs-pompiers, des organisations de secours et du service de secours technique. Grâce au concours fédéral, le dispositif est complété par 2 500 véhicules et 21 000 secouristes. Le ministère de l'Intérieur bavarois affecte environ 2 M€ par an aux secours rapides en cas de catastrophe; 9,75 M€ sont disponibles à cet effet pour la période de 2002 à 2004 dans le Fonds de sécurité pour la Bavière (*Sicherheitspaket Bayern*).

Le Service de sauvetage couvre tout le territoire. En 2002, l'État libre de la Bavière a affecté plus de 15,3 M€ à ce service incluant le sauvetage dans les mines et sur l'eau. Les intervenants sont des organismes publics et privés disposant de plus de 1 300 véhicules d'intervention dont l'utilisation est gérée par 26 centres de direction. En complément, le service de sauvetage public dispose en Bavière de huit hélicoptères de sauvetage ainsi que de quatre hélicoptères de transport équipés d'une unité de soins intensifs (services et infrastructures d'utilité publique (Bavière, 2004)).

➤ Développement économique

Avec l'Italie, l'Allemagne compte parmi les États membres de l'Union européenne qui présentent les plus grandes disparités régionales en matière de chômage en raison bien sûr de la réunification du pays. La politique de l'emploi appliquée par les *Länder* est complémentaire de celle du niveau fédéral et tente de stimuler les autorités locales. Les *Länder* et les municipalités coopèrent afin d'établir et de coordonner des réseaux régionaux rassemblant tous les acteurs impliqués dans la politique de l'emploi, ce sont les « pactes territoriaux pour l'emploi » (Comité des régions, 2002).

➤ Éducation et garde d'enfants

La législation et les programmes concernant la politique familiale sont adoptés par le gouvernement fédéral. Les *Länder* peuvent adopter des lois complémentaires (ex. : pour les écoles maternelles) à la législation fédérale. Cette possibilité est cependant réduite. Par contre, ils peuvent élaborer des programmes qui complètent ceux du fédéral en fonction de leurs moyens financiers. Les gouvernements locaux ont la responsabilité des établissements de garde d'enfants (Comité des régions, 2002).

De façon générale, les *Länder* engagent le personnel scolaire, primaire et secondaire, alors que les municipalités fournissent les infrastructures.

➤ Culture, loisirs et sports

Ce domaine est essentiellement réservé aux collectivités locales qui gèrent notamment les bibliothèques, les musées et les équipements de loisirs.

➤ Environnement et protection de la nature

Depuis les années 1970, l'Allemagne est pionnière dans la protection de l'environnement. Le gouvernement fédéral a utilisé son droit de légiférer dans de nombreux domaines, toutefois, la mise en œuvre des lois incombe aux *Länder*. Les tâches exécutives des *Länder* ont augmenté parallèlement à l'extension de la législation européenne en matière d'environnement. Les *Länder* participent à la Conférence des ministres de l'Environnement des *Länder* et ils influencent la législation fédérale par le biais de leur représentation au *Bundesrat* (chambre basse).

Le gouvernement fédéral est responsable de l'énergie nucléaire et légifère sur la plupart des questions concernant l'environnement. Les *Länder* délivrent des permis pour les sites industriels, les centrales électriques, les décharges et les déchets. Ils s'occupent du transport des déchets spéciaux, de l'évacuation des eaux d'égout dans les fleuves, les cours d'eau et les canalisations. Les *Länder* effectuent des rapports à partir des stations de mesures, surveillent et contrôlent les émissions de gaz, classent les zones protégées et assurent la répression des contrevenants. Les gouvernements locaux s'occupent de planification des projets, de l'agriculture, de la voirie, de la distribution de l'eau, des eaux

usées, du recyclage des déchets récupérés et des anciens systèmes d'égouts, de la réduction du bruit et enfin, du contrôle de l'impact environnemental de l'approvisionnement en énergie (Comité des régions, 2002).

➤ Santé et services sociaux

En Allemagne, c'est le gouvernement fédéral qui légifère et établit les programmes en matière de santé publique. Les *Länder* ont la responsabilité de la planification en ce qui concerne les hôpitaux et ils établissent des programmes de soins de santé et des campagnes d'information. Les gouvernements locaux assument les services de santé primaires (hôpital) en coopération avec les districts et le *Land* (Comité des régions, 2002).

➤ Logement et aide sociale

En Allemagne, le pouvoir fédéral possède la plupart des compétences législatives dans le domaine de la politique sociale. Cependant, la mise en œuvre est décentralisée et dévolue aux *Länder* et aux pouvoirs locaux. Lorsque leurs ressources financières le permettent, les autorités du *Land* essaient de compléter les programmes nationaux par leurs initiatives propres. Les gouvernements locaux administrent, distribuent et complètent le financement de l'aide sociale. Ils offrent aussi des services de conseil et doivent mettre en œuvre les législations et les réglementations élaborées par le fédéral et les *Länder*.

Depuis quelques années, devant la montée en flèche des dépenses dans le secteur de l'aide sociale, les districts et les municipalités ont dû consacrer la majorité de leurs revenus à l'aide sociale. Le problème du financement de l'aide sociale est une source permanente de conflits entre le niveau local, les *Länder* et le niveau fédéral (Comité des régions, 2002).

Les ménages à faible revenu bénéficient d'une aide du *Länder*. En 2001, la Bavière a ainsi affecté de l'aide à la construction de près de 8 800 habitations à loyer modique, maisons habitées par le propriétaire et logements en propriété ainsi que de 3 600 places dans des maisons de retraite, foyers de handicapés et logements d'étudiants. En outre, 320 M€ d'allocation logement ont été distribués cette même année aux personnes à faibles revenus.

Dans le cadre du programme *Siedlungsmodelle*, en coopération avec les municipalités le ministère de l'Intérieur bavarois a affecté 100 M€ provenant de recettes de privatisations d'équipement à la réalisation de lotissements pilotes, innovants, offrant des modèles pour le futur et des logements à près de 10 000 personnes.

Les modèles de logement donnent des exemples de constructions, et d'habitations à prix modique, séduisantes et écologiques. Depuis 1985, près de 100 M€ ont été affectés au financement d'une centaine de projets créant environ 2 500 logements. La construction expérimentale d'habitations met l'accent sur le caractère écologique de la construction (Bavière, 2004).

➤ Transport

La situation géographique de l'Allemagne en fait un pays de transit, tant dans l'axe nord-sud qu'est-ouest. Cela pose donc de sérieux problèmes de trafic routier. C'est le gouvernement fédéral qui émet la législation-cadre dans le domaine du transport. Il a aussi l'exclusivité législative en ce qui concerne le transport aérien, les routes et les autoroutes fédérales, les chemins de fer fédéraux et les voies navigables. Les *Länder* sont responsa-

bles des routes régionales, des chemins de fer régionaux, du transport public au niveau régional et assument la coresponsabilité administrative pour les routes fédérales qui leur sont déléguées. Les collectivités locales sont responsables des routes locales et des transports publics au niveau local (Comité des régions, 2002).

Les missions du ministère de l'Intérieur englobent la planification générale de la construction de routes (aménagement du réseau, plan des besoins et des travaux d'aménagement), la planification des routes et la préparation des procédures de vérification de la conformité avec les plans d'aménagement du territoire et des procédures d'approbation des sites ainsi que la gestion et l'entretien du réseau. Le ministère de l'Intérieur remplit, en outre, une mission de conseil auprès des arrondissements et des municipalités. En application de la Loi sur le financement du trafic communal (*Gemeindeverkehrsfinanzierungsgesetz* ou GVFG), la Bavière affecte chaque année 160 M€ en aide à la construction de routes départementales et communales (Bavière, 2004).

➤ Planification et aménagement du territoire

En matière d'urbanisme, l'administration de la construction du ministère de l'Intérieur remplit une mission de conseil auprès des villes et des municipalités lors de la planification des projets, de la création de nouveaux espaces résidentiels et de nouvelles zones d'activité industrielles, par exemple. Le ministère de l'Intérieur encourage des projets pilotes, des concours et des expertises par des aides à la planification.

La section ingénierie du ministère de l'Intérieur s'occupe des réglementations techniques concernant la stabilité statique, la protection contre les incendies, l'isolation thermique et acoustique des constructions, de l'introduction de produits et de types de construction innovants ainsi que de l'harmonisation des réglementations techniques aux niveaux fédéral et communautaire, l'objectif étant de s'en tenir au minimum de réglementation indispensable.

Le département des affaires centrales de l'Administration centrale de la construction et de l'urbanisme est compétent pour les questions touchant à l'organisation, au budget et au personnel de l'Administration bavaroise de la construction. Les effectifs de l'Administration bavaroise de la construction sont d'environ 12 000 personnes au total, dont près de 80 % d'ouvriers et d'employés de soutien. Elle réalise un volume de construction de près de 7 G€ par an.

L'aménagement de l'environnement et la protection des sites naturels occupent une grande place dans tous les projets de construction. En dépit de toutes les politiques de réduction des coûts et des affectations budgétaires, la protection de la nature et des sites conserve une priorité absolue (Bavière, 2004).

3 Description du cadre de financement des instances locales³⁹

3.1 Revenus des gouvernements locaux

Afin de pouvoir agir librement, les municipalités ont besoin de ressources propres. Leurs recettes sont définies dans le cadre global de la répartition des finances publiques entre

³⁹ Conseil de l'Europe (1999). *Structure et fonctionnement de la démocratie locale et régionale Allemagne, Situation en 1998*, Série « Structure et fonctionnement de la démocratie locale et régionale », Éditions du Conseil de l'Europe, p. 33 - 39.

les différents niveaux des pouvoirs publics : la fédération (Bund), les *Länder* et les collectivités locales. Cette méthode est appelée à changer d'ici 2005.

Suivant le système défini par la Loi fondamentale, les différentes collectivités territoriales reçoivent directement certaines recettes par le biais d'un régime de péréquation financière primaire. Cette péréquation se subdivise en deux. Une partie est appelée « système de partage » et une seconde est dénommée « système commun ».

Dans le cadre du système de partage, chaque collectivité locale dispose directement de recettes en provenance d'impôts fixés par la Constitution. Les municipalités perçoivent les impôts dans les secteurs suivants : impôts réels (impôt foncier et taxe professionnelle) et impôts de consommation (impôts sur les spectacles, les boissons, les résidences secondaires, taxes sur les chiens, des sapeurs-pompiers).

Dans le cadre du système de recettes municipalités, les trois impôts les plus importants (sur le revenu, sur les sociétés et sur les chiffres d'affaires) entrent dans un pool commun et sont redistribués par la suite selon des quotes-parts préétablies. À cela s'ajoute une péréquation secondaire et compensatoire qui a pour but de pallier les effets discriminatoires de la première étape. Une péréquation horizontale est effectuée entre les *Länder*, les plus riches venant en aide aux plus pauvres. Une péréquation verticale s'opère entre la Fédération et les *Länder*, d'une part, et entre les *Länder* et les municipalités d'autre part. Cette aide des *Länder* aux municipalités peut être obligatoire ou facultative. En somme, la variété des recettes que les municipalités peuvent percevoir est très grande. (Welz, 2002)

3.2 Détails des sources de revenu de chaque palier local

À l'instar des municipalités, les arrondissements sont dotés de ressources financières propres. Les recettes des arrondissements sont décrites par la Loi fondamentale, les constitutions des *Länder*, leurs lois concernant le statut des arrondissements, les lois fiscales et les lois de péréquation financière. La Loi fondamentale ne prévoit pas directement une source d'impôt réservée aux arrondissements, mais elle habilite les *Länder* à doter les arrondissements de ressources propres en vertu du système de partage d'impôt.

Règle générale, certains petits impôts de consommation sont réservés aux arrondissements (chasse et pêche, licence des débits de boissons). Les *Länder* peuvent aussi céder aux arrondissements la taxe sur les mutations de propriétés immobilières. Les arrondissements ont le droit de percevoir de redevances pour les services rendus, comme l'enlèvement des ordures ménagères.

Une autre source de recettes est constituée par les dotations des *Länder* dans le cadre de la péréquation. Ce montant avoisine 32 % des recettes totales des arrondissements.

Si les ressources en provenance d'impôts, de taxes, de subventions et d'emprunts ne suffisent pas pour doter les arrondissements de recettes adéquates, ceux-ci peuvent recourir à une contribution qui frappe les municipalités appartenant à l'arrondissement. Cette contribution locale est devenue la principale ressource financière des arrondissements au cours des dernières années. Elle repose sur l'idée que l'arrondissement assume des compétences qui sont dans l'intérêt de tous les habitants et de toutes les municipalités de son territoire. La contribution est décidée par l'assemblée de l'arrondissement sans que les municipalités aient la possibilité de s'y opposer. Elle doit cependant être versée dans l'intérêt du public et doit être proportionnée. (Welz, 2002)

3.3 Dépenses des gouvernements locaux

Les collectivités locales disposent des revenus suivants :

- les impôts sont la principale source de revenus; en 1996, ils représentaient 30,55 % de leurs revenus;
- les subventions de l'État représentaient, en 1996, 34,63 % des revenus des collectivités locales;
- les redevances et contributions représentaient 15,11 % des revenus locaux en 1996;
- les autres sources de revenus représentaient, en 1996, 19,71 %.

➤ Impôts

En application de l'article 106, paragraphe 6, de la Loi fondamentale, les municipalités sont en droit de lever :

- des impôts sur la propriété (impôts fonciers et taxes sur les activités industrielles et commerciales);
- des taxes locales sur la consommation et des taxes locales sur la valeur ajoutée.

Sur cette base, les municipalités prélèvent les impôts fonciers suivants :

- taxes sur les activités industrielles et commerciales (en fonction du revenu et du capital);
- impôt foncier A (activités agricoles et forestières);
- impôt foncier B (biens immobiliers).

Ces impôts et taxes sont fixés et levés par les municipalités sur la base d'un avis d'imposition dressé par les services fiscaux. Les municipalités ont le droit de fixer le taux des taxes sur les activités industrielles et commerciales et celui des impôts fonciers. Les municipalités transfèrent au gouvernement fédéral et au gouvernement de l'État une fraction des taxes sur les activités industrielles et commerciales. Cette pratique a été introduite en 1969 en contrepartie de la part des taxes salariales et de l'impôt sur le revenu que perçoivent les municipalités.

À côté des impôts perçus par les États, conformément à la législation fédérale ou à celle de l'État, les municipalités peuvent percevoir des taxes locales sur la consommation et des taxes locales sur la valeur ajoutée. Le fondement juridique de cette taxation réside en partie dans les dispositions légales de l'État et, pour une autre partie, dans les arrêtés des collectivités locales, qui sont habilitées à les promulguer en vertu de la législation des États sur les impôts locaux. Ces taxes complémentaires peuvent comprendre les catégories suivantes :

- taxe sur les chiens;
- taxe sur la chasse (en règle générale, cette taxe est prélevée par les districts urbains et ruraux);
- taxe sur les divertissements (frappant les activités récréatives rémunérées, par exemple machines à sous, projections de films et spectacles de strip-tease, danses, golfs miniatures, bowlings);

- taxe sur les boissons (à l'exception de la bière; la vente des boissons destinées à la consommation immédiate est taxée);
- permis d'exploitation de débits de boisson (pour l'ouverture d'un débit de boisson);
- taxe sur les résidences secondaires (servant de deuxième lieu d'habitation, en sus de la résidence principale).

En application de l'article 106 de la Loi fondamentale, les municipalités sont habilitées, à l'instar de la Fédération et des États fédérés, à recevoir une partie des recettes de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de l'impôt sur le revenu. Leur partie de l'impôt sur le revenu est déterminée sur la base du paragraphe 1 de la Loi sur la réforme des finances municipales et s'élève actuellement à 15 % du revenu de l'impôt sur les salaires et de l'impôt sur le revenu estimés qui revient à l'État fédéré respectif. La somme totale qui revient aux municipalités est distribuée entre celles-ci proportionnellement aux recettes d'impôt sur le revenu qu'elles ont produites. À présent, la partie de la TVA qui revient aux municipalités s'élève à 2,2 %. Elle est distribuée entre les municipalités par l'État en fonction de son emplacement et de sa force économique.

➤ **Subventions de l'État**

Les subventions (fonds ne donnant pas lieu à un remboursement) sont accordées par les instances supérieures conformément à la législation de l'État en matière de péréquation financière entre les municipalités ou en vertu de dispositions spéciales. Les fonds alloués aux collectivités locales par l'État fédéral sont également acheminés par l'intermédiaire du budget de l'État.

Le montant et la composition des subventions sont essentiellement déterminés par la structure de l'État et son poids économique. Les subventions allouées aux collectivités locales appartiennent aux catégories suivantes :

- Subventions de caractère général

Ce sont des subventions sans affectation spéciale, destinées à égaliser la capacité de taxation des municipalités :

- subventions destinées à compenser les dépenses engagées dans l'exécution de tâches obligatoires;
 - subventions de caractère général destinées à couvrir en partie le coût des transports scolaires;
 - subventions de caractère général destinées à l'entretien des routes;
 - ajustements relatifs aux coûts supportés par les organismes d'assistance sociale et de secours aux victimes de la guerre.
- Subventions d'investissement
 - subventions d'investissements de caractère général, non liées à des fins spécifiques;
 - affectation d'une part du revenu produit par la taxe sur les véhicules à la construction de routes;
 - subventions d'investissements à des fins spécifiques, notamment la construction d'écoles, de jardins d'enfants, de locaux destinés à abriter l'équipement de lutte contre les incendies, d'hôpitaux, de routes, d'installations d'évacuation des dé-

chets, de réseaux d'approvisionnement en eau et d'usines de traitement des eaux usées.

- Subventions sur demande

Les subventions sur demande sont destinées à venir en aide aux collectivités locales connaissant une situation financière difficile.

- Subventions subordonnées à la participation financière des collectivités locales ou régionales

Certaines subventions de l'État affectées à des projets d'investissement des collectivités locales peuvent prendre la forme soit de montants forfaitaires, soit d'un financement proportionnel au coût total. En règle générale, les municipalités participent au financement des coûts d'investissement.

➤ **Péréquation**

Le système de péréquation financière entre l'État et les collectivités locales alimente généreusement les budgets des municipalités (près de 7,6 G€ en 2002). De nouveaux règlements leur permettent d'expérimenter des modèles de gestion modernes, applicables au budget, à l'organisation et à l'action administrative.

BIBLIOGRAPHIE

BAVIÈRE (Page consultée en juin 2004). *Site de la Bavière*, [en ligne], <http://www.bayern.de/French>

COMITÉ DES RÉGIONS (2001). *Les pouvoirs régionaux et locaux en Europe : Emploi, politique sociale, environnement, transports et formation professionnelle*, Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 360 p.

COMITÉ DES RÉGIONS (Page consultée en mai 2004). *Devolution in Germany*, [en ligne], http://www.cor.eu.int/pdf/documents/etudes/deutschland_en.pdf

CONSEIL DE L'EUROPE (1999). *Structure et fonctionnement de la démocratie locale et régionale Allemagne, Situation en 1998, étude éditée dans la série « Structure et fonctionnement de la démocratie locale et régionale »*, Éditions du Conseil de l'Europe, 45 p.

DELCAMP, Alain, et John LOUGHLIN (2002). « Introduction », dans Alain Delcamp et John Loughlin (dir.), *La décentralisation dans les États de l'Union européenne*, Paris, Collection Notes et études documentaires, Collection « Les études de la documentation française », p. 11-26.

MINISTÈRE BAVAROIS DE L'INTÉRIEUR (Page consultée en juin 2004). *Site officiel du Ministère bavarois de l'Intérieur*, [en ligne], <http://www.stmi.bayern.de/sprachen/francaise/welcome.htm>

WELZ, Christian (2002). « Collectivités locales en Allemagne : entre fédéralisme et subsidiarité », dans Alain Delcamp et John Loughlin (dir.), *La décentralisation dans les États de l'Union européenne*, Paris, La documentation française, Collection « Les études de la documentation française », p. 27-51.

FINLANDE

FINLANDE

1 Description générale des institutions existantes dans les divers paliers politico-administratifs

1.1 Tour d'horizon

L'adhésion de la Finlande à l'Union européenne a beaucoup modifié la structure administrative du pays. L'histoire politique et administrative de la Finlande est dominée par le couple État / municipalités. C'est sous la pression de l'Union européenne que la Finlande a créé ses dix-neuf régions en 1998. Le palier régional est donc tout à fait récent.

Cette volonté de l'Union européenne d'encourager le développement des régions répond à une nécessité de rapprocher le pouvoir des citoyens. Pour Delcamp et Loughlin (2000), « les notions d'autonomie locale et régionale sont aujourd'hui au premier plan de l'actualité institutionnelle » puisqu'elles constituent des solutions pour « enrayer ce qu'il faut bien appeler une crise de croissance et une contestation de la forme traditionnelle de l'État ». Dès les années 1980, la politique régionale européenne a pris une dimension importante puisqu'elle était destinée à préparer les pays les plus faibles à faire face au marché unique et éventuellement à l'euro. Ainsi, l'entrée dans l'Europe de la Finlande a accéléré le processus de décentralisation des pouvoirs qui était déjà en cours dans le pays (Delcamp et Loughlin, 2000).

En Finlande, il existe trois paliers de compétence, soit le niveau national, le niveau régional et les municipalités. Il existe aussi des subrégions qui sont essentiellement le regroupement, à l'intérieur d'une même région, de quelques municipalités qui entendent ainsi partager certains frais. Ces subrégions n'ont pas de personnel ou de pouvoirs propres. Elles n'ont juridiquement aucun pouvoir hiérarchique ni de contrôle. Les subrégions ont été rendues possibles grâce à un amendement à la loi sur le développement régional en 2002.

1.2 Palier local

➤ Municipalités

L'autonomie municipale est reconnue par la Constitution de 1999. La Loi relative aux municipalités (1995) contient des règles plus spécifiques sur l'organisation de l'administration municipale et son fonctionnement. La Finlande compte 446 municipalités ou *kuntas*. Il existe de grandes disparités entre les municipalités sur le plan de la population, de la superficie, des ressources, de la situation géographique et du nombre d'emplois. En majorité, elles comptent moins de 11 000 habitants. Cependant, toutes les communautés sont organisées selon le même modèle. Elles ont le même statut juridique, exercent les mêmes responsabilités, sont investies d'une égale autorité et ont le même type d'organe démocratique et de corps exécutifs. La péréquation gérée par l'État central garantit un degré de base viable pour les finances municipales. En tout, quelque 442 000 employés municipaux gèrent les services offerts aux habitants.

En ce qui concerne les affaires locales, les organes de l'État n'interviennent que de manière limitée dans les activités des municipalités sauf dans des cas explicitement prévus par la loi. Le ministère de l'Intérieur contrôle en général le fonctionnement et la situation financière des municipalités et s'assure que les conditions de l'autonomie municipale sont prises en considération dans la rédaction de la législation concernant les municipalités.

➤ Organisation

Tous les quatre ans, aux élections municipales, les habitants élisent le conseil municipal qui décidera des affaires de la municipalité. Le conseil municipal est responsable de la gestion de la municipalité et de son fonctionnement devant la population. L'exécutif municipal élabore les questions portées devant le conseil municipal, prépare les dossiers dont celui-ci est saisi, défend les intérêts de la municipalité et représente celle-ci. Le conseil municipal désigne le maire, qui exerce ses fonctions sous la tutelle de l'exécutif municipal.

Les commissions ne sont pas obligatoires mais, dans la pratique, chaque municipalité a institué des organes composés de personnes déléguées dites « de confiance » pour gérer les affaires relatives à l'enseignement, aux services sociaux et de santé, ainsi qu'aux questions environnementales et sociétales.

➤ Compétences

La loi définit les compétences générales de la municipalité qui sont « d'assurer les fonctions qui paraissent [à la municipalité] résulter de son autonomie ainsi que celles qui lui sont conférées par la loi ». De nouvelles compétences ou charges ne peuvent être confiées ou retirées que par un acte de niveau législatif. D'autres actes législatifs significatifs précisent les compétences municipales dans différents domaines (environnement, protection sociale).

De façon plus précise, les municipalités sont responsables de la mise en place des services collectifs de base (santé, éducation, services sociaux, infrastructures, logements sociaux). Ces fonctions peuvent être assurées par le biais de sociétés privées concessionnaires. La coopération intercommunale (subrégions) joue aussi un rôle important dans la prestation des services publics. Les pouvoirs statutaires des municipalités se rapportent à la santé, à la sécurité sociale, à l'éducation des jeunes et des adultes, au travail des jeunes et à l'utilisation du territoire. Les pouvoirs généraux découlant du mandat du gouvernement local concernent la culture, les loisirs, la promotion du développement économique local, l'entretien des voies publiques, l'approvisionnement en eau et en électricité, etc.

1.3 Palier régional

➤ Régions

Par la Loi sur les régions de 1998, la Finlande a été subdivisée en dix-neuf régions en plus de la région autonome des îles Åland. Il existe donc vingt conseils régionaux (*maakunnan liitto*) qui agissent en accord avec les principes de la gouvernance locale (*local self-government*). En Finlande, le concept d'autonomie se réfère en priorité à l'autonomie et à l'administration municipale par les municipalités. Ainsi, même l'autonomie régionale est basée sur les municipalités. Le gouvernement régional émane des municipalités qui le composent. Les régions sont des organismes de coopération intermunicipale. Elles n'ont pas de personnel politique propre. Le financement des régions est essentiellement alimenté par des transferts financiers provenant des municipalités, de l'État et de l'Union européenne. Il est donc important de retenir que « l'autonomie régionale dans le système finlandais s'est créée « du bas vers le haut » et qu'elle se fonde fortement sur l'autonomie municipale » (Delcamp et Loughlin, 2000).

Depuis quelques années, le rôle des régions tend à se renforcer à la lumière des autres modèles européens et des recommandations du Conseil de l'Europe. Un processus conti-

nu de dévolution des tâches et des pouvoirs vers les régions prend progressivement place.

➤ **Compétences**

Tel qu'il est prévu dans la Loi sur les régions, les conseils régionaux agissent comme autorités de développement local. Ils ont des compétences statutaires en matière de développement économique et de planification. Les régions ont également en charge la défense des intérêts de leur territoire et exercent, de leur propre initiative, une grande variété de fonctions telles que la promotion du tourisme et de l'histoire locale et l'organisation d'activités culturelles et éducatives.

Les conseils régionaux sont responsables de la planification générale de la politique régionale et de son application, de même que des contacts internationaux dans leur région. Les délégués des conseils régionaux représentent le pays au sein de certaines structures internationales comme le Comité des régions, au niveau européen. Les régions entretiennent une relation de coopération frontalière avec la Russie, la région de Barents et la région de la mer Baltique. Elles sont aussi représentées dans de nombreux organismes européens et internationaux.

Les compétences des régions sont transférées par l'État ou les municipalités. L'État accomplit ce transfert par l'intermédiaire de la loi. Ces fonctions sont de nature administrative étant donné que les régions n'ont pas de compétence législative. Cela étant, leur participation à l'élaboration de la loi nationale ou de directives européennes ainsi qu'à d'autres mesures intéressant leur statut ou leur fonctionnement leur donne un certain poids.

➤ **Structure**

Il n'existe pas de loi spécifique sur l'organisation des régions. Leur statut est adopté par les municipalités qui les constituent. Elles sont des personnes juridiques indépendantes. Elles peuvent créer des compagnies ou d'autres sociétés de droit privé. Les régions peuvent aussi coopérer entre elles.

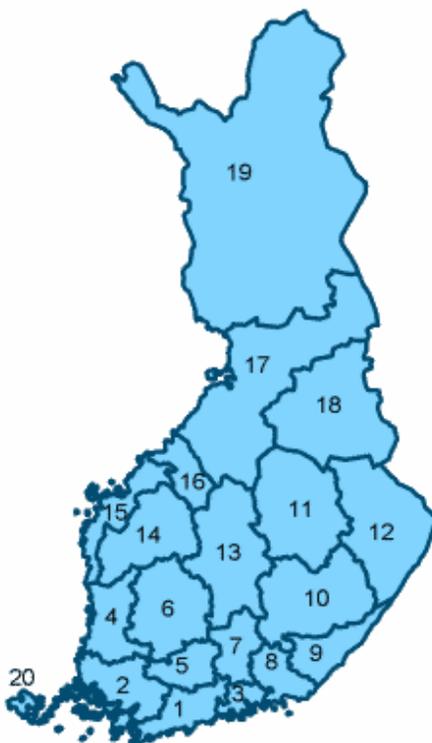
L'organe majeur de la région est l'Assemblée qui est élue par les conseils municipaux formant la région. Les membres de l'Assemblée doivent faire partie d'un de ces conseils municipaux. Elle adopte le budget, le plan à moyen terme et les programmes de développement régional, élit le bureau (responsable devant l'Assemblée) et nomme le directeur administratif de la région.

Les régions sont découpées en sous-régions fonctionnelles qui regroupent plusieurs municipalités. On dénombre 85 sous-régions, formées par les municipalités. Ce phénomène de subdivision est relativement récent et s'explique par la disparité qui existe entre les différentes municipalités. Afin d'assumer les responsabilités qui leur incombent, les petites municipalités se réunissent afin de partager les frais.

Le tableau suivant présente la population et la superficie des vingt régions finlandaises et recense le nombre de municipalités et de sub-régions qui les constituent. Chaque numéro dans le tableau correspond à une région de la carte présentée à la Figure 5.

Tableau 37 : Conseils régionaux de la Finlande

N°	Région	Population	Superficie (km ²)	Nombre de sub-régions	Nombre de municipalités
1.	Uusimaa	1 274 475	6 767,1	N/D	24
2.	South-West Finland	447 103	10 624,4	5	56
3.	Itä-Uusimaa	N/D	N/D	N/D	10
4.	Satakunta	240 000	N/D	4	28
5.	Häme	165 000	N/D	3	16
6.	Tampere Region	173 006	N/D	N/D	18
7.	Päijät-Häme	200 000	6 295,0	N/D	12
8.	Kymenlaakso	185 662	5 588,0	2	12
9.	South Karelia	137 149	7 236,2	N/D	14
10.	Southern Savo	164 471	19 181,0	N/D	20
11.	Northern Savo	260 000	N/D	N/D	25
12.	North Carelia	169 800	17 782,0	5	19
13.	Central Finland	264 762	19 763,0	7	31
14.	South Ostrobothnia	195 615	13 995,0	N/D	27
15.	Ostrobothnia	173 006	7 849,8	N/D	18
16.	Central Ostrobothnia	N/D (en finnois)	N/D	N/D	N/D
17.	North Ostrobothnia	360 000	N/D	8	43
18.	Kainuu	92 071	24 451,9	N/D	10
19.	Lapland	187 777	98 937,0	6	22
20.	Åland	25 000	N/D	N/D	16

Figure 5 : Régions de la Finlande

1.4 Palier national

➤ Compétences

La Finlande est un pays unitaire (à l'exception du statut autonome des îles Åland). Le noyau de l'administration de l'État est constitué de ministères et d'agences indépendantes. L'administration déconcentrée de l'État est répartie en six provinces et 90 districts. Le bureau provincial d'État constitue l'autorité exécutive et de police la plus élevée dans les provinces. C'est à elle qu'incombe la responsabilité de l'ordre et de la sécurité en général. C'est une autorité territoriale qui regroupe les compétences de sept ministères différents. Les tâches locales liées aux questions de sécurité, de recherche, de poursuite des auteurs d'infraction, d'application des décisions de justice et de tenue des registres d'état-civil sont effectuées par ses services. Les autorités supérieures de l'État ne peuvent donner aux organes subordonnés – provinces et districts – que des orientations. Les pouvoirs législatifs reposent exclusivement entre les mains de l'État central. Celui-ci conserve les pouvoirs administratifs généraux qui concernent la souveraineté nationale : justice, affaires étrangères, défense nationale et finances. Il partage les pouvoirs administratifs des autres champs. Ceux concernant l'administration locale sont rigoureusement limités.

➤ Organisation

Au niveau national, c'est le ministère de l'Intérieur qui s'occupe des municipalités. Il a la responsabilité de développer la législation et l'administration municipale, de procéder aux analyses et aux calculs liés aux finances des gouvernements locaux, de promouvoir la coopération entre l'État et les municipalités et de réaliser certains projets de développement. Les municipalités détiennent d'importants pouvoirs en Finlande. Plusieurs autres ministères sont aussi impliqués dans les relations avec les municipalités.

Le ministère de la Justice développe, prépare et met en œuvre la législation concernant les élections municipales et les procédures référendaires. Les ministères de l'Environnement, des Transports et des Communications et de l'Industrie et du Commerce développent et exécutent des tâches reliées aux infrastructures municipales et développent et mettent en œuvre la législation qui y est associée. Le ministère de l'Éducation et le ministère des Affaires sociales et de la Santé développent des services municipaux de base ainsi que la législation associée à ces services. Les ministères transfèrent aussi des budgets du gouvernement central vers les municipalités pour les aider à assumer ces responsabilités. De son côté, le ministère des Finances s'occupe des questions des taxes municipales, comme le calcul de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

2 Portrait détaillé des compétences assumées par chacun des paliers

(Voir le tableau à l'Annexe 1 qui détaille la prise en charge des compétences pour chaque palier.)

➤ Politique d'emploi

En Finlande, il existe des disparités régionales marquées en ce qui concerne le taux de chômage (7,6 % à 17,6 % en 2000). Ces disparités, de même que le chômage de longue durée et celui des jeunes, sont des problèmes majeurs pour le pays. Il revient aux municipalités de développer, de façon autonome ou en collaboration avec d'autres municipalités, des programmes de support.

➤ **Éducation**

Les municipalités gèrent l'éducation de base primaire et secondaire et la formation professionnelle. Les écoles élaborent un programme d'enseignement qui doit être conforme aux principes définis sur le plan national, tant pour les écoles primaires que secondaires (lycées). Dans plusieurs cas, les municipalités se sont regroupées pour offrir ce service.

➤ **Environnement et protection de la nature**

La politique environnementale recouvre l'aménagement du territoire et la protection de la nature et de l'environnement. La Finlande a adopté une approche visant le développement durable par la préservation de la biodiversité, du cadre de vie et du patrimoine architectural de même que par le développement des structures communautaires et de l'affectation des sols. Le ministère de l'Environnement élabore la politique et la législation environnementale et supervise leur application. Il revient aux municipalités de gérer leur mise en application. Les municipalités sont donc responsables de la protection de l'environnement.

Il revient aux municipalités de fixer les modalités des permis d'environnement (protection de l'air, de l'eau, du sol). Les municipalités, quant à elles, ont la charge de planifier l'utilisation du sol et de contrôler la construction. La politique des municipalités en matière de logement, de construction publique, d'entretien des voies de communication, de transport en commun, de parcs et d'espaces de plein air influe également sur la forme que prend l'environnement. Les municipalités délivrent des autorisations sur le plan environnemental, suivent l'état de l'environnement et surveillent les activités qui ont un impact sur celui-ci. Elles s'emploient également à promouvoir le développement durable et elles élaborent les programmes locaux de l'Agenda 21.

➤ **Santé et services sociaux**

En Finlande, la politique sociale comprend la sécurité sociale, les services sociaux, les services de santé et l'égalité entre les femmes et les hommes. Le système de sécurité sociale est bien développé. La sécurité sociale est principalement financée par l'impôt et non par un régime d'assurances. La responsabilité de la prestation des services sociaux et de santé appartient aux municipalités. Celles-ci peuvent fournir elles-mêmes ces services ou les acheter à des organisations privées. Elles peuvent aussi les offrir en collaboration avec d'autres municipalités. La gestion des programmes sociaux et de la santé représente 48 % des dépenses municipales. Les municipalités gèrent aussi la protection de l'enfance ainsi que la lutte contre l'alcoolisme et les stupéfiants. Une allocation de subsistance versée par la municipalité peut être accordée à des citoyens ou à des familles pour couvrir des dépenses provisoires lorsque leurs revenus ou leurs ressources ne suffisent pas à couvrir leurs besoins indispensables.

➤ **Transports**

La politique des transports englobe la planification et l'entretien des réseaux de transport et de télécommunications, la sécurité routière ainsi que les aspects environnementaux et économiques qui y sont reliés. Le système finlandais de transport a des problèmes spécifiques : le trafic est peu élevé, le climat est rude, le pays partage une frontière avec la Russie et utilise le même « écartement » des voies ferroviaires, différent du reste de l'Europe. Le principe de développement durable sous-tend le processus de planification routière. Les municipalités sont responsables de la grande majorité des infrastructures de transport routier, cependant dans les faits, ce sont des entreprises privées qui assument

la plupart des services de transport dans le cadre d'ententes de partenariat avec les municipalités.

3 Description du cadre de financement des instances locales

Les municipalités financent leurs dépenses, soit plus de 27 G€ par année, principalement par les impôts et les taxes, les subventions statutaires versées par l'État ainsi que par les redevances et la taxe sur le produit des ventes.

Les municipalités finlandaises ont le droit de percevoir l'impôt. Les impôts municipaux, les taxes immobilières et les prélèvements fiscaux perçus auprès des collectivités représentent plus de la moitié des recettes des municipalités. L'impôt municipal versé par les citoyens représente, en moyenne, 18 % de leurs recettes.

La part des droits et des recettes provenant des ventes des services publics représente le quart des revenus des municipalités. En majeure partie, les redevances sont perçues sur les services d'adduction d'eau, d'enlèvement des déchets, d'énergie et de transport.

L'État participe au financement des grandes missions statutaires qui incombent aux municipalités. Moins de 10 % des dépenses de l'action sociale et de la santé sont couvertes par des droits payés par les usagers.

Le régime de subventions de l'État nivelle les différences entre les municipalités et garantit, dans tout le pays, l'accès aux services sur un pied d'égalité. Les subventions statutaires accordées par l'État représentent moins d'un cinquième des recettes des municipalités.

L'enveloppe des emprunts municipaux représente environ 4,5 G€, et leur cotation de crédit sur les marchés financiers internationaux est bonne (Kunnat, 2004).

➤ Budget et contrôle des comptes

La gestion financière de la municipalité est basée sur le budget que le conseil municipal adopte pour l'année suivante. Le conseil municipal adopte aussi, par la même occasion, un plan de gestion municipale pour les trois années suivantes au moins. Le conseil municipal décide aussi du taux de la taxe municipale et du taux des taxes immobilières.

La Commission de contrôle des comptes, instituée par le conseil municipal, vérifie si les objectifs de fonctionnement et les objectifs économiques ont été atteints. L'audit de la comptabilité de la municipalité est confié à des auditeurs professionnels (Kunnat, 2004).

BIBLIOGRAPHIE

ASSOCIATION FINLANDAISE DES POUVOIRS LOCAUX ET RÉGIONAUX (Page consultée en mai 2004). *Site de l'Association finlandaise des pouvoirs locaux et régionaux*, [en ligne], http://www.kunnat.net/k_etusivu.asp?path=1;161;289

CONSEILS RÉGIONAUX DE FINLANDE (Page consultée en mai 2004). *Site des Conseils régionaux de Finlande*, [en ligne], <http://www.reg.fi/english/engindex.html>

DELCAMP, Alain, et John LOUGHLIN (2002). « Introduction », dans Alain Delcamp et John Loughlin (dir.), *La décentralisation dans les États de l'Union européenne*, Paris, La documentation française, Collection « Les études de la Documentation française », p.11-26.

FINLANDE (Page consultée en mai 2004). *La Constitution*, [en ligne], www.om.fi/constitution

FINLANDE (Page consultée en mai 2004). *Site du gouvernement de Finlande*, [en ligne], <http://www.government.fi/vn/liston/base.lsp?k=en>

JOUBE, Bernard (2003). *Transformations de l'État et régionalisation : expériences européennes*. 12 septembre. Notes de conférence.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR (Page consultée en mai 2004). *Site du Ministère de l'Intérieur de Finlande*, [en ligne], <http://www.intermin.fi/en>

IRLANDE

IRLANDE

1 Description générale des institutions existantes dans les divers paliers politico-administratifs

1.1 Tour d'horizon

En Irlande, le palier local dispose de peu d'autonomie. C'est au palier national que se situent la plupart des compétences. Depuis quelques années, on observe même une diminution des pouvoirs du palier local au profit des paliers régional et national.

En juin 1999, la Constitution de l'Irlande a été modifiée par référendum pour donner un fondement constitutionnel au gouvernement local. Dans l'article 28 A, la Constitution reconnaît « le rôle du gouvernement local comme lieu de représentation démocratique des communautés locales, exerçant et mettant en œuvre au niveau local les pouvoirs et les compétences octroyés par la loi, et en promouvant, par ses propres initiatives, les intérêts de ces communautés ».

Le système actuel date du 1^{er} janvier 2002. Il a été mis en place dans la foulée de l'adoption du *Local Government Act* de 2001. Il est composé de 29 conseils de comté (*county councils*), de 5 conseils urbains (*city councils*), de 6 conseils de bourg (*borough councils*) et de 79 conseils de ville (*town councils*). Cette nouvelle structure reflète la volonté du gouvernement d'adopter un système plus efficace.

1.2 Palier local

Les autorités locales irlandaises sont des organes élus au suffrage direct qui agissent sur un territoire limité. Les membres sont élus selon une représentation proportionnelle. Les conseils de comté (*county councils*) comptent de 20 à 46 membres, les conseils urbains (*city councils*), de 15 à 22, les conseils de bourg (*borough councils*), 12 membres et les conseils de ville (*town councils*), 9 membres.

Les employés des collectivités locales sont classés en sept catégories : principaux responsables, hauts fonctionnaires, cadres, cadres techniques, employés de bureau, techniciens et ouvriers. Au total, en 2001, les autorités locales employaient 27 500 personnes sur un total d'agents publics au sens large de plus de 160 000, soit 17,2 %.

➤ Compétences

Les autorités locales disposent de peu d'autonomie. Les principales compétences du gouvernement local sont aujourd'hui définies par le *Local Government Act* de 2001. Les autorités locales ont une compétence générale pour engager toute action considérée comme nécessaire ou souhaitable pour servir les intérêts de la collectivité locale. Cependant, cette compétence ne doit pas déboucher sur un conflit avec la politique nationale. En somme, les responsabilités des autorités locales sont limitées et contrôlées rigoureusement par le gouvernement central. Le Tableau 38 présente les principaux services rendus par les autorités locales irlandaises en 2001.

Tableau 38 : Principaux services rendus par les autorités locales irlandaises en 2001

Service	Répartition	Montant (M€)
Logement	17,5 %	420
Transports et sécurité routière	33,0 %	807
Adduction d'eau et assainissement	5,0 %	130
Protection de l'environnement	21,5 %	520
Culture et loisirs	10,0 %	250
Santé et sécurité sociale	7,0 %	160
Autres	6,0 %	144
Total	100,0 %	2 431

1.3 Palier régional

En Irlande, il existe deux assemblées régionales qui s'occupent des nouveaux programmes régionaux mis en place dans le cadre du *National Development Plan*. Huit corps régionaux ont été créés en 1994 dont la mission est de coordonner les services publics au niveau régional, de garantir la communication du haut vers le bas (*top-down*) des programmes et des plans du gouvernement central. Les régions sont responsables de la mise en œuvre et de la révision des Programmes communautaires de l'Union européenne, en particulier des fonds structurels.

1.4 Palier national

Le palier national exerce tous les pouvoirs législatifs. Par conséquent, il exerce un large contrôle sur les autorités locales dans l'exercice de leurs activités.

2 Portrait détaillé des compétences assumées par chacun des paliers

(Voir le tableau à l'Annexe 1 qui détaille la prise en charge des compétences pour chaque palier.)

➤ Adduction d'eau et assainissement

Les autorités locales sont compétentes en ce qui concerne l'approvisionnement en eau, les réseaux d'égouts et le drainage et toutes les activités qui s'y rapportent. La coordination centrale est réalisée par les services du ministère de l'Environnement qui doit accorder son autorisation pour tous les principaux projets avant le début des travaux.

➤ Éducation et garde d'enfants

L'enseignement ne fait pas partie des compétences des autorités locales. Pour ce qui est de l'enseignement professionnel, un comité spécialisé est nommé par les conseils de comté, les conseils de bourg-comté et quelques autres autorités locales afin d'organiser des écoles professionnelles. Cependant, une fois nommés, ces comités agissent indépendamment des autorités locales.

➤ **Culture et loisirs**

Ce domaine revêt une grande importance pour les autorités locales en Irlande. Elles peuvent mobiliser des fonds communaux et prélever des impôts sur les nouveaux projets financés par le secteur privé.

➤ **Protection de l'environnement**

Les activités de protection de l'environnement des autorités locales sont très variées, elles vont du contrôle de la pollution à la lutte contre les incendies de forêt. Dans les prochaines années, l'Agence de protection de l'environnement prendra de plus en plus le contrôle de ce champ d'action. Les autorités locales s'occupent aussi des cimetières, du traitement des ordures, des nuisances et des déchets. Ces domaines sont néanmoins soumis à une réglementation du gouvernement central.

➤ **Santé et services sociaux**

Si la santé et la sécurité sociale ont déjà constitué les principaux champs d'activité des autorités locales, cela n'est plus le cas depuis la création des Agences sanitaires régionales en 1970. Les autorités locales nomment les responsables locaux des affaires sanitaires, mais leur rôle est très limité en raison de l'instauration du système national de sécurité sociale auquel elles apportent quelques contributions mineures. En somme, ce domaine a été complètement envahi par la politique du gouvernement central.

➤ **Logement et construction**

Les autorités locales sont responsables de la programmation et de la construction des logements publics. Cependant, la politique d'ensemble du logement est définie par le pouvoir central. Elle est fondée sur les *Housing Acts* de 1966-2002. Ce sont les autorités locales qui définissent les conditions d'accès aux logements publics. Elles peuvent aussi accorder des subventions ou des prêts pour faciliter l'accès à la propriété.

➤ **Transport et sécurité routière**

Les autorités locales sont responsables des routes. Elles peuvent aussi construire des autoroutes. Le gouvernement central est responsable des routes nationales et il supervise aussi la mise en œuvre par les autorités locales d'un plan national de développement routier.

➤ **Planification de l'espace et développement**

L'urbanisme et l'aménagement ont récemment été ajoutés aux fonctions du gouvernement local, les conseils de comté, de bourg-comté, de bourg et de district urbain ayant été désignés comme les « autorités planificatrices » par les lois sur la planification et le développement. Les autorités locales préparent et mettent en œuvre des plans quinquennaux de développement de leur territoire qui doivent comprendre des indications relatives au développement et au contrôle du territoire ainsi qu'à sa préservation, mais aussi à la fourniture des équipements nécessaires.

3 Description du cadre de financement des instances locales

Par comparaison avec la plupart des autres pays européens, la part des dépenses publiques locales par rapport au PIB ou aux dépenses publiques totales est très faible et re-

flète le caractère limité des compétences des autorités locales en Irlande. Ces dépenses sont composées de dépenses courantes et d'équipement et sont de plus en plus soumises à l'approbation du gouvernement central.

Les revenus des autorités locales proviennent de différentes sources : dotation et subventions du gouvernement central, taxes sur les biens et services et impôts fonciers locaux. Le *Local Government Act* de 1998 a profondément modifié le régime des finances locales par la création d'un Fonds du gouvernement local. Le Fonds est géré et contrôlé par le ministre de l'Environnement et du Gouvernement local plutôt que par le ministre des Finances. Il est financé par deux sources : les impôts sur les véhicules et une contribution annuelle du budget national. Les fonds sont ensuite distribués sur la base d'un régime dit « de besoins et de ressources », qui est appliqué à chaque autorité locale. En outre, les autorités ont le droit d'augmenter l'impôt sur les entreprises installées dans la localité.

Les autorités locales ont le droit de percevoir des redevances pour services rendus, mais le font rarement sur la base des coûts réels. Leurs sources de revenus les plus importantes sont les loyers des immeubles, les redevances d'assainissement, les prélèvements pour le développement local et les services rendus à d'autres institutions.

Les collectivités ont un pouvoir fiscal propre dans les limites de leur territoire. Tous les biens immobiliers du pays sont estimés par une agence gouvernementale centrale, à savoir la Commission d'évaluation. La valeur totale de la propriété dans chaque circonscription constitue la base de l'impôt. Depuis 1978, les impôts locaux sur les habitations privées ont été abolis et remplacés par une dotation nationale représentative des impôts qui auraient dû être perçus à ce titre.

Le Tableau 39 présente la répartition des dépenses d'investissement des autorités locales en 2001.

Tableau 39 : Répartition des dépenses d'investissement des autorités locales de l'Irlande en 2001

Service	Montant (M€)
Administration et logement social	1 275
Routes	1 152
Eau et services sanitaires	471
Environnement	95
Services d'incendie et de secours	16
Autres services	58

BIBLIOGRAPHIE

COMITÉ DES RÉGIONS (Page consultée en mai 2004). *Devolution in Ireland*, [en ligne], http://www.cor.eu.int/pdf/documents/etudes/irlande_en.pdf

COMITÉ DES RÉGIONS (2002). *Les pouvoirs régionaux et locaux en Europe : Emploi, politique sociale, environnement, transport et formation professionnelle*, Luxembourg, Office des publications officielles des communautés européennes, 360 p.

IRELAND (Page consultée en mai 2004). *Information on the Irish State*, [en ligne], <http://www.irlgov.ie/topics/default.asp>

IRELAND. HOUSES OF THE OIREACHTAS (Page consultée en mai 2004). *Acts of the Oireachtas 1997 – 2004*, [en ligne], <http://www.irlgov.ie/bills28/acts/2001/a3701.pdf>

RIORDAIN, Sean O. (2002). « Une autonomie limitée mais en développement », dans Alain Delcamp et John Loughlin (dir.), *La décentralisation dans les États de l'Union européenne*, Paris, La documentation française, p. 197-211, Collection « Les études de la documentation française ».

ANNEXES

Annexe 1

Veillez vous référer au document : *Décentralisation et processus de décentralisation vers les paliers locaux ou municipaux (Californie, Floride, Irlande, Massachusetts et New York)*
Annexe 1 : Tableaux, 10 mars 2005.

Annexe 2

Comparaison de la répartition des revenus des gouvernements locaux des États de la Californie, de la Floride, du Massachusetts et de New York

Sources de revenus	Californie	Floride	Massachusetts	New York
Transferts	40,45 %	29,13 %	37,26 %	29,9 %
Transferts fédéraux	3,00 %	3,27 %	4,72 %	2,6 %
Transferts de l'État	37,45 %	25,86 %	32,54 %	27,3 %
Taxes	22,60 %	30,84 %	36,83 %	39,1 %
Propriété	14,28 %	24,03 %	35,68 %	21,9 %
Vente	6,28 %	5,64 %	0,45 %	7,9 %
Impôt sur le revenu	0,00 %	0,00 %	0,00 %	4,8 %
Impôt des corporations	0,00 %	0,00 %	0,00 %	2,8 %
Immatriculation des véhicules	0,00 %	0,05 %	0,00 %	0,1 %
Autres	2,04 %	1,12 %	0,70 %	1,6 %
Autres revenus et charges	21,18 %	28,17 %	10,90 %	15,0 %
Revenu de services d'utilité publique	8,49 %	9,11 %	8,92 %	5,2 %
Revenus de placements en fiducie	7,28 %	2,75 %	6,09 %	10,8 %
Revenu total	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,0 %

Annexe 3

California State Government Employment Data (March 2002)*

Function	Total Employees (Full-time + Part-time)	Full-Time Equivalent Employment	March Payroll
Financial Administration	24 197	22 485	83 310 801
Central Administration	4 282	4 019	18 759 297
Judicial & Legal	4 390	4 091	23 353 432
Police Total	14 632	13 389	64 747 480
with Power of Arrest	8 160	7 694	44 385 837
Other	6 472	5 695	20 361 643
Corrections	45 742	45 102	199 205 224
Streets & Highways	23 025	22 714	118 381 223
Airports	0	0	0
Water Transportation	88	78	327 218
Public Welfare	4 291	4 147	16 826 378
Health	13 080	12 327	55 989 470
Hospitals	40 463	36 579	152 113 639
Social Insurance Admin	18 582	17 785	71 351 065
Solid Waste Mgmt	454	432	2 090 052
Sewage Disposal	0	0	0
Parks & Recreation	3 764	3 157	11 296 435
Natural Resources	16 031	15 030	62 164 745
Water Supply	0	0	0
Electric Power	0	0	0
Transit	0	0	0
Elem & Sec Total	0	0	0
Instructional	0	0	0
Other	0	0	0
Higher Educ. Total	213 985	134 991	612 354 006
Instructional	49 206	31 028	191 247 987
Other	164 779	103 963	421 106 019
Other Education	5 220	4 909	20 256 561
Libraries	0	0	0
State Liquor Stores	0	0	0
Other & Unallocable	39 204	37 127	208 935 937
Total	471 430	378 36	1 721 462 963

*Population (2000) 33 871 648

California Local Public Employment Data (2002)*

Function	Full-time Equivalent Employment	Total March Payroll (\$)	Full-time Equivalent Employment per 10 000 Population
Financial Admin	24 375	107 606 610	7,20
Central Admin	25 966	119 955 588	7,67
Judicial-Legal	50 954	247 813 594	15,04
Police-Arrest	59 179	363 771 079	17,47
Police-Other	27 680	110 072 878	8,17
Firefighters	28 814	199 551 855	8,51
Other	3 237	15 147 565	0,96
Correction	32 340	141 138 083	9,55
Streets & Hwys	21 732	93 736 702	6,42
Airports	6 241	30 486 609	1,84
Water Transport	2 019	10 798 195	0,60
Public Welfare	66 710	239 596 556	19,69
Health	43 752	184 913 304	12,92
Hospitals	60 258	251 485 056	17,79
Soc Insur Admin	0	0	0,00
Solid Waste Mgmt	7 387	29 442 581	2,18
Sewerage	13 034	62 599 052	3,85
Parks & Recreation	35 086	102 962 037	10,36
Housing & Comm Dev	13 269	54 250 694	3,92
Natural Resources	8 144	32 581 552	2,40
Water Supply	21 959	108 759 580	6,48
Electric Power	10 609	61 443 085	3,13
Gas Supply	270	1 227 316	0,08
Transit	34 296	131 750 716	10,13
Elem&Sec Instruct	435 491	1 941 977 685	128,57
Elem&Sec Other-Tot	231 936	613 947 637	68,47
Higher Ed Instruct	37 115	189 684 133	10,96
Higher Ed Other	41 136	137 535 471	12,14
Other Ed – State	0	0	0,00
Local Libraries	12 618	40 665 263	3,73
State Liquor Stores	0	0	0,00
Other & Unallocable	41 323	174 995 062	12,20
Total	1 396 930	5 799 895 538	412,42

*Population (2000) 33 871 648

Florida State Government Employment Data (March 2002)*

Function	Total Employees (Full-time + Part-time)	Full-Time Equivalent Employment	March Payroll
Financial Administration	6 687	6 574	21 201 531
Central Administration	2 164	2 153	7 616 238
Judicial & Legal	18 197	18 019	63 678 931
Police Total	4 134	4 122	14 809 623
with Power of Arrest	2 325	2 325	8 463 510
Other	1 809	1 797	6 346 113
Corrections	26 393	26 378	71 308 210
Streets & Highways	8 980	8 962	29 307 468
Airports	0	0	0
Water Transportation	6	1	5 049
Public Welfare	13 947	13 903	35 232 281
Health	19 715	19 478	53 055 092
Hospitals	4 992	4 977	13 327 174
Social Insurance Admin	3 397	3 384	9 082 681
Solid Waste Mgmt	0	0	0
Sewage Disposal	0	0	0
Parks & Recreation	1 447	1 420	2 734 031
Natural Resources	11 914	10 610	28 566 509
Water Supply	0	0	0
Electric Power	0	0	0
Transit	566	553	1 788 081
Elem & Sec Total	0	0	0
Instructional	0	0	0
Other	0	0	0
Higher Educ. Total	73 563	52 398	197 106 138
Instructional	31 234	20 619	112 010 649
Other	42 329	31 779	85 095 489
Other Education	3 398	3 365	8 954 771
Libraries	0	0	0
State Liquor Stores	0	0	0
Other & Unallocable	8 651	8 496	25 039 889
Total	208 151	184 793	582 813 697

*Population (2000) 15 982 378

Florida Local Governments Public Employment Data (2002)*

Function	Full-time Equivalent Employment	Total March Payroll (\$)	Full-time Equivalent Employment per 10 000 Population
Financial Admin	15 556	50 864 860	9,73
Central Admin	12 135	43 326 381	7,59
Judicial-Legal	12 753	39 989 648	7,98
Police-Arrest	35 904	155 909 858	22,46
Police-Other	19 205	54 893 248	12,02
Firefighters	20 394	86 772 891	12,76
Other	2 850	10 951 664	1,78
Correction	15 160	48 733 824	9,49
Streets & Hwys	14 361	39 711 747	8,99
Airports	4 252	15 549 482	2,66
Water Transport	990	3 766 107	0,62
Public Welfare	6 341	17 391 392	3,97
Health	5 207	15 974 630	3,26
Hospitals	39 539	141 349 253	24,74
Soc Insur Admin	0	0	0,00
Solid Waste Mgmt	7 301	19 440 945	4,57
Sewerage	8 568	27 326 901	5,36
Parks & Recreation	18 745	42 618 291	11,73
Housing & Comm Dev	5 487	16 236 921	3,43
Natural Resources	5 224	19 662 771	3,27
Water Supply	10 200	32 184 569	6,38
Electric Power	5 298	23 905 406	3,31
Gas Supply	601	1 748 372	0,38
Transit	6 516	22 463 955	4,08
Elem&Sec Instruct	185 936	593 208 857	116,34
Elem&Sec Other-Tot	95 373	177 150 106	59,67
Higher Ed Instruct	7 954	34 452 127	4,98
Higher Ed Other	16 593	41 271 691	10,38
Other Ed - State	0	0	0,00
Local Libraries	5 946	14 573 112	3,72
State Liquor Stores	0	0	0,00
Other & Unallocable	19 622	59 778 259	12,28
Total	604 011	1 851 207 268	377,92

*Population (2000) 15 982 378

Massachusetts State Government Employment Data (March 2002)*

Function	Total Employees (Full-time + Part-time)	Full-Time Equivalent Employment	Payroll March
Financial Administration	4 657	4 532	19 021 893
Central Administration	2 325	2 199	7 182 500
Judicial & Legal	9 365	9 039	35 803 191
Police Total	5 914	5 892	28 788 685
with Power of Arrest	5 332	5 314	26 439 619
Other	582	578	2 349 066
Corrections	7 188	7 165	29 293 835
Streets & Highways	4 142	4 085	17 579 397
Airports	1 270	1 180	6 367 372
Water Transportation	166	163	783 275
Public Welfare	7 475	7 356	28 977 977
Health	8 923	8 376	31 316 758
Hospitals	8 091	7 624	23 726 670
Social Insurance Admin	1 683	1 633	6 096 033
Solid Waste Mgmt	3	3	16 559
Sewage Disposal	1 059	1 052	5 073 286
Parks & Recreation	990	975	3 240 846
Natural Resources	1 321	1 286	5 575 280
Water Supply	634	630	2 885 592
Electric Power	0	0	0
Transit	0	0	0
Elem & Sec Total	97	88	333 603
Instructional	49	49	193 470
Other	48	39	140 133
Higher Educ. Total	41 821	27 056	101 364 336
Instructional	15 450	9 983	47 598 863
Other	26 371	17 073	53 765 473
Other Education	1 215	1 177	4 947 816
Libraries	0	0	0
State Liquor Stores	0	0	0
Other & Unallocable	4 031	3 924	17 553 122
Total	112 370	95 435	375 928 026

*Population (2000) 6 349 097

➤ **Massachusetts Local Governments 2002 Public Employment Data (2002)***

Function	Full-time Equivalent Employment	Total March Payroll (\$)	Full-time Equivalent Employment per 10 000 Population
Financial Admin	4 666	15 820 911	7,35
Central Admin	3 818	13 398 607	6,01
Judicial-Legal	293	1 308 700	0,46
Police-Arrest	14 924	70 159 524	23,51
Police-Other	3 090	8 295 307	4,87
Firefighters	12 579	54 086 511	19,81
Other	582	1 999 899	0,92
Correction	2 991	11 118 784	4,71
Streets & Hwys	6 249	21 397 571	9,84
Airports	142	456 900	0,22
Water Transport	71	217 984	0,11
Public Welfare	2 306	6 278 757	3,63
Health	3 045	10 704 024	4,80
Hospitals	2 679	5 906 339	4,22
Soc Insur Admin	0	0	0,00
Solid Waste Mgmt	1 393	4 074 650	2,19
Sewerage	1 988	7 179 365	3,13
Parks & Recreation	2 147	6 361 844	3,38
Housing & Comm Dev	4 946	16 763 963	7,79
Natural Resources	395	1 228 842	0,62
Water Supply	2 979	10 491 431	4,69
Electric Power	1 213	5 714 175	1,91
Gas Supply	117	551 734	0,18
Transit	5 430	25 599 009	8,55
Elem&Sec Instruct	111 749	428 375 964	176,01
Elem&Sec Other-Tot	33 391	84 852 227	52,59
Higher Ed Instruct	49	194 823	0,08
Higher Ed Other	15	46 441	0,02
Other Ed – State	0	0	0,00
Local Libraries	3 989	11 208 999	6,28
State Liquor Stores	0	0	0,00
Other & Unallocable	4 855	15 202 919	7,65
Total	232 091	838 996 204	365,55

*Population (2000) 6 349 097

New York State Government Employment Data (March 2002)*

Function	Total Employees (Full-time + Part-time)	Full-Time Equivalent Employment	March Payroll
Financial Administration	13 560	13 412	51 428 039
Central Administration	5 739	5 006	18 729 901
Judicial & Legal	19 628	19 491	104 813 442
Police Total	6 243	6 159	32 949 037
with Power of Arrest	4 451	4 451	26 861 773
Other	1 792	1 708	6 087 264
Corrections	35 436	35 314	149 879 961
Streets & Highways	13 686	13 127	47 180 384
Airports	142	138	505 159
Water Transportation	805	795	3 735 147
Public Welfare	7 087	6 903	25 971 542
Health	9 885	9 735	44 725 441
Hospitals	48 230	45 986	176 325 583
Social Insurance Admin	8 609	8 591	32 933 806
Solid Waste Mgmt	0	0	0
Sewage Disposal	0	0	0
Parks & Recreation	3 300	2 877	8 966 084
Natural Resources	3 460	3 444	14 258 876
Water Supply	0	0	0
Electric Power	1 664	1 646	11 204 861
Transit	15 455	15 272	79 550 069
Elem & Sec Total	0	0	0
Instructional	0	0	0
Other	0	0	0
Higher Educ. Total	71 176	47 875	195 498 043
Instructional	28 231	17 843	93 355 575
Other	42 945	30 032	102 142 468
Other Education	4 957	4 860	19 867 900
Libraries	0	0	0
State Liquor Stores	0	0	0
Other & Unallocable	12 150	11 881	52 025 126
Total	281 212	252 512	1 070 548 401

*Population (2000) 18 976 457

New York Local Governments Public Employment Data (2002)*

Function	Full-time Equivalent Employment	Total March Payroll (\$)	Full-time Equivalent Employment per 10 000 Population
Financial Admin	12 991	52 473 768	6,85
Central Admin	15 469	54 745 129	8,15
Judicial-Legal	12 177	57 978 532	6,42
Police-Arrest	72 164	452 902 684	38,03
Police-Other	10 470	46 555 271	5,52
Firefighters	21 060	132 667 979	11,10
Other	2 591	14 342 190	1,37
Correction	26 473	134 495 656	13,95
Streets & Hwys	27 499	109 560 551	14,49
Airports	1 539	7 884 134	0,81
Water Transport	262	1 357 686	0,14
Public Welfare	51 684	187 219 487	27,24
Health	18 776	75 491 251	9,89
Hospitals	49 436	208 664 255	26,05
Soc Insur Admin	0	0	0,00
Solid Waste Mgmt	15 522	80 679 429	8,18
Sewerage	6 712	28 482 129	3,54
Parks & Recreation	10 870	33 387 880	5,73
Housing & Comm Dev	19 838	86 253 018	10,45
Natural Resources	359	1 381 912	0,19
Water Supply	6 412	27 440 893	3,38
Electric Power	550	2 417 885	0,29
Gas Supply	9	30 711	0,00
Transit	49 649	245 467 981	26,16
Elem&Sec Instruct	320 609	1 365 602 909	168,95
Elem&Sec Other-Tot	130 135	349 760 246	68,58
Higher Ed Instruct	10 615	46 051 629	5,59
Higher Ed Other	12 739	38 264 318	6,71
Other Ed – State	0	0	0,00
Local Libraries	9 204	25 402 969	4,85
State Liquor Stores	0	0	0,00
Other & Unallocable	21 062	103 716 322	11,10
Total	936 876	3 970 678 804	493,70

*Population (2000) 18 976 457

Annexe 4

Types de districts en Floride

- Aéroport/Aviation Authorities (construction et gestion des aéroports)
- Beach and Shore Preservation Districts (contrôle des inondations et de l'érosion des rives)
- Boards of Juvenile Welfare
- Community Development Districts (développement communautaire)
- Commuter Rail Authorities (transport ferroviaire)
- Conservation, Irrigation, Reclamation Districts (assainissement, contrôle de l'érosion, égout etc)
- County Educational Loan Authorities (financement des prêts aux étudiants)
- County Health Care Districts (service de santé)
- County Hospital Boards, Districts, Authorities (construction, gestion et entretien des hôpitaux)
- Educational Facilities Authorities (financement de la construction des institutions de l'éducation supérieure)
- Escambia County Utilities Authority (l'eau et égout)
- Everglades Agricultural Area Environmental Protection District (protection de l'environnement dans les counties de Glades, de Hendry et de Palm Beach)
- Fire Control and Fire Protection Districts (contrôle et protection contre l'incendie)
- Gas Districts
- Gasparilla Island Bridge Authority (gestion des ponts)
- Housing Authorities (logements)
- Housing Finance Authorities (financement des logements sociaux)
- Improvement Districts amélioration des services : égouts, eau, assainissement, irrigation, routes, parcs)
- Joint Electric Power Supply Projects (opération, acquisition, construction de projets parmi deux ou plusieurs agences de distribution de l'électricité)
- Key West Utility Board (distribution de l'électricité dans Key West)
- Library Districts (bibliothèques)
- Lighting Districts (éclairage)
- Mobile Home Park Recreation Districts (maisons mobiles et loisirs)
- Mosquito Control Districts (contrôle des moustiques)
- Municipal service districts (services divers)
- Navigation and Port Districts and Authorities (les établissements de ports et améliorations de lits)
- Orlando Utilities Commission (l'eau et la distribution de l'électricité)

- Recreation Districts (gestion des loisirs)
- Regional Water Management Districts (contrôle des inondations et conservation de l'eau)
- Sanitary and Water Supply Districts (eau, égouts, équipements des matières résiduelles)
- Soil and Water Conservation Districts
- Transit Authorities (service de transit dans la région)
- Water Control Districts (assainissement, conservation des ressources en eau)

Annexe 5

Lexique alphabétique des principaux termes allemands utilisés

Mot en allemand (singulier)	Mot en français
<i>Bezirk</i>	Comté
<i>Bezirkstag</i>	Assemblée de comté
<i>Bundesrat</i>	Chambre basse
<i>Einheitsgemeinden</i>	Municipalité unitaire
<i>Gemeinde</i>	Municipalité
<i>Kreis</i>	District
<i>Land / Länder</i>	État
<i>Landkreis</i>	District rural
<i>Landratsamt</i>	Administration du <i>Land</i> ou sous-préfecture
<i>Städte</i>	Villes
<i>Verwaltungsgemeinschaften</i>	Association administrative

Annexe 6

Répartition des sources de revenus pour les États-Unis

Description	United States				
	County government amount 1	Municipal government amount 2	Township government amount 3	Special District government amount 4	School District government amount 5
Revenue	259 661 308	337 432 406	35 430 341	123 727 141	351 002 038
General revenue	256 683 586	285 545 260	33 778 649	93 179 628	350 792 787
Intergovernmental revenue	98 647 887	85 114 204	7 886 401	31 428 154	199 544 238
From federal government	7 539 429	15 201 339	417 084	16 163 305	3 631 796
From state government	86 759 249	62 405 346	6 645 510	8 588 730	191 145 151
From local governments	4 349 209	7 507 519	823 807	6 676 119	4 767 291
General revenue from own sources	158 035 699	200 431 056	25 892 248	61 751 474	151 248 549
Taxes	89 747 506	119 994 938	20 556 919	14 680 632	124 750 214
Property	62 060 054	58 301 633	18 833 577	10 254 320	119 969 711
Sales and gross receipts	19 733 304	35 508 978	132 385	3 652 021	2 652 544
General sales	15 698 632	21 544 131	199	3 627 559	2 450 909
Selective sales	4 034 672	13 964 847	132 186	24 462	201 635
Motor fuel	764 399	311 814	-	-	-
Alcoholic beverage	120 005	230 943	-	-	-
Tobacco products	68 024	122 809	14	-	-
Public utilities	1 150 029	8 604 566	49 544	-	201 635
Other selective sales	1 932 215	4 694 715	82 628	24 462	-
Individual income	3 306 467	12 131 192	566 594	-	1 157 308
Corporate income	-	3 028 725	-	-	-
License taxes	793 461	508 365	31 696	-	-
Motor vehicle license	793 461	477 516	31 696	-	-
Other taxes	3 854 220	10 516 045	992 667	774 291	970 651
Charges and miscellaneous general revenue	68 288 193	80 436 118	5 335 329	47 070 842	26 498 335
Current charges	46 970 032	52 089 059	3 216 866	36 972 845	14 132 943
Education	2 359 133	563 787	177 529	1 113	14 132 943
Institutions of higher education	1 278 533	230 394	-	1 113	5 366 691
School lunch sales (gross)	597 611	229 959	130 535	-	4 978 555
Hospitals	18 238 771	6 210 433	62 142	16 990 208	-
Highways	560 606	1 225 173	11 437	1 308 928	-
Air transportation (airports)	2 141 570	5 617 759	20 880	3 758 792	-
Parking facilities	110 430	1 197 738	27 272	66 711	-
Sea and inland port facilities	200 111	829 346	3 236	916 569	-
Natural resources	-	-	-	850 365	-
Parks and recreation	995 720	3 395 234	270 334	1 158 760	-
Housing and community development	164 940	1 504 576	17 682	2 079 287	-
Sewerage	3 226 638	17 811 931	1 364 565	4 652 488	-
Solid waste management	3 681 274	5 638 991	488 255	1 011 848	-
Other charges	15 290 839	8 094 091	773 534	4 177 776	-
Miscellaneous general revenue	21 318 161	28 347 059	2 118 463	10 097 997	12 365 392

ANNEXE 6

Description	United States				
	County government amount 1	Municipal government amount 2	Township government amount 3	Special District government amount 4	School District government amount 5
Interest earnings	10 928 199	12 480 416	780 407	6 760 196	4 261 540
Special assessments	1 540 660	1 893 970	209 636	1 016 397	-
Sale of property	217 901	699 734	55 512	375 258	-
Other general revenue	8 631 401	13 272 939	1 072 908	1 946 146	8 103 852
Other than general revenue	2 977 722	51 887 146	1 651 692	30 547 513	209 251
Utility revenue	3 447 088	54 788 776	1 597 065	30 554 052	-
Water supply	2 867 203	20 626 946	972 214	8 581 022	-
Electric power	152 541	26 827 297	616 339	16 705 497	-
Gas supply	29 295	4 607 663	7 958	1 105 086	-
Transit	398 049	2 726 870	554	4 162 447	-
Liquor store revenue	385 816	391 445	-	-	-
Insurance trust revenue	-855 182	-3 293 075	54 627	-6 539	209 251
Unemployment compensation	-	125 973	-	-	-
Employee retirement	-855 182	-3 419 048	54 627	-6 539	209 251
Workers' compensation	-	-	-	-	-
Other insurance trust revenue	-	-	-	-	-
Expenditure	266 604 873	366 964 130	36 223 078	122 072 830	363 155 100
Intergovernmental expenditure	12 650 821	8 325 204	1 881 657	1 655 252	1 676 609
Direct expenditure	253 954 052	358 638 926	34 341 421	120 417 578	361 478 491
Current operations	201 000 470	259 472 370	27 836 919	82 510 072	305 633 925
Capital outlay	29 231 867	61 505 823	5 080 948	25 670 923	45 805 075
Construction	21 257 835	48 262 375	3 277 735	19 560 747	34 235 611
Other capital outlay	7 974 032	13 243 448	1 803 213	6 110 176	11 569 464
Assistance and subsidies	7 467 631	1 451 736	49 000	-	-
Interest on debt	11 835 039	20 164 946	1 051 532	11 640 989	9 035 289
Insurance benefits and re-payments	4 419 045	16 044 051	323 022	595 594	1 004 202
Exhibit : Salaries and wages	90 087 330	112 881 570	12 759 781	27 479 857	198 624 304
Direct expenditure by function	253 954 052	358 638 926	34 341 421	120 417 578	361 478 491
Direct general expenditure	243 289 548	279 753 181	32 228 882	70 625 019	360 474 289
Capital outlay	27 523 020	50 361 168	4 721 088	13 798 859	45 805 075
Other direct general expenditure	215 766 528	229 392 013	27 507 794	56 826 160	314 669 214
Education services					
Education	36 268 523	35 291 775	9 326 704	210 657	351 439 000
Capital outlay	4 112 429	3 738 848	1 124 495	162 701	45 805 075
Higher education	3 866 785	700 115	-	4 062	20 957 705
Capital outlay	323 724	1 961	-	-	1 957 058
Elementary & secondary	32 401 738	34 591 660	9 326 704	206 595	330 481 295
Capital outlay	3 788 705	3 736 887	1 124 495	162 701	43 848 017
Other education	-	-	-	-	-
Libraries	1 973 736	3 329 714	461 402	2 073 207	-
Social services and income maintenance					
Public welfare	29 546 613	9 713 825	214 429	219 796	-
Cash assistance payments	7 467 631	1 451 736	49 000	-	-

ANNEXE 6

Description	United States				
	County government amount 1	Municipal government amount 2	Township government amount 3	Special District government amount 4	School District government amount 5
Vendor payments	1 892 823	1 209 834	2 638	-	-
Other public welfare	20 186 159	7 052 255	162 791	219 796	-
Hospitals	22 562 778	9 898 801	68 395	17 752 351	-
Capital outlay	1 002 607	790 298	177	1 373 898	-
Health	20 656 210	5 848 896	345 576	2 444 492	-
Social insurance administration	-	9 182	-	-	-
Veterans' services	-	-	-	-	-
Transportation					
Highways	16 259 001	22 068 621	4 051 706	1 840 026	-
Capital outlay	5 233 091	10 011 859	994 404	658 789	-
Air transportation (airports)	2 777 327	6 972 890	22 402	5 266 232	-
Parking facilities	70 215	986 592	17 361	48 680	-
Sea and inland port facilities	215 777	1 183 386	9 535	1 147 474	-
Transit subsidies	23 542	297 473	329	-	-
Public safety					
Police protection	15 923 958	36 282 990	2 877 348	-	-
Fire protection	3 598 457	17 627 391	1 704 472	3 047 672	-
Correction	15 253 320	2 959 706	2 473	-	-
Capital outlay	1 205 835	210 219	51	-	-
Protective inspection and regulation	974 042	2 496 526	284 934	-	-
Environment and housing					
Natural resources	2 551 200	353 033	55 912	2 451 745	-
Capital outlay	731 537	161 197	14 262	573 931	-
Parks and recreation	5 382 439	15 523 572	1 100 213	3 136 932	-
Capital outlay	1 962 741	4 454 087	246 358	947 388	-
Housing and community development	2 698 418	12 486 550	329 465	12 313 009	-
Sewerage	4 051 103	18 526 918	1 453 738	6 156 923	-
Capital outlay	1 616 042	6 908 866	407 317	2 236 621	-
Solid waste management	4 270 780	9 574 878	1 315 117	1 150 222	-
Capital outlay	453 506	709 225	58 714	112 885	-
Governmental administration					
Financial administration	6 081 255	6 605 230	1 024 846	-	-
Judicial and legal	12 874 720	3 676 600	268 698	-	-
General public buildings	3 780 180	3 795 271	688 964	-	-
Other governmental administration	5 775 226	7 285 120	1 021 396	-	-
Interest on general debt	11 287 141	15 784 343	954 621	6 814 962	9 035 289
General expenditure, n.e.c.					
Miscellaneous commercial activities	136	58 082	1 027	-	-
Other and unallocable	18 433 451	31 115 816	4 627 819	4 550 639	-
Utility expenditure	5 914 010	62 488 346	1 789 517	49 196 965	-
Capital outlay	1 708 847	11 142 429	359 860	11 872 064	-
Water supply	3 812 319	24 019 166	1 185 733	11 123 621	-

ANNEXE 6

Description	United States				
	County government amount 1	Municipal government amount 2	Township government amount 3	Special District government amount 4	School District government amount 5
Electric power	158 137	25 955 290	584 264	17 565 667	-
Gas supply	35 168	4 595 968	8 338	1 071 732	-
Transit	1 908 386	7 917 922	11 182	19 435 945	-
Liquor store expenditure	331 449	353 348	-	-	-
Insurance trust expenditure	4 419 045	16 044 051	323 022	595 594	1 004 202
Unemployment compensation	-	149 476	-	-	-
Employee retirement	4 419 045	15 894 575	323 022	595 594	1 004 202
Workers' compensation	-	-	-	-	-
Other insurance trust	-	-	-	-	-
Debt outstanding	205 854 648	398 666 930	23 341 845	217 885 616	198 155 051
Short-term	4 708 923	6 645 811	3 601 091	2 862 806	6 779 086
Long-term	201 145 725	392 021 119	19 740 754	215 022 810	191 375 965
Full faith and credit	70 429 015	150 770 840	16 139 195	35 783 786	186 094 018
Nonguaranteed	130 716 710	241 250 279	3 601 559	179 239 024	5 281 947
Long-term debt by purpose					
Public debt for private purposes	72 784 638	50 614 830	1 103 720	34 005 519	-
Education	13 972 100	15 914 053	4 239 878	6 703 423	191 375 965
Utilities	9 944 039	87 875 604	1 739 212	92 828 956	-
Other	104 444 948	237 616 632	12 657 944	81 484 912	-
Long-term debt issued	25 329 050	64 016 636	3 621 261	27 679 724	37 947 522
Long-term debt retired	19 155 917	37 563 888	2 185 111	21 017 669	17 253 048
Cash and security holdings	276 157 570	508 595 314	24 541 494	142 543 618	143 526 288
Insurance trust funds	90 117 026	256 690 438	4 919 396	7 768 136	16 048 547
Unemployment compensation	-	305 793	-	-	-
Employee retirement	90 117 026	256 384 645	4 919 396	7 768 136	16 048 547
Workers' compensation	-	-	-	-	-
Miscellaneous	-	-	-	-	-
Other than insurance trust funds	186 040 544	251 904 876	19 622 098	134 775 482	127 477 741
By purpose					
Offsets to debt	81 692 063	71 667 369	1 360 002	46 689 656	9 134 592
Bond funds	20 911 610	41 296 348	2 783 473	14 362 159	43 480 970
Other	83 436 871	138 941 159	15 478 623	73 723 667	74 862 179

Abbreviations and symbols : - zero or rounds to zero; (NA) not available; (X) not applicable

Répartition des sources de revenus pour la Californie

Description	California				
	County government amount 1	Municipal government amount 2	Township government amount 3	Special District government amount 4	School District government amount 5
Revenue	50 828 696	44 986 690	-	27 816 025	54 785 511
General revenue	51 940 307	38 486 308	-	18 888 769	54 785 511
Intergovernmental revenue	33 052 251	7 573 675	-	6 237 908	36 462 888
From federal government	1 901 954	1 913 954	-	3 023 440	566 959
From state government	29 999 303	5 113 346	-	1 630 132	34 896 552
From local governments	1 150 994	546 375	-	1 584 336	999 377
General revenue from own sources	18 888 056	30 912 633	-	12 650 861	18 322 623
Taxes	8 419 842	16 869 262	-	3 787 093	13 592 493
Property	6 783 093	6 389 425	-	1 641 952	13 476 546
Sales and gross receipts	1 101 099	7 708 688	-	2 048 022	-
General sales	799 491	4 628 875	-	2 048 022	-
Selective sales	301 608	3 079 813	-	-	-
Motor fuel	-	-	-	-	-
Alcoholic beverage	-	-	-	-	-
Tobacco products	50	-	-	-	-
Public utilities	204 001	2 129 383	-	-	-
Other selective sales	97 557	950 430	-	-	-
Individual income	-	-	-	-	-
Corporate income	-	-	-	-	-
License taxes	-	-	-	-	-
Motor vehicle license	-	-	-	-	-
Other taxes	535 650	2 771 149	-	97 119	115 947
Charges and miscellaneous general revenue	10 468 214	14 043 371	-	8 863 768	4 730 130
Current charges	7 214 821	8 581 656	-	7 039 299	1 711 147
Education	125 411	-	-	-	1 711 147
Institutions of higher education	-	-	-	-	1 047 237
School lunch sales (gross)	381	-	-	-	529 403
Hospitals	2 651 687	328 863	-	1 859 240	-
Highways	94 847	40 641	-	205 283	-
Air transportation (airports)	183 325	1 307 228	-	179 146	-
Parking facilities	23 761	212 795	-	-	-
Sea and inland port facilities	1 311	690 405	-	148 062	-
Natural resources	-	-	-	587 112	-
Parks and recreation	171 268	750 903	-	175 138	-
Housing and community development	13 731	333 813	-	141 408	-
Sewerage	174 104	2 128 871	-	1 282 385	-
Solid waste management	627 985	1 107 130	-	93 068	-
Other charges	3 147 391	1 681 007	-	2 368 457	-
Miscellaneous general reve-	3 253 393	5 461 715	-	1 824 469	3 018 983

ANNEXE 6

Description	California				
	County government amount 1	Municipal government amount 2	Township government amount 3	Special District government amount 4	School District government amount 5
Revenue					
Interest earnings	1 154 245	2 592 402	-	1 377 810	808 302
Special assessments	352 277	552 205	-	249 697	-
Sale of property	19 210	238 089	-	2 323	-
Other general revenue	1 727 661	2 079 019	-	194 639	2 210 681
Other than general revenue	-1 111 611	6 500 382	-	8 927 256	-
Utility revenue	142 588	7 737 759	-	8 936 174	-
Water supply	130 633	2 828 601	-	4 029 540	-
Electric power	1 976	4 597 734	-	3 856 570	-
Gas supply	-	106 513	-	-	-
Transit	9 979	204 911	-	1 050 064	-
Liquor store revenue	-	-	-	-	-
Insurance trust revenue	-1 254 199	-1 237 377	-	-8 918	-
Unemployment compensation	-	-	-	-	-
Employee retirement	-1 254 199	-1 237 377	-	-8 918	-
Workers' compensation	-	-	-	-	-
Other insurance trust revenue	-	-	-	-	-
Expenditure	53 446 126	48 455 115	-	25 562 389	57 093 478
Intergovernmental expenditure	2 952 999	825 235	-	462 316	8 571
Direct expenditure	50 493 127	47 629 880	-	25 100 073	57 084 907
Current operations	38 390 760	31 940 364	-	19 946 364	49 061 949
Capital outlay	2 565 172	10 383 712	-	3 231 063	7 342 435
Construction	2 126 571	9 545 188	-	3 035 971	5 388 293
Other capital outlay	438 601	838 524	-	195 092	1 954 142
Assistance and subsidies	5 545 770	67 115	-	-	-
Interest on debt	1 235 624	3 198 267	-	1 792 883	680 523
Insurance benefits and repayments	2 755 801	2 040 422	-	129 763	-
Exhibit : Salaries and wages	17 015 872	13 139 177	-	5 195 787	32 637 445
Direct expenditure by function	50 493 127	47 629 880	-	25 100 073	57 084 907
Direct general expenditure	47 498 988	36 609 054	-	10 885 682	57 084 907
Capital outlay	2 549 464	8 572 302	-	834 803	7 342 435
Other direct general expenditure	44 949 524	28 036 752	-	10 050 879	49 742 472
Education services					
Education	3 039 207	93 168	-	1 693	56 404 384
Capital outlay	212 308	512	-	1 693	7 342 435
Higher education	-	-	-	-	6 506 379
Capital outlay	-	-	-	-	535 508
Elementary & secondary	3 039 207	93 168	-	1 693	49 898 005
Capital outlay	212 308	512	-	1 693	6 806 927
Other education	-	-	-	-	-
Libraries	323 647	612 489	-	64 803	-
Social services and income maintenance					
Public welfare	12 082 550	457 409	-	4 960	-

ANNEXE 6

Description	California				
	County government amount 1	Municipal government amount 2	Township government amount 3	Special District government amount 4	School District government amount 5
Cash assistance payments	5 545 770	67 115	-	-	-
Vendor payments	177 893	-	-	-	-
Other public welfare	6 358 887	390 294	-	4 960	-
Hospitals	4 268 233	544 495	-	1 978 141	-
Capital outlay	85 980	30 565	-	11 345	-
Health	5 892 801	844 354	-	598 042	-
Social insurance administration	-	-	-	-	-
Veterans' services	-	-	-	-	-
Transportation					
Highways	1 879 264	3 816 082	-	75 523	-
Capital outlay	352 006	2 037 022	-	466	-
Air transportation (airports)	176 757	1 730 510	-	154 265	-
Parking facilities	13 438	161 409	-	-	-
Sea and inland port facilities	1 185	967 222	-	165 909	-
Transit subsidies	-	60 349	-	-	-
Public safety					
Police protection	3 194 207	5 820 638	-	-	-
Fire protection	967 697	2 544 196	-	658 160	-
Correction	3 549 532	128 359	-	-	-
Capital outlay	132 907	21 784	-	-	-
Protective inspection and regulation	213 947	812 312	-	-	-
Environment and housing					
Natural resources	647 979	26 688	-	773 869	-
Capital outlay	56 906	5 468	-	146 967	-
Parks and recreation	456 436	2 730 208	-	449 452	-
Capital outlay	58 698	604 474	-	122 260	-
Housing and community development	479 629	3 093 576	-	1 647 217	-
Sewerage	278 573	2 297 378	-	1 241 830	-
Capital outlay	21 889	936 781	-	226 984	-
Solid waste management	506 915	1 276 375	-	86 427	-
Capital outlay	74 556	50 493	-	942	-
Governmental administration					
Financial administration	964 624	1 128 488	-	-	-
Judicial and legal	3 802 127	465 064	-	-	-
General public buildings	313 408	181 719	-	-	-
Other governmental administration	686 646	1 282 024	-	-	-
Interest on general debt	1 221 675	2 844 375	-	531 109	680 523
General expenditure, n.e.c.					
Miscellaneous commercial activities	-	1 604	-	-	-
Other and unallocable	2 538 511	2 688 563	-	2 454 282	-

ANNEXE 6

Description	California				
	County government amount 1	Municipal government amount 2	Township government amount 3	Special District government amount 4	School District government amount 5
Utility expenditure	238 338	8 980 404	-	14 084 628	-
Capital outlay	15 708	1 811 410	-	2 396 260	-
Water supply	169 685	3 213 109	-	4 686 589	-
Electric power	1 996	4 732 136	-	3 787 013	-
Gas supply	-	94 033	-	-	-
Transit	66 657	941 126	-	5 611 026	-
Liquor store expenditure	-	-	-	-	-
Insurance trust expenditure	2 755 801	2 040 422	-	129 763	-
Unemployment compensation	-	-	-	-	-
Employee retirement	2 755 801	2 040 422	-	129 763	-
Workers' compensation	-	-	-	-	-
Other insurance trust	-	-	-	-	-
Debt outstanding	20 464 315	63 025 666	-	35 518 621	19 028 000
Short-term	517 000	138 000	-	1 894	-
Long-term	19 947 315	62 887 666	-	35 516 727	19 028 000
Full faith and credit	4 020 311	13 377 790	-	2 270 287	18 094 660
Nonguaranteed	15 927 004	49 509 876	-	33 246 440	933 340
Long-term debt by purpose					
Public debt for private purposes	3 711 557	7 326 480	-	113 179	-
Education	89 596	128 060	-	31 625	19 028 000
Utilities	248 289	7 206 240	-	24 970 323	-
Other	15 897 873	48 226 886	-	10 401 600	-
Long-term debt issued	1 610 670	9 583 977	-	3 492 714	5 057 297
Long-term debt retired	2 538 759	6 186 878	-	3 215 227	1 281 001
Cash and security holdings	78 870 513	90 676 456	-	31 195 645	24 581 420
Insurance trust funds	56 285 609	42 772 959	-	1 681 284	-
Unemployment compensation	-	-	-	-	-
Employee retirement	56 285 609	42 772 959	-	1 681 284	-
Workers' compensation	-	-	-	-	-
Miscellaneous	-	-	-	-	-
Other than insurance trust funds	22 584 904	47 903 497	-	29 514 361	24 581 420
By purpose					
Offsets to debt	6 567 757	11 169 110	-	1 945 901	1 427 628
Bond funds	1 987 506	9 110 756	-	1 254 409	6 080 388
Other	14 029 641	27 623 631	-	26 314 051	17 073 404

Abbreviations and symbols : - zero or rounds to zero; (NA) not available; (X) not applicable

Répartition des sources de revenus pour la Floride

Description	Florida				
	County government amount 1	Municipal government amount 2	Township government amount 3	Special District government amount 4	School District government amount 5
Revenue	19 393 370	12 698 440	-	8 088 023	20 337 159
General revenue	18 476 102	9 831 926	-	6 799 582	20 337 159
Intergovernmental revenue	3 236 202	1 595 283	-	1 288 650	11 471 658
From federal government	847 015	306 263	-	811 244	206 235
From state government	2 298 880	1 037 508	-	374 358	11 221 603
From local governments	90 307	251 512	-	103 048	43 820
General revenue from own sources	15 239 900	8 236 643	-	5 510 932	8 865 501
Taxes	7 348 278	4 216 519	-	1 168 571	6 754 844
Property	5 254 286	2 190 194	-	1 127 264	6 754 844
Sales and gross receipts	1 811 631	1 668 322	-	-	-
General sales	415 571	209 998	-	-	-
Selective sales	1 396 060	1 458 324	-	-	-
Motor fuel	437 161	132 563	-	-	-
Alcoholic beverage	-	-	-	-	-
Tobacco products	-	-	-	-	-
Public utilities	417 267	1 197 208	-	-	-
Other selective sales	541 632	128 553	-	-	-
Individual income	-	-	-	-	-
Corporate income	-	-	-	-	-
License taxes	16 354	492	-	-	-
Motor vehicle license	16 354	492	-	-	-
Other taxes	266 007	357 511	-	41 307	-
Charges and miscellaneous general revenue	7 891 622	4 020 124	-	4 342 361	2 110 657
Current charges	4 752 474	2 546 005	-	3 370 206	1 426 599
Education	305	-	-	-	1 426 599
Institutions of higher education	305	-	-	-	586 133
School lunch sales (gross)	-	-	-	-	303 563
Hospitals	794 892	-	-	2 684 497	-
Highways	45 306	1 716	-	2 284	-
Air transportation (airports)	917 531	96 005	-	313 962	-
Parking facilities	2 321	103 509	-	-	-
Sea and inland port facilities	178 105	46 160	-	39 948	-
Natural resources	-	-	-	130	-
Parks and recreation	127 304	217 091	-	17 181	-
Housing and community development	20 376	5 822	-	84 263	-
Sewerage	528 365	1 011 796	-	73 535	-
Solid waste management	894 214	580 317	-	29 392	-
Other charges	1 243 755	483 589	-	125 014	-
Miscellaneous general reve-	3 139 148	1 474 119	-	972 155	684 058

ANNEXE 6

Description	Florida				
	County government amount 1	Municipal government amount 2	Township government amount 3	Special District government amount 4	School District government amount 5
Revenue					
Interest earnings	1 724 536	853 004	-	521 627	210 378
Special assessments	751 702	147 108	-	308 011	-
Sale of property	15 893	15 480	-	9 544	-
Other general revenue	647 017	458 527	-	132 973	473 680
Other than general revenue	917 268	2 866 514	-	1 288 441	-
Utility revenue	917 268	3 469 523	-	1 288 441	-
Water supply	800 787	1 139 837	-	227 196	-
Electric power	-	2 140 584	-	970 277	-
Gas supply	-	180 261	-	56 224	-
Transit	116 481	8 841	-	34 744	-
Liquor store revenue	-	-	-	-	-
Insurance trust revenue	-	-603 009	-	-	-
Unemployment compensation	-	-	-	-	-
Employee retirement	-	-603 009	-	-	-
Workers' compensation	-	-	-	-	-
Other insurance trust revenue	-	-	-	-	-
Expenditure	19 012 863	13 891 552	-	8 017 343	21 124 466
Intergovernmental expenditure	290 435	110 234	-	118 408	-
Direct expenditure	18 722 428	13 781 318	-	7 898 935	21 124 466
Current operations	13 507 040	9 806 831	-	5 400 544	17 459 730
Capital outlay	3 478 799	2 389 920	-	1 733 085	3 228 906
Construction	2 270 549	1 809 779	-	1 271 931	2 446 653
Other capital outlay	1 208 250	580 141	-	461 154	782 253
Assistance and subsidies	1 927	15 648	-	-	-
Interest on debt	1 734 662	993 823	-	765 306	435 830
Insurance benefits and repayments	-	575 096	-	-	-
Exhibit : Salaries and wages	5 632 873	4 214 346	-	1 849 119	10 894 876
Direct expenditure by function	18 722 428	13 781 318	-	7 898 935	21 124 466
Direct general expenditure	17 097 984	9 672 875	-	5 953 390	21 124 466
Capital outlay	3 060 188	1 727 146	-	1 152 782	3 228 906
Other direct general expenditure	14 037 796	7 945 729	-	4 800 608	17 895 560
Education services					
Education	1 188	-	-	-	20 688 636
Capital outlay	792	-	-	-	3 228 906
Higher education	101	-	-	-	2 072 916
Capital outlay	11	-	-	-	228 992
Elementary & secondary	1 087	-	-	-	18 615 720
Capital outlay	781	-	-	-	2 999 914
Other education	-	-	-	-	-
Libraries	293 445	80 024	-	11 701	-
Social services and income maintenance					
Public welfare	443 624	77 019	-	105 731	-

ANNEXE 6

Description	Florida				
	County government amount 1	Municipal government amount 2	Township government amount 3	Special District government amount 4	School District government amount 5
Cash assistance payments	1 927	15 648	-	-	-
Vendor payments	52 242	3 201	-	-	-
Other public welfare	389 455	58 170	-	105 731	-
Hospitals	1 060 680	23 776	-	3 042 016	-
Capital outlay	94 993	-	-	325 869	-
Health	434 639	53 604	-	37 820	-
Social insurance administration	-	-	-	-	-
Veterans' services	-	-	-	-	-
Transportation					
Highways	1 319 101	671 092	-	23 039	-
Capital outlay	627 371	228 528	-	13 383	-
Air transportation (airports)	1 098 509	151 254	-	343 526	-
Parking facilities	525	85 505	-	-	-
Sea and inland port facilities	179 301	89 384	-	62 082	-
Transit subsidies	1 384	3 876	-	-	-
Public safety					
Police protection	2 091 716	1 876 734	-	-	-
Fire protection	781 334	925 083	-	149 671	-
Correction	1 116 821	48 512	-	-	-
Capital outlay	61 899	75	-	-	-
Protective inspection and regulation	176 894	149 817	-	-	-
Environment and housing					
Natural resources	354 779	26 993	-	625 124	-
Capital outlay	155 327	11 513	-	207 538	-
Parks and recreation	716 721	921 219	-	20 496	-
Capital outlay	245 428	211 718	-	3 085	-
Housing and community development	386 227	275 109	-	450 661	-
Sewerage	440 238	1 167 660	-	71 498	-
Capital outlay	158 936	469 800	-	13 652	-
Solid waste management	986 474	635 047	-	27 379	-
Capital outlay	74 940	58 263	-	4 363	-
Governmental administration					
Financial administration	690 493	344 903	-	-	-
Judicial and legal	770 117	87 938	-	-	-
General public buildings	134 281	167 130	-	-	-
Other governmental administration	418 479	358 309	-	-	-
Interest on general debt	1 545 935	588 498	-	554 063	435 830
General expenditure, n.e.c.					
Miscellaneous commercial activities	-	-	-	-	-
Other and unallocable	1 655 079	864 389	-	428 583	-

ANNEXE 6

Description	Florida				
	County government amount 1	Municipal government amount 2	Township government amount 3	Special District government amount 4	School District government amount 5
Utility expenditure	1 624 444	3 533 347	-	1 945 545	-
Capital outlay	418 611	662 774	-	580 303	-
Water supply	1 090 459	1 211 762	-	500 825	-
Electric power	-	2 087 390	-	1 056 753	-
Gas supply	-	157 002	-	58 454	-
Transit	533 985	77 193	-	329 513	-
Liquor store expenditure	-	-	-	-	-
Insurance trust expenditure	-	575 096	-	-	-
Unemployment compensation	-	-	-	-	-
Employee retirement	-	575 096	-	-	-
Workers' compensation	-	-	-	-	-
Other insurance trust	-	-	-	-	-
Debt outstanding	28 173 149	19 162 603	-	13 674 063	9 000 430
Short-term	121 388	123 046	-	128 995	-
Long-term	28 051 761	19 039 557	-	13 545 068	9 000 430
Full faith and credit	3 109 038	2 521 384	-	1 798 814	8 903 382
Nonguaranteed	24 942 723	16 518 173	-	11 746 254	97 048
Long-term debt by purpose					
Public debt for private purposes	10 624 892	3 098 827	-	2 719 849	-
Education	-	77 760	-	32 970	9 000 430
Utilities	3 265 340	8 323 012	-	3 786 139	-
Other	14 161 529	7 539 958	-	7 006 110	-
Long-term debt issued	2 569 541	2 955 151	-	1 638 465	1 560 376
Long-term debt retired	2 479 976	1 648 359	-	1 215 869	486 901
Cash and security holdings	26 441 067	26 078 959	-	9 334 695	4 877 848
Insurance trust funds	-	11 762 076	-	-	-
Unemployment compensation	-	-	-	-	-
Employee retirement	-	11 762 076	-	-	-
Workers' compensation	-	-	-	-	-
Miscellaneous	-	-	-	-	-
Other than insurance trust funds	26 441 067	14 316 883	-	9 334 695	4 877 848
By purpose					
Offsets to debt	12 114 600	4 281 616	-	4 026 855	334 498
Bond funds	4 127 075	2 524 953	-	1 467 238	728 094
Other	10 199 392	7 510 314	-	3 840 602	3 815 256

Abbreviations and symbols : - zero or rounds to zero; (NA) not available; (X) not applicable

Répartition des sources de revenus pour le Massachusetts

Description	Massachusetts				
	County government amount	Municipal government amount	Township government amount	Special District government amount	School District government amount
	1	2	3	4	5
Revenue	355 830	10 510 108	8 848 727	3 107 433	1 471 094
General revenue	227 474	9 620 433	7 944 402	2 515 246	1 471 290
Intergovernmental revenue	132 716	4 567 254	1 995 702	1 919 695	1 382 880
From federal government	11 010	345 185	67 805	690 143	776
From state government	121 706	4 206 729	1 924 562	1 045 615	718 554
From local governments	-	15 340	3 335	183 937	663 550
General revenue from own sources	94 758	5 053 179	5 948 700	595 551	88 410
Taxes	32 985	3 731 507	5 119 779	188 573	-
Property	13 162	3 570 187	4 978 690	156 909	-
Sales and gross receipts	14 343	77 774	60 310	-	-
General sales	-	-	-	-	-
Selective sales	14 343	77 774	60 310	-	-
Motor fuel	-	-	-	-	-
Alcoholic beverage	-	-	-	-	-
Tobacco products	-	-	-	-	-
Public utilities	-	-	-	-	-
Other selective sales	14 343	77 774	60 310	-	-
Individual income	-	-	-	-	-
Corporate income	-	-	-	-	-
License taxes	-	-	-	-	-
Motor vehicle license	-	-	-	-	-
Other taxes	5 480	83 546	80 779	31 664	-
Charges and miscellaneous general revenue	61 773	1 321 672	828 921	406 978	88 410
Current charges	55 101	1 000 448	606 892	262 790	36 510
Education	96	72 840	86 326	-	36 510
Institutions of higher education	-	-	-	-	1 228
School lunch sales (gross)	53	57 006	46 931	-	18 110
Hospitals	24 241	285 402	-	-	-
Highways	-	125	238	-	-
Air transportation (airports)	2 824	6 606	5 188	-	-
Parking facilities	218	27 143	5 442	-	-
Sea and inland port facilities	-	478	2 421	-	-
Natural resources	-	-	-	75	-
Parks and recreation	1 153	16 401	37 420	491	-
Housing and community development	-	15 541	87	240 160	-
Sewerage	49	405 581	266 656	9 354	-
Solid waste management	-	27 709	57 024	7 288	-
Other charges	26 520	142 622	146 090	5 422	-
Miscellaneous general revenue	6 672	321 224	222 029	144 188	51 900
Interest earnings	1 376	77 803	83 730	89 055	9 105
Special assessments	-	647	8 032	22 907	-

ANNEXE 6

Description	Massachusetts				
	County government amount 1	Municipal government amount 2	Township government amount 3	Special District government amount 4	School District government amount 5
Sale of property	-	15	3 766	48	-
Other general revenue	5 296	242 759	126 501	32 178	42 795
Other than general revenue	128 356	889 675	904 325	592 187	-196
Utility revenue	-	624 314	841 328	709 853	-
Water supply	-	345 560	288 206	52 643	-
Electric power	-	235 351	546 497	258 711	-
Gas supply	-	43 403	6 625	-	-
Transit	-	-	-	398 499	-
Liquor store revenue	-	-	-	-	-
Insurance trust revenue	128 356	265 361	62 997	-117 666	-196
Unemployment compensation	-	-	-	-	-
Employee retirement	128 356	265 361	62 997	-117 666	-196
Workers' compensation	-	-	-	-	-
Other insurance trust revenue	-	-	-	-	-
Expenditure	343 117	11 103 772	9 647 820	3 029 765	1 528 015
Intergovernmental expenditure	670	571 031	668 255	11 052	-
Direct expenditure	342 447	10 532 741	8 979 565	3 018 713	1 528 015
Current operations	218 454	8 649 713	7 117 670	1 975 340	1 325 447
Capital outlay	4 027	918 238	1 470 106	620 527	153 489
Construction	3 476	611 612	958 164	570 311	103 585
Other capital outlay	551	306 626	511 942	50 216	49 904
Assistance and subsidies	-	1 919	-	-	-
Interest on debt	120	266 137	227 008	325 659	48 295
Insurance benefits and repayments	119 846	696 734	164 781	97 187	784
Exhibit : Salaries and wages	105 966	4 691 890	3 747 679	605 493	889 132
Direct expenditure by function	342 447	10 532 741	8 979 565	3 018 713	1 528 015
Direct general expenditure	222 601	9 318 522	8 014 406	1 077 258	1 527 231
Capital outlay	4 027	855 438	1 347 621	174 202	153 489
Other direct general expenditure	218 574	8 463 084	6 666 785	903 056	1 373 742
Education services					
Education	12 512	4 463 961	4 300 057	-	1 478 936
Capital outlay	280	339 498	694 187	-	153 489
Higher education	-	-	-	-	1 857
Capital outlay	-	-	-	-	4
Elementary & secondary	12 512	4 463 961	4 300 057	-	1 477 079
Capital outlay	280	339 498	694 187	-	153 485
Other education	-	-	-	-	-
Libraries	-	101 416	111 140	-	-
Social services and income maintenance					
Public welfare	626	42 499	23 478	-	-
Cash assistance payments	-	1 919	-	-	-
Vendor payments	-	-	-	-	-
Other public welfare	626	40 580	23 478	-	-

ANNEXE 6

Description	Massachusetts				
	County government amount 1	Municipal government amount 2	Township government amount 3	Special District government amount 4	School District government amount 5
Hospitals	21 228	643 872	123	-	-
Capital outlay	-	46 621	123	-	-
Health	3 693	39 516	66 901	-	-
Social insurance administration	-	-	-	-	-
Veterans' services	-	-	-	-	-
Transportation					
Highways	623	249 160	379 749	9	-
Capital outlay	-	70 735	91 730	-	-
Air transportation (airports)	6 141	7 774	5 196	-	-
Parking facilities	202	12 201	976	-	-
Sea and inland port facilities	-	289	4 252	-	-
Transit subsidies	-	-	-	-	-
Public safety					
Police protection	3 642	686 814	464 052	-	-
Fire protection	348	499 426	330 515	17 967	-
Correction	115 252	109 291	-	-	-
Capital outlay	2	-	-	-	-
Protective inspection and regulation	-	45 830	63 695	-	-
Environment and housing					
Natural resources	1 656	2 733	10 997	908	-
Capital outlay	-	13	2 735	7	-
Parks and recreation	943	101 758	87 283	439	-
Capital outlay	97	20 051	9 819	100	-
Housing and community development	-	205 481	31 886	798 987	-
Sewerage	132	216 936	274 485	53 150	-
Capital outlay	-	70 575	151 231	21 407	-
Solid waste management	-	167 916	164 611	8 037	-
Capital outlay	-	6 719	10 607	3 449	-
Governmental administration					
Financial administration	3 964	112 298	133 467	-	-
Judicial and legal	1 312	29 345	23 053	-	-
General public buildings	8 201	102 587	211 910	-	-
Other governmental administration	12 337	50 022	96 398	-	-
Interest on general debt	120	240 153	206 759	53 837	48 295
General expenditure, n.e.c.					
Miscellaneous commercial activities	-	1 676	-	-	-
Other and unallocable	29 669	1 185 568	1 023 423	143 924	-
Utility expenditure	-	517 485	800 378	1 844 268	-
Capital outlay	-	62 800	122 485	446 325	-
Water supply	-	265 283	278 864	62 396	-
Electric power	-	218 183	515 274	219 602	-
Gas supply	-	34 019	6 240	-	-

ANNEXE 6

Description	Massachusetts				
	County government amount 1	Municipal government amount 2	Township government amount 3	Special District government amount 4	School District government amount 5
Transit	-	-	-	1 562 270	-
Liquor store expenditure	-	-	-	-	-
Insurance trust expenditure	119 846	696 734	164 781	97 187	784
Unemployment compensation	-	-	-	-	-
Employee retirement	119 846	696 734	164 781	97 187	784
Workers' compensation	-	-	-	-	-
Other insurance trust	-	-	-	-	-
Debt outstanding	2 035	6 294 550	6 681 210	6 230 458	897 999
Short-term	-	838 390	1 905 957	125 322	-
Long-term	2 035	5 456 160	4 775 253	6 105 136	897 999
Full faith and credit	1 035	3 895 987	4 144 963	280 854	896 299
Nonguaranteed	1 000	1 560 173	630 290	5 824 282	1 700
Long-term debt by purpose					
Public debt for private purposes	-	2 214	36 000	554 019	-
Education	-	1 958 801	2 329 219	-	897 999
Utilities	-	486 312	436 285	5 069 499	-
Other	2 035	3 008 833	1 973 749	481 618	-
Long-term debt issued	4 525	992 643	1 003 679	1 268 387	200 124
Long-term debt retired	4 856	494 619	387 032	1 512 576	41 942
Cash and security holdings	1 393 544	9 842 525	5 031 348	3 819 089	405 335
Insurance trust funds	1 340 205	6 610 900	1 887 377	1 560 046	11 929
Unemployment compensation	-	-	-	-	-
Employee retirement	1 340 205	6 610 900	1 887 377	1 560 046	11 929
Workers' compensation	-	-	-	-	-
Miscellaneous	-	-	-	-	-
Other than insurance trust funds	53 339	3 231 625	3 143 971	2 259 043	393 406
By purpose					
Offsets to debt	206	32 243	45 585	700 475	2 816
Bond funds	82	496 027	835 613	189 562	145 250
Other	53 051	2 703 355	2 262 773	1 369 006	245 340

Abbreviations and symbols : - zero or rounds to zero; (NA) not available; (X) not applicable

Répartition des sources de revenus pour l'État de New York

Description	New York				
	County government amount 1	Municipal government amount 2	Township government amount 3	Special District government amount 4	School District government amount 5
Revenue	17 654 651	59 027 869	4 691 052	3 762 011	21 657 393
General revenue	5 097 185	25 547 692	971 054	104 040	10 884 494
Intergovernmental revenue	229 703	3 552 740	142 439	44 780	18 970
From federal government	4 677 519	21 224 900	238 261	31 487	10 682 533
From state government	189 963	770 052	590 354	27 773	182 991
From local governments	12 557 466	33 480 177	3 719 998	3 657 971	10 772 899
General revenue from own sources	8 064 557	24 421 699	2 647 465	647 219	9 835 035
Taxes	3 392 939	10 666 328	2 314 380	646 847	9 805 203
Property	4 516 342	4 779 156	44 493	-	29 832
Sales and gross receipts	4 466 406	3 555 369	-	-	715
General sales	49 936	1 223 787	44 493	-	29 117
Selective sales	-	-	-	-	-
Motor fuel	-	22 355	-	-	-
Alcoholic beverage	-	27 441	-	-	-
Tobacco products	-	541 872	44 335	-	29 117
Public utilities	49 936	632 119	158	-	-
Other selective sales	-	4 634 115	-	-	-
Individual income	-	2 817 476	-	-	-
Corporate income	34 360	112 149	-	-	-
License taxes	34 360	112 149	-	-	-
Motor vehicle license	120 916	1 412 475	288 592	372	-
Other taxes	4 492 909	9 058 478	1 072 533	3 010 752	937 864
Charges and miscellaneous general revenue	3 285 609	6 016 379	614 416	2 774 717	290 820
Current charges	445 540	261 810	-	-	290 820
Education	445 540	214 336	-	-	-
Institutions of higher education	-	29 289	-	-	239 610
School lunch sales (gross)	1 247 800	1 962 500	40 837	-	-
Hospitals	7 678	925 227	-	689 687	-
Highways	88 728	20 202	14 234	1 540 589	-
Air transportation (airports)	3 006	141 664	2 871	-	-
Parking facilities	-	5 492	-	119 812	-
Sea and inland port facilities	-	-	-	2 847	-
Natural resources	67 450	119 712	89 120	25	-
Parks and recreation	5 833	738 420	4 832	-	-
Housing and community development	133 824	1 246 092	72 753	-	-
Sewerage	118 536	97 497	196 345	29 869	-
Solid waste management	1 167 214	497 763	193 424	391 888	-
Other charges	1 207 300	3 042 099	458 117	236 035	647 044

ANNEXE 6

Description	New York				
	County government amount 1	Municipal government amount 2	Township government amount 3	Special District government amount 4	School District government amount 5
Miscellaneous general revenue	510 746	855 708	192 319	206 864	181 158
Interest earnings	23 713	13 972	59 293	-	-
Special assessments	2 464	61 595	13 696	691	-
Sale of property	670 377	2 110 824	192 809	28 480	465 886
Other general revenue	282 576	3 185 961	198 550	136 796	-
Other than general revenue	282 576	3 463 320	198 549	136 796	-
Utility revenue	243 050	1 060 465	189 505	16 651	-
Water supply	15 198	175 037	8 485	-	-
Electric power	8 681	4 683	189	-	-
Gas supply	15 647	2 223 135	370	120 145	-
Transit	-	-	-	-	-
Liquor store revenue	-	-277 359	1	-	-
Insurance trust revenue	-	-	-	-	-
Unemployment compensation	-	-277 359	1	-	-
Employee retirement	-	-	-	-	-
Workers' compensation	-	-	-	-	-
Other insurance trust revenue	18 985 207	74 001 824	4 992 276	3 902 734	23 124 461
Expenditure	3 155 457	3 988 987	4 702	148 269	-
Intergovernmental expenditure	15 829 750	70 012 837	4 987 574	3 754 465	23 124 461
Direct expenditure	13 059 564	50 303 742	3 877 811	2 145 147	19 739 565
Current operations	1 289 250	8 736 567	803 593	1 103 387	2 860 040
Capital outlay	911 284	6 809 690	593 721	982 047	2 372 191
Construction	377 966	1 926 877	209 872	121 340	487 849
Other capital outlay	717 769	1 167 378	36 533	-	-
Assistance and subsidies	763 167	3 491 472	269 630	505 931	524 856
Interest on debt	-	6 313 678	7	-	-
Insurance benefits and repayments	4 926 720	25 843 073	1 556 788	731 252	13 286 003
Exhibit : Salaries and wages	15 829 750	70 012 837	4 987 574	3 754 465	23 124 461
Direct expenditure by function	15 257 473	57 045 039	4 618 955	3 537 115	23 124 461
Direct general expenditure	1 040 556	7 773 292	675 581	1 100 478	2 860 040
Capital outlay	14 216 917	49 271 747	3 943 374	2 436 637	20 264 421
Other direct general expenditure					
Education services	1 460 912	16 043 216	25	-	22 599 605
Education	44 622	1 957 685	-	-	2 860 040
Capital outlay	1 199 323	620 619	-	-	-
Higher education	44 613	1 961	-	-	-
Capital outlay	261 589	15 422 597	25	-	22 599 605
Elementary & secondary	9	1 955 724	-	-	2 860 040
Capital outlay	-	-	-	-	-
Other education	43 541	327 410	68 903	283 187	-
Libraries					
Social services and income maintenance	3 260 206	5 876 594	38 192	-	-

ANNEXE 6

Description	New York				
	County government amount 1	Municipal government amount 2	Township government amount 3	Special District government amount 4	School District government amount 5
Public welfare	717 769	1 167 378	36 533	-	-
Cash assistance payments	361 835	173 370	-	-	-
Vendor payments	2 180 602	4 535 846	1 659	-	-
Other public welfare	1 285 373	4 472 286	38 223	-	-
Hospitals	1 806	515 414	19	-	-
Capital outlay	1 186 024	1 216 960	51 129	2 003	-
Health	-	-	-	-	-
Social insurance administration	-	-	-	-	-
Veterans' services					
Transportation	802 861	1 713 379	985 164	353 812	-
Highways	345 636	1 027 908	296 356	39 248	-
Capital outlay	76 535	15 105	14 805	1 685 304	-
Air transportation (airports)	1 234	48 028	5 332	-	-
Parking facilities	-	32 538	1 070	149 052	-
Sea and inland port facilities	-	206 354	-	-	-
Transit subsidies					
Public safety	1 272 206	4 553 036	326 182	-	-
Police protection	41 760	1 851 244	133 244	426 213	-
Fire protection	954 467	1 336 595	661	-	-
Correction	16 354	113 092	45	-	-
Capital outlay	4 015	198 581	49 188	-	-
Protective inspection and regulation					
Environment and housing	63 704	11 341	30 777	3 028	-
Natural resources	26 008	8 338	3 719	1 259	-
Capital outlay	261 913	924 743	389 759	134	-
Parks and recreation	53 426	271 744	70 482	35	-
Capital outlay	100 131	3 357 090	102 916	56	-
Housing and community development	404 682	1 603 378	203 473	1 068	-
Sewerage	92 033	1 143 386	64 596	-	-
Capital outlay	219 498	1 407 040	519 072	34 629	-
Solid waste management	55 906	203 441	35 340	597	-
Capital outlay					
Governmental administration	163 693	486 392	140 031	-	-
Financial administration	338 879	537 186	88 269	-	-
Judicial and legal	242 680	610 742	112 175	-	-
General public buildings	281 904	301 207	129 533	-	-
Other governmental administration	738 873	2 694 291	239 516	484 153	524 856
Interest on general debt					
General expenditure, n.e.c.	32	13 523	4	-	-
Miscellaneous commercial activities	2 052 350	7 206 780	951 312	114 476	-

ANNEXE 6

Description	New York				
	County government amount 1	Municipal government amount 2	Township government amount 3	Special District government amount 4	School District government amount 5
Other and unallocable	572 277	6 654 120	368 612	217 350	-
Utility expenditure	248 694	963 275	128 012	2 909	-
Capital outlay	273 038	1 237 468	353 885	13 853	-
Water supply	24 030	146 795	5 721	-	-
Electric power	11 444	6 338	215	-	-
Gas supply	263 765	5 263 519	8 791	203 497	-
Transit	-	-	-	-	-
Liquor store expenditure	-	6 313 678	7	-	-
Insurance trust expenditure	-	-	-	-	-
Unemployment compensation	-	6 313 678	7	-	-
Employee retirement	-	-	-	-	-
Workers' compensation	-	-	-	-	-
Other insurance trust	12 956 128	69 275 172	4 855 260	8 767 000	11 485 337
Debt outstanding	1 645 345	2 793 053	704 997	597 302	2 247 244
Short-term	11 310 783	66 482 119	4 150 263	8 169 698	9 238 093
Long-term	7 135 107	41 506 155	3 242 752	322 119	9 238 093
Full faith and credit	4 175 676	24 975 964	907 511	7 847 579	-
Nonguaranteed					
Long-term debt by purpose	3 431 346	6 078 538	907 131	1 457 705	-
Public debt for private purposes	188 299	8 328 923	-	-	9 238 093
Education	419 881	16 908 159	463 019	343 461	-
Utilities	7 271 257	35 166 499	2 780 113	6 368 532	-
Other	1 515 451	10 926 406	563 204	729 752	3 123 834
Long-term debt issued	1 334 950	5 541 863	446 869	495 180	1 904 872
Long-term debt retired	8 011 430	117 780 633	3 630 869	4 374 139	5 406 068
Cash and security holdings	-	98 524 771	-	-	-
Insurance trust funds	-	-	-	-	-
Unemployment compensation	-	98 524 771	-	-	-
Employee retirement	-	-	-	-	-
Workers' compensation	-	-	-	-	-
Miscellaneous	8 011 430	19 255 862	3 630 869	4 374 139	5 406 068
Other than insurance trust funds					
By purpose	3 651 210	8 530 386	954 966	2 239 472	139 028
Offsets to debt	1 203 923	2 521 154	461 472	299 425	2 460 504
Bond funds	3 156 297	8 204 322	2 214 431	1 835 242	2 806 536

Abbreviations and symbols : - zero or rounds to zero; (NA) not available; (X) not applicable

Annexe 7

Government Units : 1952 to 2002

Type of government	2002	1997	1992	1987	1982	1977
Federal government	1	1	1	1	1	1
State governments	50	50	50	50	50	50
Local governments	87 849	87 453	86 692	83 186	81 780	79 862
General purpose						
County	3 034	3 043	3 043	3 042	3 041	3 042
Subcounty	35 937	36 001	35 962	35 891	35 810	35 684
Municipal	19 431	19 372	19 296	19 200	19 076	18 862
Township	16 506	16 629	16 666	16 691	16 734	16 822
Special purpose						
School district	13 522	13 726	14 556	14 721	14 851	15 174
Special district	13 522	13 726	14 556	14 721	14 851	15 174
Total	87 900	87 504	86 743	83 237	81 831	97 913

Government Units : 1952 to 1972

Type of government	1972	1967	1962	1957	1952
Federal government	1	1	1	1	1
State governments	50	50	50	48	48
Local governments	78 218	81 248	91 185	102 343	116 756
General purpose					
County	3 044	3 049	3 043	3 050	3 052
Subcounty	35 508	35 153	35 141	34 415	34 009
Municipal	18 517	18 048	17 997	17 217	16 807
Township	16 991	17 105	17 144	17 198	17 202
Special purpose					
School district	15 781	21 782	34 678	50 454	67 355
Special district	23 885	21 782	18 323	14 424	12 340
Total	78 269	81 299	91 236	102 392	116 805

School District Governments : 1942 to 2002

Year	Number of school district government
1942	108 579
1952	67 355
1957	50 454
1962	34 678
1967	21 782
1972	15 781
1977	15 174
1982	14 851
1987	14 721
1992	14 556
1997	13 726
2002	13 522

Special District Governments : 1952 to 2002

Year	Number of Special district government
1952	12 340
1957	14 424
1962	18 323
1967	21 264
1972	23 885
1977	25 962
1982	28 078
1987	29 532
1992	33 131
1997	34 683
2002	35 356

Special District Government by Function : 2002

Function	Number	Percent
Single function districts		
Total single function districts	32 157	19.0
Natural resources	7 026	19.9
Fire protection	5 743	16.2
Water supply	3 423	9.7
Housing and community development	3 413	9.7
Sewerage	2 020	5.7
Cemeteries	1 670	4.7
Libraries	1 582	4.4
Parks and recreation	1 314	3.7
Highways	767	2.2
Health	743	2.1
Hospitals	735	2.1
Education ⁴⁰	530	1.5
Airports	512	1.4
Utilities other than water supply ⁴¹	485	1.4
Other	2 194	6.2
Multiple function districts	3 199	9.0
Total	35 356	100.0

⁴⁰ Primarily school building authorities.

⁴¹ Includes electric power, gas supply and public transit.